



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

Itinéraires

Femmes en mouvement(s).
Empowerment et organisations de femmes
dans le conflit et le postconflit au Guatemala

Mélanie GONIN

Etudes du développement n° 20

ITINÉRAIRES
Etudes du développement
n° 20

Femmes en mouvement(s)

Empowerment et organisations de femmes dans le conflit et le postconflit au Guatemala

Mélanie GONIN

© iuéd, janvier 2004

CHF 12.–

INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT
Service des publications
Case postale 136 – CH-1211 GENÈVE 21
<http://www.iued.unige.ch> – publications@iued.unige.ch

Mémoire de diplôme d'études approfondies (DEA) en études du développement, présenté en septembre 2003

Directrice de mémoire : Françoise GRANGE.

Jury : Fenneke REYSOO.

Remerciements

Un travail d'une telle importance n'est pas le fruit d'une seule personne. Que soient remerciés ici tous ceux qui, de près ou de plus loin, m'ont soutenue dans la rédaction de ce mémoire. Je remercie tout particulièrement Marc, Sébastien, Alice, Jessen et Yann.

Merci à Françoise Grange pour ses encouragements, sa disponibilité et son écoute.

Merci à Fenneke Reysoo pour ses conseils éclairés.

« Ma vie ne m'appartient pas, j'ai décidé de l'offrir à une cause. Ils peuvent me tuer à tout moment, mais que ce soit dans une mission où je sais que mon sang ne sera pas inutile, mais qu'il sera un exemple de plus pour les compagnons. Le monde où je vis est si criminel, si sanguinaire que d'un moment à l'autre on peut m'ôter la vie. C'est pour ça que comme unique alternative, ce qui me reste, c'est la lutte. »

Rigoberta MENCHU, Prix Nobel de la paix

– Si tu devais résumer ton expérience en tant que femme dirigeante, quels seraient à ton avis les principaux acquis ?

– La première chose, c'est qu'on se sent une personne, parce qu'avant on ne se sentait pas une personne, on n'avait droit à rien, ni à travailler ni à produire, on n'avait aucune reconnaissance. En tant que femme, j'ai commencé à sentir que j'étais plus que la femme d'un homme, que je pouvais être « moi » aussi, que je pouvais avoir mes droits, que je pouvais aussi contribuer, que je n'avais pas besoin d'être seulement ce que j'étais, que j'étais beaucoup plus que cela. J'ai commencé à me sentir tellement bien quand quelqu'un m'appelait par mon nom, quand je n'étais plus seulement la femme d'un tel. J'ai commencé à chercher mon identité, parce que je me suis sentie valorisée. [...] Ce que j'ai réussi dans ma vie est d'avoir ce sentiment que je pouvais être quelqu'un, une personne, un citoyen qui pouvait contribuer et prendre cette direction sans renoncer à rien. Et affronter toutes les difficultés, tous les préjugés, tous les problèmes que j'ai affrontés sans renoncer. C'est ainsi que j'ai commencé à croire au changement.

Rauber 2000 : 196

Table des matières

Avant-propos	11
Introduction	13
Objet d'étude	13
Définition des concepts	16
<i>Genre</i>	16
Cadre conceptuel et analytique du conflit et du postconflit.	
Pourquoi une analyse de genre?	17
<i>Empowerment</i>	19
L' <i>empowerment</i> en tant que processus	20
Comment mesurer l' <i>empowerment</i> ?	20
Questions centrales	21
<i>Le paradoxe du conflit</i>	21
Matériel de recherche	23
Le conflit au Guatemala, ses répercussions sur les femmes et sur le mouvement social	25
Le conflit et le processus de paix	25
Impact du conflit sur les femmes et les relations de genre	27
<i>Répercussions sociales</i>	27
<i>Répercussions politiques</i>	28
<i>Répercussions économiques</i>	29
Mouvement social et mouvements de femmes en Amérique latine et au Guatemala	29
<i>Mouvements de femmes en Amérique latine</i>	29
<i>Mouvement social au Guatemala</i>	30
<i>Organisations de femmes au Guatemala</i>	30
Etude de cas et analyse	33
Les trois cas	34
CONAVIGUA	34
<i>Mamá maquín et les femmes en exil</i>	34
<i>Le secteur des femmes de l'ASC</i>	40
Analyse de l' <i>empowerment</i>	42
<i>Une vision dynamique</i>	42
<i>Empowerment personnel</i>	43
<i>Empowerment collectif</i>	46
<i>Empowerment relationnel</i>	52
Bilan et perspectives	55
Acronymes	61
Bibliographie thématique	63
Bibliographie alphabétique	69

Annexe 1. Chronologie des événements	73
Annexe 2. Statistiques illustratives du conflit	75
Annexe 3	79
Annexe 4. Extraits de l'entretien avec deux militantes de Mamá Maquín	81

Avant-propos

Les femmes auraient-elles quelque chose à « gagner » de la guerre ? C'est sur cette vision paradoxale des conflits à l'égard des femmes que s'appuie la réflexion de Mélanie Gonin : « Et c'est ainsi que, alors qu'une guerre impose de lourdes charges aux femmes, elle leur offre aussi le potentiel pour des transformations sociales et contribue souvent à la redéfinition de leurs rôles traditionnels et à la reconfiguration des relations de genre existantes au sein de la société » (p. 23). Revisitant tout d'abord les notions de genre et d'*empowerment* à la lumière des situations contemporaines de conflit et de postconflit, Mélanie Gonin nous entraîne ensuite dans la vie quotidienne de ces « femmes en mouvement » que sont les femmes guatémaltèques depuis plusieurs décennies de conflit interne. Pour illustrer les ajustements de différentes catégories sociales de femmes à la situation de rupture et de transformation provoquée par le conflit, en se constituant en groupes actifs, l'auteure analyse avec finesse les trois cas que sont la Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONAVIGUA), une organisation de femmes réfugiées au Mexique (Mamá Maquín), et les femmes de l'Assemblée de la société civile (ASC), qui ont participé au processus national de paix. Mais surtout, dépassant les spécificités du rôle respectif de ces trois organisations, Mélanie Gonin, qui s'inspire du modèle de Rowlands, procède à une évaluation des processus d'*empowerment* à l'œuvre dans les représentations et les pratiques des femmes en les désagrégant aux niveaux personnel, collectif et relationnel. La démarche ainsi suivie permet une mise en perspective nuancée, complexe et dynamique de l'*empowerment* des femmes guatémaltèques dans ce contexte particulier du conflit. Pourtant, s'il est possible de constater l'acquisition d'un certain nombre de gains pour les femmes en termes notamment identitaires et politiques, qu'en sera-t-il de leur consolidation à long terme dans la période du postconflit ? s'interroge l'auteure, qui conclut sa réflexion sur le rôle que pourraient jouer des acteurs clés comme l'Etat, les agences de développement et les « mouvements de femmes ».

Françoise GRANGE (iuéd)

Introduction

Objet d'étude

A partir du milieu des années 1980, parallèlement à la fin de la guerre froide, les conflits armés internes et internationaux, tant dans les pays du Sud que dans les pays de l'ex-bloc soviétique, ont occupé une grande partie du paysage international. En constante augmentation au cours du siècle dernier¹, les conflits ont aussi changé de nature au fil du temps. Traditionnellement interétatiques, ils deviennent aujourd'hui des conflits internes : ils se passent à l'intérieur des frontières du pays ou conjuguent des dynamiques de guerre civile et de conflit international². Au cours du XX^e siècle, le nombre des victimes civiles dans les conflits a augmenté de façon considérable, les parties en conflit exerçant délibérément la violence sur la population civile³. Cette évolution est accompagnée par un changement dans le paysage démographique des sociétés postconflit : déclin de la population masculine, changement dans la taille et la composition des familles, et augmentation, de fait, des femmes chefs de famille. L'accroissement de la proportion des conflits internes se reflète aussi dans l'importance toujours plus grande des déplacements de population, les femmes et les enfants constituant généralement la majorité des personnes déplacées internes ou réfugiées⁴.

La croyance populaire représente la guerre comme étant le lieu où les soldats et les structures militaires sont la cible des hostilités et les seuls protagonistes de la violence. Mais les expériences actuelles ou récentes contestent cette vision. Dans les « guerres modernes », il n'y a pas de champ de bataille ou de ligne de front bien délimités.

De façon évidente, les hommes sont les principaux perdants dans la guerre, du fait qu'ils constituent la majorité des protagonistes, et donc la majorité des victimes dans le conflit (Byrne 1996b : 34). Mais les femmes en subissent également les effets dévastateurs, que ce soit de façon directe en tant qu'objets de la violence ou par l'effet de la dislocation de leurs moyens de subsistance et de leurs réseaux sociaux (Byrne 1996a : 2). Elles ne restent pas pour autant des victimes passives devant leur sort : elles

¹ En 1960, on estimait que dix guerres majeures avaient cours. En 1992, ce chiffre est passé à 50, dont dix ont débuté depuis 1985 (Byrne 1996a : 1). Plusieurs facteurs et conditions ont contribué à leur augmentation. Parmi ceux-ci, on trouve, seuls ou en combinaison avec d'autres, la pauvreté et la lutte pour des ressources toujours plus rares à une époque où les attentes ne cessent d'augmenter, la modernisation économique et sociale rapide et l'affaiblissement de l'Etat (et donc de son monopole de la violence légitime) dans l'instauration d'un nouvel ordre néolibéral mondial, les rivalités et les divisions ethniques, la répression politique émanant de gouvernements autoritaires et le déni des droits fondamentaux, les frontières nationales arbitraires imposées par les pouvoirs coloniaux et un processus de construction statonationale inachevé ou défaillant.

² Depuis 1945, il n'y a pas eu de conflit entre les Etats industrialisés du premier monde. Près de 94% des conflits armés contemporains se sont déroulés dans des pays du tiers-monde, où, même si la fréquence des conflits demeure élevée, le nombre de guerres interétatiques tend à y diminuer (De Montbrial et Klein 2000 : 279).

³ De 5% au début du siècle à 15% lors de la Première Guerre mondiale, et à 65% à la fin de la Seconde Guerre mondiale, on estime aujourd'hui que 95% des victimes des conflits sont des civils, une tendance qui altère fortement la composition démographique du pays et les relations sociales (Byrne 1996a : 2).

⁴ En 1970, il y avait 2,3 millions de réfugiés dus à la guerre. En 1992, ce nombre atteint 17,5 millions, avec plus de 24 millions de personnes déplacées. Selon les chiffres du Haut-Commissariat pour les réfugiés, les femmes constituent près de 80% des réfugiés dans le monde (Byrne 1996a : 2).

deviennent des soldats qui participent aux combats, des travailleuses qui soutiennent l'effort de guerre, elles interviennent dans la politique nationale, deviennent réfugiées ou survivent à la violence en assumant des rôles précédemment réservés aux hommes.

Un conflit provoque une rupture profonde avec la vie sociale de tous les jours, en ce que toutes les normes et « valeurs sûres » sont remises en question, transgressées ou inversées (Reysoo 2001 : 6). Femmes, hommes, enfants et vieillards se trouvent confrontés à de nouveaux rôles et responsabilités : « *Les épouses, en l'absence de l'homme au foyer, doivent faire fonctionner le ménage, en générant des revenus, en assurant la subsistance, tout en dispensant des soins et le soutien affectivo-moral. Elles doivent prendre des décisions dans des domaines traditionnellement masculins et se voient obligées de se mouvoir dans des espaces étrangers ou interdits à elles en temps normal* » (Reysoo 2001 : 15). Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les exemples de conflits récents nous forcent à reconnaître que les femmes ont quelque chose à « gagner » de la guerre. Elles se voient non seulement investies de plus de tâches en l'absence de leur mari, mais elles s'approprient aussi plus de libertés, de nouveaux pouvoirs et espaces de pouvoir. Mais l'histoire nous apprend également que ces gains, et les transformations sociales qui ont lieu pendant les situations de conflit, sont le plus souvent éphémères. Les femmes perdent généralement ces acquis à la fin de la guerre, lorsque les hommes revendiquent à nouveau leur autorité au sein de la société et de la famille. Comme Byrne le précise dans son analyse de genre des conflits, « the end of conflict often heralds a period of transition, where gender relations and identities are renegotiated. This period can offer opportunities for women to formalise their increased participation in public life and assert new roles for themselves. However, it can also be a time when women are made more vulnerable. As international aid is withdrawn and the competition for power and resources continues, women can be further marginalised »⁵ (Byrne 1996b : 38).

Dans la guerre civile qui s'est installée au Guatemala de 1960 à 1996, la population civile a été la cible de la violence étatique, responsable de plus de 90% des violations commises⁶. Elle a été massacrée, torturée, enlevée, déplacée, disloquée et terrorisée.

Les femmes ont été lourdement affectées par les effets dévastateurs du conflit sur la population civile. Leur situation s'est considérablement dégradée et leurs droits les plus élémentaires violés. Mais le conflit a aussi permis de mettre en question la position traditionnelle des femmes, qui se sont vues confrontées à leur propre rôle au sein de la famille et de la communauté, et surtout à ses limites.

Affronter les conséquences de la violence implique souvent d'assumer la fonction de soutien économique de la famille. Les situations d'urgence sociale ont fait que beaucoup de femmes ont pris un rôle public plus important au sein de leur communauté et dans la société en général. Comme conséquence de la violence envers elles ou envers leur famille, beaucoup d'entre elles ont changé leur perception d'elles-mêmes et ont affronté avec courage la violence, créant de nouveaux espaces de participation sociale et se convertissant en agents actifs du changement.

Les femmes ont aussi cherché à affronter les conditions difficiles de leur situation en créant et en se regroupant au sein d'organisations mises sur pied pendant le conflit ou lors de la transition vers la paix. Au sein de ces nouveaux espaces que les femmes se sont appropriés, elles ont pu acquérir une nouvelle conscience d'elles-mêmes, de leurs

⁵ Les citations tirées de l'anglais sont pour la plupart laissées telles quelles. Les citations tirées de l'espagnol ont été traduites par nos soins.

⁶ Voir en annexe les statistiques illustratives du conflit (annexe 2).

rôles et identité au sein de la société, et vivre des expériences de leadership. En dépit d'obstacles de tout type, ces femmes ont atteint ensemble des résultats significatifs pour elles et pour toutes les femmes du pays, et elles ont gagné un plus grand accès au pouvoir en tant qu'individus et en tant que groupes. Ces organisations leur ont fourni de l'assistance pour les aider à reconstruire leur vie, leur famille et leur communauté. Économiquement, elles ont développé des activités génératrices de revenus qui ont permis aux femmes d'être indépendantes et plus sûres d'elles. Politiquement, les femmes ont eu accès à plus de pouvoir par une éducation civique et par la participation au sein du système politique formel. Ensemble, elles ont cherché leurs proches disparus, exigé la condamnation des responsables de la violence, demandé des droits égaux, mais surtout revendiqué d'être traitées avec respect et dignité, dans une société profondément machiste et raciste comme la société guatémaltèque. Enfin, les femmes ont joué un rôle clé dans la construction d'espaces démocratiques et la défense des droits de l'homme au Guatemala. Elles ont ainsi ouvert ou pénétré des espaces dont elles étaient auparavant exclues. Elles ont acquis un pouvoir plus grand sur leur vie, dans leurs relations au sein de la famille et de la communauté et dans les espaces publics.

Ce travail se propose de voir comment les organisations de femmes participent à l'accroissement du pouvoir économique, social et politique de leurs membres, ou tout simplement les aident à survivre pendant des temps bouleversés. Il s'agira d'aller au-delà de l'image conventionnelle des femmes comme victimes de la guerre et de documenter les différentes façons par lesquelles les femmes contribuent, pendant le conflit et dans la phase de reconstruction postconflictuelle, à leur survie, au maintien de leur famille et de leur communauté, et à l'obtention d'une meilleure position sociale, économique et politique dans la société d'après-guerre. Il faudra également essayer de mettre en lumière comment, dans la phase de reconstruction postconflictuelle, se fait la reconfiguration des rôles et des positions de genre, et comment les actions des femmes façonnent les structures de la société d'après-guerre.

Il s'agira d'explorer quelques-unes des dynamiques du changement dans la vie des femmes et dans les relations de genre au Guatemala, en se concentrant sur le cas de femmes membres d'organisations de femmes créées pendant le conflit, et sur le processus d'*empowerment*⁷ qui a résulté de la participation à ces organisations. Nous pourrions ainsi identifier comment le fait de participer à une organisation de femmes permet de se percevoir et d'agir différemment, dans son quotidien, dans sa relation avec les autres ou au sein d'un groupe, et examiner le processus d'*empowerment* que ces femmes ont vécu.

L'analyse plus précise de trois organisations ou groupes de femmes, actifs dans des secteurs différents, composés de catégories de femmes différentes, nous permettra d'identifier le contexte de cet *empowerment*, les facteurs qui encouragent ou inhibent les changements liés à cet *empowerment*, et de voir dans quelle mesure les changements qui ont eu lieu pendant le conflit ont conduit à une appropriation définitive de ces nouveaux espaces de pouvoir.

Confronter le processus de changement par lequel les femmes guatémaltèques ont dû passer pendant le conflit, avec le type de société patriarcale dans laquelle elles vivent, permet de comprendre l'importance et le coût parfois très élevé de leur participation sociale et politique. Mais avant d'entrer plus en profondeur dans la problématique, il est nécessaire de se familiariser avec quelques concepts, qui vont permettre de donner un cadre théorique à cette étude.

⁷ Ce terme va être précisé lors de la définition des concepts.

Définition des concepts

Afin de voir comment la guerre et la transition vers la paix constituent pour les femmes une opportunité d'aller plus loin que la reconstruction d'avant la guerre et d'aboutir à une réelle transformation sociale, il est nécessaire de clarifier certains termes.

Ce travail va faire l'analyse des rapports sociaux de sexe en période de conflit et de postconflit et s'inscrit donc clairement dans une perspective de genre. Il est donc nécessaire de définir ce terme, puis de voir pourquoi et comment une perspective de genre doit être intégrée dans le cadre conceptuel et analytique du conflit et du postconflit.

Dans cette perspective, il faut s'intéresser à la notion d'*empowerment*, utilisée ici pour donner une forme aux changements et transformations que vivent les femmes pendant un conflit et permettre d'analyser ces changements et leurs conséquences. Elle va nous aider à détailler les divers aspects et multiples dimensions de l'impact d'un conflit sur les relations de genre, à mieux comprendre ce qui change, quels sont les facteurs qui ont permis ces changements ou qui les ont au contraire freinés, et enfin à voir si et pourquoi ils vont être maintenus dans l'après-conflit.

Genre

Le terme *genre* désigne « le sexe, féminin et masculin, socialement construit, en même temps qu'un processus de construction hiérarchique interdépendante et complémentaire entre les hommes et les femmes » (Bisilliat 2000 : 23). En plus d'être complémentaires, ces catégories sociales sont intimement liées avec la subordination des femmes (Byrne 1996b : 33).

L'analyse de genre, contrairement aux *women's studies* qui s'intéressent exclusivement aux femmes, aborde les rôles respectifs des femmes et des hommes et les rapports sociaux entre les deux sexes (Sorensen 1998 : 64). Elle permet de montrer comment ces identités et ces rôles sont constamment construits, contestés et investis d'une nouvelle signification sociale.

Joan Scott ajoute un élément à la définition qu'elle donne du genre : « Le genre est un élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes, et le genre est une façon première de signifier des rapports de pouvoir » (Scott 2000 : 56). Le pouvoir joue donc un rôle central : « Etablis comme un ensemble objectif de références, les concepts de genre structurent la perception et l'organisation concrète et symbolique de toute la vie sociale. Dans la mesure où ces références établissent des distributions de pouvoir (un contrôle ou un accès différentiel aux ressources matérielles et symboliques), le genre devient impliqué dans la conception et la construction du pouvoir lui-même » (Scott 2000 : 58).

Loin de donner une image figée de la situation, le genre est « un concept dynamique permettant de remettre en question l'apparente immuabilité des rôles sociaux et d'envisager la fin de la subordination universelle des femmes » (Bisilliat 2000 : 23). Il vise à décrire une relation (un système mouvant), et non un état : « [...] les complémentarités et oppositions entre les genres [...] peuvent se transformer, évoluer, c'est-à-dire s'inscrire dans le changement social » (Bisilliat 2000 : 23).

En tant que changement social de grande ampleur, les situations de conflit et de postconflit sont particulièrement illustratives de ce processus dynamique et évolutif, puisque les transformations politiques, sociales et économiques engendrées remettent en cause les identités et les rôles de genre traditionnels (Byrne 1996b : 13). Malgré cela, la problématique du genre a tendance à faire défaut dans la plupart des recherches sur les sociétés en conflit ou sortant d'un conflit, laissant ainsi de côté une dimension

importante de l'analyse. Dans les études qui prennent en compte cette perspective, les femmes sont généralement vues comme une catégorie homogène, le plus souvent celle de victimes, traversant les mêmes expériences et les affrontant avec les mêmes ressources et moyens. C'est pour ces différentes raisons qu'il est nécessaire de recadrer les concepts et l'analyse en la matière.

Cadre conceptuel et analytique du conflit et du postconflit. Pourquoi une analyse de genre?

Nécessité d'une perspective genre

L'inconvénient majeur de la littérature existante sur la question du conflit et du postconflit est qu'elle intègre rarement une perspective de genre à ses analyses. La plupart du temps, elle se concentre sur des questions « macro », sans faire de distinction entre les positions des femmes et des hommes, et quand elle s'intéresse à des questions plus « locales », elle adopte des catégories comme « la population », « les réfugiés », « les déplacés internes », « les soldats démobilisés » ou « les personnes handicapées », ignorant ainsi la spécificité des expériences et des intérêts (Sorensen 1998 : 64).

Comme on l'a vu, l'analyse de genre tente de remettre en question le présupposé essentialiste qui veut que l'homme parte au combat pendant que la femme reste sagement et pacifiquement à s'occuper du foyer en attendant son retour. Elle veut au contraire montrer comment les identités des hommes et des femmes, leurs statut et rôle dans la société et les relations entre eux ne sont pas donnés une fois pour toutes, mais sont le fait d'un processus dynamique, construit et qui peut être disputé. Lors d'un conflit, les femmes et les hommes doivent lutter pour repérer, construire et consolider de nouvelles identités et de nouveaux rôles qui paraissent plus appropriés et satisfaisants dans cette situation nouvelle. Et ces luttes sont souvent liées à une lutte pour les ressources et le pouvoir, rendant ainsi la reconstitution des identités de genre potentiellement conflictuelle (Sorensen 1998 : 64).

Diversité et spécificité des expériences

Si la littérature concernant la reconstruction postconflictuelle manque souvent d'intégrer une perspective de genre à ses analyses, elle présente aussi le défaut d'isoler les femmes pour un traitement particulier et de les représenter comme formant une catégorie sociale homogène. Le résultat le plus évident de cela est la construction d'un récit universel sur les expériences des femmes dans la guerre (Sorensen 1998 : 65). Il existe bien sûr des aspects universels partagés par les femmes qui traversent un conflit, mais en essayant de mettre en avant leur condition particulière, en opposition à celle des hommes, on manque de documenter et d'expliquer la diversité de leurs expériences et de leurs positions dans la guerre. Non seulement leurs expériences diffèrent, mais leurs relations au conflit aussi, et ces expériences et ces liens vont être des facteurs déterminants de leur position dans l'après-guerre (Meintjes, Pillay et Turshen 2001 : 5).

Certaines vont prendre les armes ou entrer dans les rangs de l'armée, alors que d'autres se joindront à des organisations et revêtiront un rôle nouveau d'activiste (pour la guerre ou pour la paix) dans leur communauté. Beaucoup de femmes ne prendront pas les armes, ni ne s'identifieront avec les objectifs de la guerre, sans pour autant former une catégorie indifférenciée. Celles qui ont accès aux richesses pourront quitter le pays lorsque leur sécurité sera menacée et revenir après la guerre, relativement indemnes. Mais la plupart des femmes sont trop pauvres pour émigrer. Si elles restent seules, elles vont devoir assumer des tâches qui étaient auparavant réservées aux hommes. Celles dont les maris vont revenir après la fin de la guerre se comporteront différemment dans l'après-guerre que celles qui seront devenues veuves. Dans certaines régions, les femmes ont pu être relativement en sécurité et avoir accès aux informations et aux ressources vitales ; pour elles, la fin d'un conflit sera une

expérience différente de celles qui se sont trouvées prises dans le feu des combats et qui ont dû s'enfuir. Dans les régions les plus reculées, certaines femmes deviennent la proie des soldats et des rebelles quand elles sont abandonnées par leur mari. Celles qui ont fui devant les combats et qui deviennent des déplacées internes seront peut-être harcelées sexuellement dans les camps ou enlevées par les rebelles. Les déplacés internes ne bénéficieront pas du statut de réfugié donné à ceux qui auront traversé une frontière internationale et seront soumis à la juridiction du Haut-Commissariat pour les réfugiés. Le rapatriement ne sera pas non plus une expérience uniforme.

La réalité montre donc que les femmes sortent de la guerre avec des expériences très diverses et des priorités relatives à la reconstruction qui le sont tout autant (Meintjes, Pillay et Turshen 2001 : 6). Elles développent des stratégies différentes pour gérer des situations qui paraissent être semblables. Cette diversité des situations et des réponses apportées reflète la nature et les dynamiques variables des conflits, mais surtout témoigne des positions diverses des femmes face aux options qui s'offrent à elles, dans la nature de leurs expériences, leur accès aux ressources, leurs aptitudes particulières, leur participation aux réseaux sociaux et leurs aspirations futures (Sorensen 1998 : 65).

Femmes victimes et/ou actrices ?

Un récit universel sur les expériences des femmes dans la guerre tend aussi à représenter les femmes comme des victimes particulièrement vulnérables (Sorensen 1998 : 66). Or, un des risques de cette vision est de masquer les gains potentiels qu'elles peuvent faire lors d'un conflit, en acquérant de nouvelles compétences, de nouveaux pouvoirs et statuts, et d'ignorer leurs contributions potentielles dans la recherche de solutions durables à leur situation (Byrne 1996a : 2). Bien sûr, les femmes sont des victimes dans les conflits, mais elles sont aussi des actrices, avec une volonté et une capacité d'influencer les choses : « Même dans des circonstances difficiles, les femmes possèdent des ressources, des compétences et des facultés qui peuvent être utilisées – et qui sont utilisées – activement dans la reconstruction » (Sorensen 1998 : 67). Elles jouent un rôle important dans la survie de leur famille, mais leur vision va bien au-delà. Leurs actions sont bien souvent dirigées vers des objectifs futurs, pour elles-mêmes, leur famille, leur communauté ou pour la société tout entière (Meintjes, Pillay et Turshen 2001 : 8).

Empowerment

Empowerment is like obscenity, you don't know how to define it but you know it when you see it.

Cité dans Kabeer, 1999 : 1

I like the term empowerment because no one has defined it clearly yet ; so it gives us breathing space to work it out in action terms before we have to pin ourselves down to what it means. I will continue using it until I am sure it does not describe what we are doing.

Membre d'une ONG, citée dans Batliwala 1993 : 48

L'*empowerment*⁸ est un processus de transformation *bottom-up* des relations de pouvoir. En matière de genre, il se réfère au développement de la conscience, individuelle et collective, de la subordination des femmes et à la construction de leurs capacités à la remettre en cause (Reeves et Baden 2000 : 35).

L'*empowerment* peut avoir lieu à des niveaux différents, couvrant de multiples aspects et se matérialisant à travers une variété de processus. Comme l'illustrent les deux citations au début de cette partie, il est très difficile de définir clairement ce terme, et encore plus difficile de le mesurer (Kabeer 1999 : 2). Pour de nombreuses chercheuses féministes, la valeur de ce concept réside précisément dans ce « flou ». Ce manque de clarté reflète le fait que le concept même au centre de la notion d'*empowerment*, le pouvoir, est l'un des concepts les plus contestés en sciences sociales (Rowlands 1997 : 9).

Pour certains théoriciens, le pouvoir est un jeu à somme nulle : l'augmentation du pouvoir d'un groupe conduit à la réduction du pouvoir de l'autre groupe, et une redistribution du pouvoir implique nécessairement un conflit entre les deux groupes⁹ (Oxaal 1997 : 1). Dans ce contexte, si le pouvoir est défini comme étant le *power over*¹⁰, un *empowerment* des femmes conduirait à moins de pouvoir pour les hommes. Il est ainsi facile de comprendre pourquoi le fait que les femmes gagnent du pouvoir est perçu comme une menace par les hommes, qui non seulement perdraient leur pouvoir, mais verraient les femmes l'exercer sur eux.

Si l'on utilise cette définition conventionnelle du pouvoir comme étant le *power over*, l'*empowerment* amène ceux qui sont hors du processus de décision à l'intérieur de

⁸ La notion d'*empowerment* peut être traduite par « renforcement du pouvoir » (Bisilliat 2000 : 24).

⁹ « Les conflits peuvent dès lors être évités en rendant impossible pour les gens d'imaginer quelque chose de différent du statu quo, ou en le faisant percevoir comme quelque chose de naturel ou d'inspiration divine » (Rowlands 1997 : 10).

¹⁰ La terminologie anglaise est conservée, puisqu'elle permet d'exprimer plus clairement les diverses formes que peut prendre le pouvoir. Les termes utilisés peuvent être définis de la façon suivante : *power over* : contrôle, domination exercé sur quelqu'un ou quelque chose ; *power to* : pouvoir de faire des changements et de prendre des décisions, pouvoir productif, générateur de quelque chose, qui offre de nouvelles possibilités et actions, sans domination (Oxaal 1997 : 1) ; *power with* : les gens s'organisent autour d'un but commun ou une compréhension commune afin d'atteindre des buts collectifs, « le tout étant plus grand que la somme des individus, spécialement quand le groupe est confronté à des difficultés » (Rowlands 1997 : 13) ; *power within* : se réfère à la confiance en soi, à la conscience de soi et à l'assurance. C'est la base de l'acceptation de soi et du respect de soi, qui, en retour, permet l'acceptation et le respect des autres, en tant qu'égaux (Rowlands 1997 : 13).

ce processus (Rowlands 1997 : 13). Cette vision met ainsi l'accent sur la participation aux structures politiques et aux prises de décision formelles, et sur la capacité à obtenir un revenu qui rende possible la participation aux prises de décision dans la sphère économique (Rowlands 1997 : 13).

Quelques auteures féministes ont remis en question l'idée que le pouvoir impliquait nécessairement une domination de quelques-uns et une oppression sur les autres. Elles se sont attachées à développer une compréhension plus large de la notion de pouvoir (Oxaal 1997 : 2). Si l'on ne définit pas le pouvoir comme étant le *power over*, mais qu'on le voit en tant que processus et qu'on y inclut le *power to* et le *power within*, cela donne à l'*empowerment* des femmes une tout autre signification. Il n'implique plus forcément de prendre le pouvoir précédemment détenu par les hommes, mais plutôt la nécessité de transformer la nature des relations de pouvoir (Reeves et Baden 2000 : 35). Il est dès lors plus que la participation aux processus de prise de décision, mais « inclut aussi le processus qui amène les gens à se percevoir comme capables et habilités à prendre des décisions » (Rowlands 1997 : 14). L'*empowerment* implique « de déconstruire les constructions sociales négatives, afin que les gens puissent se percevoir comme ayant les capacités et le droit d'agir et d'influencer les décisions » (Rowlands 1997 : 14).

L'approche féministe met aussi l'accent sur sa dimension collective (le *power with*) et donc sur l'importance des groupes et organisations de femmes pour demander et promouvoir le changement vers une autre vision de la société. Ce ne sont pas seulement les individus, mais les organisations qui sont sujets du processus d'*empowerment* (Oxaal 1997 : 4).

L'empowerment en tant que processus

L'*empowerment* est essentiellement un processus *bottom-up*, plutôt qu'une stratégie *top-down* : un processus dans lequel les femmes, individuellement et collectivement, analysent, développent et expriment librement leurs besoins et leurs intérêts, sans qu'ils soient prédéfinis ou imposés d'en haut, le but ultime de l'*empowerment* des femmes étant qu'elles soient elles-mêmes les agentes actives de la transformation des rapports de genre (Reeves et Baden 2000 : 35).

Comprendre l'*empowerment* de cette façon signifie que les agences de développement ne peuvent prétendre accroître l'accès au pouvoir des femmes (Oxaal 1997 : 5), pas plus que l'*empowerment* ne peut être défini en termes d'activités spécifiques ou de résultats à atteindre (Reeves et Baden 2000 : 35). Toutefois, et nous y reviendrons, une intervention extérieure appropriée peut être importante pour stimuler et soutenir le processus.

Comment mesurer l'empowerment ?

Un certain nombre d'indicateurs ont été développés afin de déterminer dans quelle mesure les femmes ont déjà accès au pouvoir ou gagnent du pouvoir, et pour évaluer si les programmes et politiques de développement en la matière ont réussi à atteindre leurs objectifs.

Au niveau international, on mesure les progrès des femmes dans l'accès au pouvoir avec l'indicateur *gender empowerment measure* (GEM), qui mesure trois variables : le pouvoir de gagner de l'argent, la participation aux emplois professionnels et de management et la part des sièges aux parlements (Reysoo 2003 : 2). Il a ainsi pour objectif d'examiner dans quelle mesure les femmes et les hommes sont capables de participer activement à la vie politique et économique, et de prendre part à la prise de décision (Reeves et Baden 2000 : 20). Mais de nombreux aspects de l'*empowerment*, difficilement mesurables, échappent à cet indicateur, comme l'évolution des rapports

de pouvoir au niveau domestique, dans la vie communautaire et au niveau rural (Reysoo 2003 : 2).

D'autres indicateurs tentent de déterminer l'*empowerment*. Parmi eux on trouve des indicateurs quantitatifs, comme par exemple le nombre de sièges occupés par les femmes dans les gouvernements locaux, le nombre de cas portés en justice relatifs aux droits des femmes, ou des indicateurs qualitatifs, comme la conscience que les femmes ont de leurs droits, la perception qu'elles ont de leur autonomie financière, de leur *empowerment*¹¹. Tous ont une certaine valeur, mais aucun ne peut prétendre à donner seul une vision complète de l'*empowerment*. Sa nature même de concept à plusieurs facettes implique qu'il n'est pas facilement mesurable (Reeves et Baden 2000 : 20).

Ce travail se propose d'explorer le processus d'*empowerment* de femmes membres d'organisations. Comme on l'a vu, les individus ne sont pas les seuls sujets possibles de ce processus, les organisations peuvent aussi l'être. Il faut donc trouver une façon d'observer, de décrire et de mesurer l'*empowerment* qui rende compte non seulement de la dimension individuelle du processus, mais aussi de sa dimension collective. A cela s'ajoute le manque de données relatives au Guatemala et aux femmes guatémaltèques (voir le chapitre sur le matériel de recherche), qui ne permet pas d'utiliser n'importe quel indicateur.

Les concepts développés par Rowlands (1997) et la méthode d'analyse utilisée dans son ouvrage sur l'*empowerment* des femmes dans le cadre de projets de développement au Honduras paraissent pertinents et adaptés pour faire ressortir les diverses dimensions de l'*empowerment* dans la présente analyse. Elle divise le processus en trois dimensions : la *dimension personnelle*, relative au développement d'une conscience de soi-même, d'une confiance en soi et d'une estime de soi ; la *dimension relationnelle*, en lien avec la capacité à négocier et à influencer la nature des relations avec son entourage (famille, communauté) et les décisions qui sont prises dans ce cadre ; et la *dimension collective*, dans laquelle les individus agissent ensemble pour atteindre un plus grand impact que ce que chacun aurait pu faire seul¹².

Ces trois dimensions sont ensuite influencées par des facteurs extérieurs qui vont encourager ou au contraire inhiber ce processus.

Mais avant de passer à l'analyse proprement dite, et après ces quelques précisions théoriques, voyons plus en détail les questions auxquelles ce travail va tenter de répondre.

Questions centrales

Ce travail va tenter de répondre à deux types de questions relatives à deux contextes différents : pendant et après le conflit.

Le paradoxe du conflit

Comme nous l'avons vu en introduction, les femmes ne restent pas que des spectatrices passives pendant un conflit, pas plus qu'elles ne sont toujours que d'innocentes victimes. Au lieu de cela, elles prennent fréquemment de nouveaux rôles

¹¹ Pour une liste plus détaillée de ces indicateurs, voir Reeves et Baden (2000 : 30-31).

¹² « Collective action may be locally focused – for example, groups acting at village or neighbourhood level – or be more institutionalised, such as the activities of national networks or the formal procedures of the United Nations » (Rowlands 1997 : 115).

et responsabilités, participant aux luttes militaires et politiques, construisant de nouveaux réseaux afin d'obtenir les ressources nécessaires à leur survie et à celle de leur famille. Elles peuvent acquérir plus de mobilité, de ressources et d'opportunités de leadership. Et c'est ainsi que, alors qu'une guerre impose de lourdes charges aux femmes¹³, elle leur offre aussi le potentiel pour des transformations sociales et contribue souvent à la redéfinition de leurs rôles traditionnels et à la reconfiguration des relations de genre existantes au sein de la société. C'est en cela que réside le paradoxe du conflit, puisque malgré tout, « war offers opportunities for women to transform their lives in terms of their image of themselves, their behaviour towards men and towards their elders, and their ability to live independently » (Meintjes, Pillay et Turshen 2001 : 7). « Conflict opens up intended and unintended spaces for empowering women, effecting structural social transformations and producing new social, economic and political realities that redefine gender and castes hierarchies » (Meintjes, Pillay et Turshen 2001 : 7).

C'est autour de ce paradoxe que va s'articuler une première série de questions. Comment le conflit, en tant que changement social de grande ampleur, va-t-il permettre, par la déstabilisation des rôles sociaux de sexe, un processus d'*empowerment* ? Comment le conflit entraîne-t-il un repositionnement des rôles et identités de genre, au niveau personnel, familial et communautaire ? Comment les femmes s'approprient-elles de nouveaux espaces de pouvoir ? Comment les nouvelles opportunités qui surgissent dans une situation de conflit peuvent-elles être utilisées pour accroître l'accès au pouvoir des femmes ?

Les femmes sont obligées de survivre pendant les temps bouleversés d'un conflit. Elles le font en occupant et en revendiquant des niches de pouvoir économique, social et politique. Comment le font-elles ? Quelles sont les catégories de femmes qui le font ? Et comment cela affecte-t-il les rapports sociaux de sexe et les représentations du genre féminin¹⁴ dans l'après-conflit ?

A la fin d'un conflit, la plupart des gens semblent désirer ardemment la stabilité. Ils sont souvent épuisés, alors qu'ils doivent faire face aux nombreuses tâches de la reconstruction. Les femmes sont souvent des acteurs clés dans cette phase de reconstruction d'après-guerre, alors qu'elles ont déjà prouvé leur capacité à assurer la survie de leur famille pendant la guerre. Cependant, l'histoire nous a montré que « les sociétés ni ne défendent les espaces créés par les femmes durant les combats, ni ne reconnaissent les façons ingénieuses par lesquelles les femmes ont assumé de nouvelles charges supplémentaires » (Meintjes, Pillay et Turshen 2001 : 8).

Dans le cas du Guatemala, les femmes ont-elles réalisé le potentiel et ont-elles maintenu les gains réalisés pendant la guerre ? Est-ce que la transformation a fait un retour en arrière une fois la paix rétablie ? Quels sont les facteurs et les acteurs qui influencent la consolidation et l'appropriation définitive des gains réalisés pendant la guerre ? Pour chaque groupe de femmes, les transformations vécues pendant la guerre ouvrent des possibilités de changement. La question à poser dans chaque cas est : comment est « plantée la graine du changement » ? Qu'est-ce qui fait qu'elle grandit, ou au contraire qu'elle perd sa capacité à croître ?

Pour pouvoir répondre à ces questions, nous allons nous familiariser dans une *première partie* avec le contexte général du conflit au Guatemala et ses répercussions sur

¹³ Car ces responsabilités additionnelles viennent sans diminution des attentes quant à leur rôle traditionnel.

¹⁴ J'aurais souhaité pouvoir aborder la dimension symbolique du genre et les transformations dans la représentation du genre féminin, mais même si ce sujet présente un grand intérêt, il est pour l'instant très peu documenté.

les femmes et les relations de genre. Il ne s'agira pas là d'être exhaustif, mais de donner un aperçu des défis auxquels les femmes ont dû faire face, et des conditions dans lesquelles le processus d'*empowerment* a eu lieu.

Afin d'aller au-delà d'une vision des femmes comme victimes subissant ces répercussions sociales, politiques et économiques, nous verrons ensuite qu'elles ont été des protagonistes actives dans la renaissance des mouvements sociaux au Guatemala. Comme cela a été le cas dans d'autres pays d'Amérique latine, qui ont connu une transition d'un pouvoir militaire autoritaire à un régime plus démocratique, les femmes ont commencé à s'organiser dès le début de cette transition, participant au grand mouvement de la société civile.

Dans une *deuxième partie*, nous ferons une brève description des trois cas d'étude dont ce travail va faire l'analyse, afin d'illustrer le « paradoxe du conflit » et les divers aspects du processus d'*empowerment*. En examinant les facteurs encourageants et inhibiteurs qui ont influencé ce processus, nous allons essayer de voir si et de comprendre pourquoi il y a un retour en arrière dans les transformations vécues pendant la guerre.

Enfin, et en guise de conclusion, nous dresserons le bilan de ces quelques observations et esquisserons quelques perspectives.

Matériel de recherche

Pour illustrer le processus d'*empowerment* des femmes guatémaltèques pendant et après le conflit, nous allons nous référer à trois organisations, ou trois contextes dans lesquels les femmes ont ensemble agi, réagi, manifesté, organisé et revendiqué. Ce choix de ne pas se limiter à un cas d'étude, mais de tenter l'analyse avec trois contextes différents, n'a pas été volontaire, mais reflète le manque de données disponibles en lien avec le sujet de ce mémoire.

Un manque de données sur le Guatemala d'abord. Ce petit pays d'Amérique centrale, non loin du géant mexicain et voisin de pays qui ont aussi connu des conflits du même type à la même époque, semble ne pas retenir l'attention de beaucoup de chercheurs. En lien avec la question des conflits, et pour ce qui est des exemples latino-américains, les cas de la Colombie, du Nicaragua et du Salvador ont souvent reçu la préférence de la recherche.

De plus, comme nous avons déjà eu l'occasion de le mentionner, la littérature sur les conflits et la reconstruction postconflictuelle manque souvent d'adopter une perspective de genre, ou d'inclure dans son analyse la situation spécifique des femmes. Ainsi, pour une littérature déjà rare sur le conflit guatémaltèque, les analyses de genre sur ce conflit le sont encore plus.

Enfin, la production scientifique issue directement du pays est très peu abondante. Les instituts de recherche sont rares et peu d'informations sont diffusées par leur intermédiaire.

La problématique du genre dans le cas du conflit au Guatemala a donc dû être complétée par une littérature plus vaste, constituée des recherches existantes sur les sujets suivants :

- genre, conflit et reconstruction ;
- mouvements et organisations de femmes en Amérique latine ;
- *empowerment*.

Malgré le manque évident de données au sujet du Guatemala, notre choix de le prendre comme cas d'étude se justifie pour plusieurs raisons.

Le Guatemala a connu un conflit civil d'une très longue durée, traversant pratiquement toute la seconde moitié du XX^e siècle. Ses répercussions sur les structures sociales, politiques et économiques du pays sont donc significatives, ainsi que son impact sur la population civile.

Le conflit a connu une « fin heureuse » au milieu des années 1990, puisque des négociations ont abouti à la signature d'accords de paix en décembre 1996. Le pays a donc effectué une transition vers la paix et la « démocratie » il y a de cela bientôt dix ans, nous permettant de parler d'« après-conflit » et d'analyser, avec plusieurs années de recul, l'évolution dans l'après-conflit des transformations qui ont eu lieu pendant la guerre.

Un nombre important d'organisations de femmes ont surgi dans les dernières années du conflit, pendant la période de relative ouverture « démocratique » de la transition vers la paix, offrant ainsi des contextes nombreux et variés, même si peu documentés, pour l'analyse.

Enfin, la phase des négociations de paix a subi les influences du contexte international en matière de genre. Cette problématique était en effet très présente au niveau international au milieu de années 1990, avec la 4^e Conférence mondiale sur les femmes de Pékin, influençant ainsi le cadre des négociations de paix de façon inédite¹⁵.

¹⁵ En comparaison du Salvador et du Nicaragua, en paix depuis le début des années 1990, les accords de paix guatémaltèques de 1996 contiennent plus de dispositions concernant les droits des femmes durant la reconstruction postconflictuelle (Luciak 2001 : 55).

Le conflit au Guatemala, ses répercussions sur les femmes et sur le mouvement social

Avant de s'intéresser plus spécifiquement aux femmes et à leur participation dans le mouvement social au Guatemala, il est nécessaire de se familiariser avec le contexte dans lequel elles évoluent et de développer les répercussions les plus importantes que ce conflit a eues sur elles¹⁶.

Le conflit et le processus de paix

Alors que le Guatemala acquiert son indépendance en 1821, il est gouverné jusqu'en 1944 par une succession de gouvernements autoritaires. Entre 1944 et 1954, il connaît, pour la première fois de son histoire, une « parenthèse démocratique », caractérisée par un régime moins répressif, l'introduction de réformes sociales et agraires, ainsi que l'adoption d'une nouvelle Constitution qui codifie le respect des libertés individuelles et reconnaît le pluralisme idéologique (Balencie et De La Grange 1999 : 71). C'est aussi durant cette période que l'on a vu la reconnaissance du droit de vote des femmes et la création de la première organisation de femmes (Jimeno 1999 : 1).

En 1954, une contre-révolution, menée par des opposants et des mercenaires entraînés par la CIA, reprend en main le pouvoir et remet en cause les acquis des années précédentes : reprise des terres distribuées, interdiction des syndicats ou des partis de gauche, reformulation du code du travail (Balencie et De La Grange 1999 : 71). En réaction à cette contre-révolution et à la répression qui l'accompagne¹⁷, une résistance armée s'organise dès le début des années 1960.

Le conflit commence en 1960 sous la forme d'une lutte entre des forces militaires soutenues par les Etats-Unis et une variété de forces rebelles et de guérilla, et escalade tout au long des années 1970. Les gouvernements militaires successifs procèdent d'abord à une répression sélective à l'encontre des collaborateurs de la guérilla, puis passent à un régime de terreur généralisé à l'ensemble de la population civile, en majorité indigène.

En 1982, les forces rebelles s'unissent en un front politico-militaire commun : l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG)¹⁸.

Le gouvernement militaire répond par la terreur et la mort, l'armée intensifiant ses efforts, et l'échelle de la terreur et de la destruction atteignant de nouveaux sommets. La répression brutale menée par le gouvernement prend pour cible l'ensemble des communautés indiennes¹⁹, accélérant ainsi l'adhésion des Indiens à la

¹⁶ Voir en annexe la chronologie des événements (annexe 1).

¹⁷ La répression qui suivit a conduit à l'exécution et à la disparition de centaines d'activistes du mouvement social, le privant ainsi de la plupart de ses leaders (Jimeno 1999 : 1).

¹⁸ Le mouvement de guérilla guatémaltèque était composé de quatre groupes différents : l'Armée de guérilla des pauvres (EGP ou Ejército Guerrillero de los Pobres), l'Organisation révolutionnaire du peuple armé (ORPA ou Organización Revolucionaria del Pueblo en Armas), les Forces armées révolutionnaires (FAR ou Fuerzas Armadas Revolucionarias) et le Parti guatémaltèque du travail (PGT ou Partido Guatemalteco del Trabajo) (Balencie 1999 : 87).

¹⁹ On estime que plus de 80% des victimes étaient d'origine maya (De Rivero 2000 : 1).

guérilla ; plus de 150 organisations associatives de résistance s'unissent avec les mouvements de la guérilla, avec pour objectif « la défense de [nos] organisations, afin de pouvoir continuer la lutte pour les droits populaires et démocratiques contenus dans la Constitution de la République et la Déclaration des droits de l'homme » (Mazariegos 2001 : 24). Cette relation qui commence à s'établir avec la guérilla place les organisations associatives au centre de la répression. Mais la contre-offensive massive des forces militaires étatiques sera fatale à la guérilla : affaiblie après de nombreuses années de conflit, elle est obligée d'entrer dans le jeu politique et de mettre fin aux hostilités.

Dès 1983, l'URNG est affaiblie, et, avec les encouragements des Etats-Unis, l'armée accepte de rendre le pays aux règles civiles. Des élections présidentielles et législatives sont tenues en 1985 (Naraghi Anderlini 2000 : 17).

Sur le plan intérieur, le pouvoir n'est pas acculé à négocier : la guérilla, militairement anémiée, ne présente en aucune manière une menace pour le régime. La nécessité d'un dialogue découle plus de considérations internationales, eu égard à l'image désastreuse du pays que les violations des droits de l'homme ont contribué à forger (Balencie et De La Grange 1999 : 74). Les premières discussions de paix entre le gouvernement et l'UNRG ont lieu dès le début de l'année 1986, mais la paix n'est acquise qu'une dizaine d'années plus tard. Dans l'intervalle, le pays connaît une période de négociations laborieuses, ponctuée d'actions de la guérilla, d'« opérations finales » des forces armées et de massacres de plus en plus espacés. En 1993, l'intervention des Nations unies au sein du processus de paix marque la relance des négociations et aboutit, en janvier 1994, à la signature d'un accord pour la reprise du processus et à la création de l'Assemblée de la société civile²⁰ (ASC ou Asamblea de la Sociedad Civil).

Le 29 décembre 1996, l'Accord pour une paix ferme et durable est signé dans la ville de Guatemala. Une nouvelle étape commence pour le pays, celle de la mise en œuvre d'une série d'accords qui visent à effacer, autant que faire se peut, les effets de la guerre²¹ et qui, au delà, prétendent s'attaquer à des phénomènes considérés comme des causes du conflit²².

²⁰ Cet organisme, rassemblant en son sein divers secteurs de la société civile, constitue une plate-forme parallèle de dialogue chargée d'élaborer des recommandations ou propositions de consensus sur chacun des points substantiels de l'agenda de la paix, lesquelles ont été présentées à la table bilatérale des négociations entre le gouvernement et l'URNG. Les propositions de l'ASC n'avaient pas de caractère obligatoire, mais pour une grande partie d'entre elles, leur contenu a été incorporé aux accords de paix.

²¹ Démilitarisation de la société, réinsertion des guérilleros, des déplacés et des réfugiés (Le Bot 1998 : 111).

²² Renforcement du pouvoir et des autorités civiles, démocratisation et développement d'un Etat inclusif et respectueux de la diversité culturelle, linguistique et ethnique ; mesures de redressement des inégalités sociales et économiques et d'encouragement à la participation de la population à l'élaboration de politiques de développement ; cessation immédiate des violations des droits fondamentaux de la personne ; déblocage de la situation agraire (Le Bot 1998 : 11).

Les femmes et la guérilla

La plupart des protagonistes du conflit guatémaltèque étaient des hommes : des décideurs politiques responsables de la contre-insurrection aux troupes militaires et paramilitaires qui ont semé la terreur dans le pays, aux villageois enrôlés de force et obligés de servir la cause du gouvernement au sein des patrouilles civiles^a. La guérilla, même si largement dominée par les hommes, a connu une faible évolution de la présence des femmes dans ses rangs. La participation des femmes dans les années 1960 et 1970 était très limitée, voire quasi inexistante, et si elle a commencé à s'accroître dans les années 1980, à aucun moment elle n'a dépassé les 25%, et se limitait aux zones urbaines et à des activités de soutien (Luciak 2001 : 27). Les motivations des femmes combattantes de se joindre aux forces armées révolutionnaires sont diverses, mais elles ont en règle générale peu de chose à voir avec la lutte pour les droits des femmes ; elles sont le plus souvent similaires aux raisons invoquées par leurs compagnons hommes : la conviction que les conditions de vie au Guatemala doivent changer, le souhait d'une société plus juste et d'un avenir meilleur pour leurs enfants, la mort d'un membre de la famille, la participation d'un parent à la guérilla, [...] (Luciak 2001 : 27). Dans des cas exceptionnels seulement, elles se sont jointes à ces mouvements parce qu'elles considéraient qu'ils luttaient pour plus de droits pour les femmes.

La plupart des combattantes étaient actives dans la communication, la logistique et les activités d'arrière-garde. Les activités domestiques traditionnelles, comme la préparation des repas, la lessive, le nettoyage ou la récolte de bois, étaient plus également partagées entre les deux sexes (Luciak 2001 : 28).

Les expériences vécues par les femmes au sein de la guérilla ont constitué d'importants précédents pour la période d'après-guerre. Beaucoup de femmes combattantes étaient peu disposées à (re)assumer des rôles de genre plus « traditionnels » après la démobilisation. D'autres ont accepté le rôle de genre qui leur était assigné au sein du ménage, comme si leurs expériences dans le mouvement de guérilla n'avaient jamais eu lieu (Luciak, 2001 : 28).

^a Structure paramilitaire utilisée par l'armée pour contrôler l'insurrection. Pénétrant toutes les sphères de la vie communautaire, familiale et individuelle, les patrouilles d'autodéfense civiles (PACs – Patrullas de Auto-defensa Civiles), supposées défendre la population civile des attaques de la guérilla, étaient encouragées à attaquer les personnes subversives au sein de leur communauté. Volontaire en principe, la participation était obligatoire en pratique pour les hommes âgés de 18 à 60 ans (au total, plus de 900'000 hommes ont été enrôlés (De Rivero 2000 : 1). Ceux qui refusaient étaient abattus ou disparaissaient. Le système des PACs représentait la pénétration de l'Etat dans des régions où son influence était limitée.

Après cette brève présentation du conflit, nous allons examiner comment il a affecté la population et, parmi elle, les femmes. Il ne s'agit pas ici d'être exhaustif, mais d'illustrer quelques-uns des impacts sociaux, économiques et politiques du conflit auxquels les femmes ont été confrontées afin de pouvoir montrer par la suite comment elles ont pu faire de ces répercussions, plutôt négatives, des facteurs de changement.

Impact du conflit sur les femmes et les relations de genre

Les répercussions du conflit sur les femmes et les relations de genre peuvent être examinées selon qu'elles sont sociales, politiques ou économiques.

Répercussions sociales

Parce que la plupart des protagonistes dans le conflit étaient des hommes, la plupart des victimes de la violence étatique étaient aussi des hommes. Des investigations révèlent cependant que 25% des victimes directes des violations des droits humains et des actes de violence étaient des femmes (Garrard-Burnett 2000 : 5). Elles ont été violées, torturées et tuées, en tant qu'activistes politiques présumées ou simples membres des communautés indigènes. Dans certains cas, les femmes ont été

spécifiquement attaquées comme « mères de la guérilla » : des femmes enceintes ont eu leur ventre ouvert avant d'être tuées et les femmes et filles ont été souvent violées, avant d'être tuées.

Le conflit a laissé des milliers de femmes veuves. Devenues chefs de famille, elles ont dû affronter les conséquences économiques et émotionnelles de la guerre, et subvenir seules aux besoins de leur famille. La destruction de leur maison et de leurs récoltes des suites de la politique de terre brûlée menée par l'Etat a fait qu'elles ont souvent assumé ce rôle sans ressources matérielles (Garrard-Burnett 2000 : 5). Dans une société patriarcale comme la société maya, les femmes qui deviennent veuves perdent le statut social attaché à leur époux : elles perdent souvent leur place au sein des hiérarchies locales de parenté et un accès à la propriété de la terre (Garrard-Burnett 2000 : 7).

Les jeunes hommes ont eu à effectuer deux années de service militaire obligatoire, se socialisant dans un univers violent et machiste par des cérémonies initiatiques violentes et humiliantes²³. Ces comportements, irrespectueux de la loi et qui restèrent impunis, ont contribué à l'affaiblissement du contrôle social local. Les membres des PACs²⁴ ont pu commettre des viols et d'autres formes de violence envers les hommes et les femmes, qui auraient auparavant appelé à de fortes sanctions locales. De la même façon, certains jeunes hommes mayas socialisés au sein des rangs de l'armée ont continué à se comporter de la même façon à leur retour dans leur communauté (Marcus 1995 : 115).

Tant d'années de violence et de guerre ont eu des effets dévastateurs au sein de la population civile du pays. L'effet principal est la « culture du silence », de suspicion et de peur, qui s'est installée. Cela a mené le plus souvent à la destruction de la confiance entre les membres des familles et des communautés, réduisant ainsi la cohésion sociale (Marcus 1995 : 123).

Répercussions politiques

La formation des PACs²⁵ dans les zones rurales eut pour effet de détourner le pouvoir des structures traditionnelles communautaires et celui de la hiérarchie civile-religieuse indigène. Alors que les femmes ne sont pas publiquement impliquées au sein de ces structures dans la plupart des villages indigènes, elles occupent une place spécifique dans les hiérarchies civiles-religieuses et exercent souvent une influence considérable dans les discussions avec leur mari sur les affaires de la communauté. Or, la participation aux PACs étant réservée aux hommes, elle a de fait réduit le pouvoir des femmes et des hommes plus âgés dans la prise de décision au sein de la communauté, et donné à la violence une plus grande légitimité comme moyen de résolution des conflits (Marcus 1995 : 114).

²³ Cela comprenait entre autres la visite de prostituées comme démonstration de la virilité et de la sexualité masculine, le viol collectif, et forcer les femmes à cuisiner et à nettoyer, renforçant ainsi la vision que les hommes avaient déjà de la femme en tant que « pourvoyeuse de sexe, de nourriture et d'habits propres » (Marcus 1995 : 115).

²⁴ Voir note en fin d'encadré (p. 23).

²⁵ *Idem*.

Répercussions économiques

Depuis la fin des années 1970, l'absence des hommes au sein de milliers de ménages, comme résultat du conflit armé et de migrations de longue durée pour travailler, a eu de sérieuses conséquences sur le revenu de la famille. Une plus grosse charge de travail est incombée aux femmes. De nombreuses veuves ont dû remplir les tâches traditionnellement « masculines » en plus de celles traditionnellement « féminines », ou engager d'autres hommes pour faire le travail, afin de subvenir aux besoins de leur famille (Marcus 1995 : 117).

Mais nous allons voir par la suite comment, malgré cet environnement et ces conditions difficiles, les femmes ont pu faire du conflit un moment d'émancipation potentielle.

Mouvement social et mouvements de femmes en Amérique latine et au Guatemala

Au Guatemala comme dans d'autres pays latino-américains qui ont également connu une transition d'un régime militaire autoritaire à un gouvernement civil, les femmes ont pleinement participé à cette réouverture « démocratique » et au renouveau du mouvement social qui l'a accompagnée.

Bien que l'analyse porte sur le cas des femmes au Guatemala et sur les organisations de femmes qui ont surgi dans les dernières années du conflit, il est intéressant de voir que le même phénomène s'est produit dans d'autres pays partageant un contexte plus ou moins similaire.

Mouvements de femmes en Amérique latine

La mobilisation politique des femmes en Amérique latine a une longue histoire, qui remonte aux guerres d'indépendance contre l'Espagne au début du XIX^e siècle, et bien sûr à la participation des femmes aux guerres de guérilla des années 1960 et 1970 (Jaquette 1989 : 2-3).

Dès la fin des années 1970 et tout au long des années 1980, la transition de régimes militaires autoritaires vers une politique plus démocratique s'est traduite par une renaissance des mouvements sociaux et par une forte augmentation de la mobilisation politique des femmes dans tous les secteurs de la société. En Argentine, au Chili et en Uruguay, elles étaient parmi les premières à protester contre les emprisonnements et les disparitions massives²⁶. Cette période d'« ouverture » politique a coïncidé avec la (ré)émergence de mouvements féministes et la croissance rapide d'organisations de femmes dans les pays concernés (Jaquette, 1989 : 2).

Des groupes de femmes de défense des droits humains aux organisations féministes ou regroupant des femmes des quartiers pauvres, les femmes ont joué un rôle dans le retour à des gouvernements démocratiques ; et, inversement, la transition vers la démocratie a donné une nouvelle visibilité à ces organisations et à leurs revendications (Jaquette 1989 : 2).

²⁶ Parmi les groupes les plus connus, nous pouvons citer celui des Mères de la place de Mai en Argentine, dont l'impact a été sans précédent et s'est étendu bien au-delà des frontières du pays ; elles ont symbolisé, et symbolisent encore aujourd'hui, l'opposition de la société civile aux régimes autoritaires de la région (Jaquette 1989 : 4).

Mouvement social au Guatemala

Au Guatemala, le mouvement social est né durant la « parenthèse démocratique » qu'a connue le pays entre 1944 et 1954 (Mazariegos 2001 : 27). Par la suite, il a subi de plein fouet la répression, d'abord sélective et focalisée sur les syndicats et les différentes organisations associatives, puis, dès 1975, généralisée à l'ensemble des communautés indiennes, provoquant la fermeture de tout espace d'expression politique.

En réponse à la violence extrême du début des années 1980 perpétrée par l'Etat, la résistance et la contestation de la société civile ont débouché sur la renaissance d'un mouvement social fort et organisé. Dès le retour à un régime civil au milieu des années 1980, les espaces démocratiques ont commencé à s'ouvrir à nouveau et la population à s'organiser. A l'avant-garde de cette recomposition du mouvement social, se trouvent des organisations de défense des droits de l'homme et de recherche des disparus, formées en majorité par des femmes, pour la plupart veuves²⁷. Cette citation l'illustre : « Ils avaient anéanti le mouvement syndical, et les mouvements populaires, et tout d'un coup il a ressurgi, pour ainsi dire, et seulement des femmes. Ceux qui ont osé défier le système et l'affronter en ce moment, ce sont nous les femmes. Je crois que ces deux choses sont très importantes, pour l'armée spécialement » (ODHAG 1998 : 230).

Organisations de femmes au Guatemala

Dès le retour à un gouvernement civil et à l'ouverture politique limitée qui l'a accompagné, le nombre d'organisations de femmes a augmenté très rapidement²⁸. Les organisations se sont développées dans les différents secteurs de la capitale, dans les régions rurales, dans les camps de réfugiés internes, ainsi que dans ceux du Mexique. Au milieu des années 1990, il en existait plus d'une vingtaine à Guatemala City, ainsi qu'un nombre grandissant d'associations de femmes de quartiers défavorisés de la ville et un nombre important d'organisations dans les régions rurales (Blacklock 1997 : 3).

La ligne fondamentale du mouvement de femmes émergeant ainsi est la lutte pour le respect des droits humains, pour la démilitarisation de la société et pour de meilleures conditions de vie pour toutes et tous (Montes Solis, 1999 : 124). Mais sa composition et ses actions sont très hétérogènes. On trouve notamment des groupes de femmes féministes, des organisations de femmes du mouvement populaire pour les droits humains, des organisations de femmes réfugiées ou déplacées, de femmes issues de la guérilla, des centres de recherches et d'investigation, des femmes membres d'ONG, etc. (Blacklock 1997 : 8).

²⁷ En 1984 se crée le Groupe de soutien mutuel (GAM ou Grupo de Apoyo Mutuo), organisation formée de parents de victimes de disparitions forcées, et en 1988 la Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONAVIGUA ou Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala). Ces organisations, formées en majorité de femmes indigènes, font pression sur le gouvernement afin qu'il rende compte de la disparition ou de la détention de leur mari. « Pour la première fois dans l'histoire du Guatemala, il existait des organisations du mouvement social formées à 90% de femmes et indigènes » (Mazariegos 2001 : 31).

²⁸ L'émergence d'un si grand nombre d'organisations trouve son explication, selon Blacklock, dans plusieurs facteurs : la répression violente dont la population civile a été victime durant le conflit, le processus de démocratisation et la crise économique sous-jacente à ce processus ont profondément affecté le rôle social de genre des femmes, puisque leur tâche de *caretaking* par rapport à leur famille s'est élargie en même temps que leur capacité à remplir leur rôle de *caregiver* au sein de la famille a été entravée. Cette déstabilisation des rôles de genre a eu pour effet de créer les conditions pour une politisation et une mobilisation potentielles des femmes autour des thèmes affectant leur identité de genre (Blacklock 1997 : 3-5).

Le profil des participantes à ces organisations est en lien avec les secteurs de la population civile dont elles sont issues. La majorité des groupes féministes sont composés de femmes de classe moyenne, professionnelles ou de niveau universitaire dans certains cas, et comptent avec une très faible présence indigène. Ce mouvement a fait apparaître sur la scène publique des demandes qui jusque-là n'avaient jamais été entendues, comme l'autonomie, les préférences sexuelles, les droits reproductifs (Montes Solis 1999 : 125). A l'opposé, on trouve des femmes engagées dans une lutte pour la survie et le respect des droits humains, issues des classes moyenne et basse. La majorité d'entre elles ne bénéficient pas d'un haut niveau d'éducation, travaillent dans le secteur informel urbain ou rural, sont paysannes, veuves et indigènes (Montes Solis 1999 : 125).

Ces groupes, parmi lesquels on trouve la CONAVIGUA, un de nos cas d'étude, se sont formés en réponse à la violation continue des droits humains durant le conflit et ont été les pionniers dans la lutte sociale et politique féminine. D'autres organisations, comme Mamá Maquín, sont nées en exil et regroupent des femmes réfugiées d'origine indigène pour la plupart.

Au moment de l'aboutissement du processus de paix, d'autres espaces de participation se sont ouverts pour les femmes, comme par exemple le secteur des femmes de l'ASC en 1994, le troisième de nos cas d'étude. Le Comité Beijing-Guatemala a également vu le jour la même année, afin d'appuyer la participation et les actions du mouvement des femmes à la 4^e Conférence mondiale sur les femmes, et pour vérifier la bonne mise en œuvre de la Plate-forme d'action mondiale et le Plan régional de la Conférence de Pékin (Montes Solis 1999 : 126).

Lors des élections de 1995, les femmes ont fait leur entrée dans le système politique formel : le Front démocratique nouveau Guatemala (FDNG ou Frente Democratico Nueva Guatemala), formé la même année avec le soutien clandestin de militants de l'URNG, a obtenu 10% des votes, remportant ainsi six sièges au Parlement, dont trois par des femmes²⁹.

Nos trois cas d'étude s'inscrivent donc dans le cadre de cette réémergence du mouvement social et du mouvement des femmes. Il nous faut maintenant les décrire, avant de passer à l'analyse des diverses dimensions de *l'empowerment*.

²⁹ Cette forte présence des femmes sur les bancs parlementaires du FDNG ne doit pas être interprétée comme le résultat de l'engagement du parti en faveur de l'égalité, mais reflète plutôt la force des députées qui ont gagné une réputation nationale par leur propre mérite : le fait que 50% des députés du FDNG soient des femmes « has to do with other reasons that are not exactly related to the gender struggle. It is because they are natural leaders – more than natural – historic leaders » (Luciak 2001 : 182). Nineth Montenegro, un des leaders clés du FDNG, a émergé sur la scène nationale comme leader du GAM. Les deux autres députées, Rosalina Tuyuc et Manuela Alvarado, étaient deux figures proéminentes dans la lutte pour les droits des indigènes.

Etude de cas et analyse

Après une brève description, dans une première partie, des cas d'étude choisis, l'analyse va consister, dans une deuxième partie, à repérer le processus d'*empowerment* vécu par les femmes membres des organisations étudiées. Cet *empowerment* va être découpé dans les trois dimensions présentées précédemment, sans distinguer à quel cas d'étude il se réfère. Pour chacune de ces dimensions, nous allons tenter d'en dégager les éléments clés et les facteurs qui ont encouragé, ou au contraire inhibé, le processus d'*empowerment*.

Trois cas parmi d'autres ont été choisis pour illustrer comment différentes catégories sociales de femmes se sont ajustées à la nouvelle situation que le conflit a entraînée pour elles en s'organisant. Même si l'utilisation de trois cas différents, rendue nécessaire par le manque de données auquel nous avons fait référence précédemment, complexifie encore l'analyse, ce choix permet aussi d'illustrer comment différentes catégories de femmes ont revendiqué et occupé différents types d'espaces.

Le *premier cas* est celui de la Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONAVIGUA). Organisation de femmes veuves, elle est à la base du renouveau du mouvement social et de la lutte pour la défense des droits humains après la répression du début des années 1980.

Ce cas va nous permettre d'illustrer comment l'absence douloureuse d'un mari peut être l'occasion pour les femmes d'occuper de nouveaux espaces de pouvoir, et comment les organisations de veuves ont rempli les espaces laissés vides par l'écroulement des structures traditionnelles de pouvoir et d'autorité, habituellement largement dominées par les hommes. Il nous montre aussi comment, par la recherche de la vérité et de la justice, les femmes ont pu gagner une conscience de genre et un sentiment de citoyenneté. Ce sont les femmes les premières qui se sont mobilisées pour rechercher les membres de leur famille, rendre publics les faits ou faire pression sur les autorités. Elles sont passées d'une recherche individuelle de leurs parents à une lutte collective et organisée, et ont commencé à ouvrir les espaces sociaux pour la recherche des disparus et la connaissance de la vérité (ODHAG 1998 : 203).

Le *deuxième cas* traite de Mamá Maquín, l'une des trois organisations de femmes qui se sont créées au Mexique pendant l'exil. De nombreuses femmes réfugiées se sont regroupées afin de chercher des solutions collectives aux problèmes de leur « nouvelle » vie, et pour faire face aux nombreux changements et bouleversements dans leur quotidien. Il nous permettra de voir comment de l'expérience de l'exil ont surgi des opportunités de leadership pour de nombreuses femmes, et surtout d'examiner comment elles ont « rapatrié » ces expériences de retour au Guatemala.

Le *troisième cas* relate le rôle joué par les femmes dans le processus de négociations de la paix. Même si ces négociations n'ont eu lieu qu'entre deux acteurs principaux, le gouvernement et les forces de la guérilla, la société civile guatémaltèque a été conviée à faire des propositions, non obligatoires, aux deux parties en négociation. Regroupés au sein de l'Assemblée de la société civile (ASC), les divers secteurs de la société civile, dont les femmes, ont ainsi pu faire part de leurs préoccupations relatives à la reconstruction de la société d'après-guerre. Au sein du secteur femme de l'ASC, les femmes ont réussi à faire reconnaître, et dans certains cas à inscrire dans les accords de paix, leurs besoins et leurs intérêts spécifiques. La contribution des femmes au sein de ce nouvel espace institutionnel est un exemple de l'avancement de la participation politique des femmes, et une première dans l'histoire du pays.

Les trois cas

CONAVIGUA

La CONAVIGUA³⁰ émergea en 1988 comme groupe de soutien aux veuves mayas (Garrard-Burnett, 2000 : 14). Elle rassemble aujourd'hui toutes les femmes – indigènes ou non, urbaines ou rurales – qui désirent se joindre à leur lutte pour plus de droits pour les femmes, pour de meilleures conditions de vie et pour le respect des droits de l'homme au Guatemala : « Notre organisation est ouverte à toutes les femmes parce que notre situation en tant que femme et notre participation dans la société doit être reconnue ; nous ne partons pas tous à égalité. A ce jour, la plupart d'entre nous sont des femmes indigènes, la plupart sont veuves. Notre lutte est de voir les femmes se faire respecter et octroyer des droits, et pour faire cela, nous devons nous unir face à l'oppression à laquelle nous devons toutes faire face » (une des leaders de CONAVIGUA, citée dans Schirmer 1993 : 50).

Objectifs et activités

Outre la réponse aux nécessités de base de ses membres (nourriture, médicaments, vêtements et logement), la CONAVIGUA cherche aussi à obtenir de l'assistance ou une quelconque compensation pour les femmes dont les maris ont été tués pendant la campagne de contre-insurrection des années 1980 (CONAVIGUA 2003). Mais c'est surtout pour son opposition à la militarisation et à l'enrôlement forcé des hommes et des jeunes garçons par les patrouilles civiles et l'armée qu'elle s'est fait connaître³¹. Elle a également consacré une grande partie de ses activités à exercer des pressions pour que des fouilles soient menées afin de mettre à jour les nombreuses fosses communes où ont été enterrées anonymement les victimes indigènes des massacres (Schirmer 1993 : 53-54). Cette citation illustre les motivations de ce travail de recherche : « Les exhumations sont importantes pour des raisons psychologiques et morales. Ne pas savoir où sont ceux qu'on aime nous ronge petit à petit. C'est mieux de savoir qu'ils ont tué nos parents, même si c'est difficile de l'accepter, que de vivre avec la peine de ne pas savoir où ils sont » (citée dans Schirmer 1993 : 55).

La mise sur pied d'ateliers d'alphabétisation, d'éducation aux règles d'hygiène de base, de sensibilisation au sujet de la violence domestique et de projets générateurs de revenus (coopérative de tissage, moulin à maïs, élevage) fait aussi partie des activités de la CONAVIGUA (Schirmer 1993 : 54).

Mamá maquín et les femmes en exil

La répression brutale du gouvernement envers la population civile au début des années 1980 a obligé des centaines de milliers de personnes à quitter leur foyer. La fuite a été massive, désorganisée et sans précédent, composée en grande partie des populations mayas des régions rurales³² (Nolin Hanlon 1997 : 1).

³⁰ La CONAVIGUA représente plus de 15'000 femmes dans tout le pays et est la plus grande organisation de femmes du pays. Même si elle compte quelques femmes *ladinas* parmi ses membres, 95% sont indigènes (Garrard-Burnett, 2000 : 14).

³¹ CONAVIGUA lutte contre la conscription des jeunes hommes non seulement pour les protéger d'une socialisation au sein de la culture militaire, mais aussi parce que les mères dépendent souvent économiquement de leurs fils (Sorensen 1998 : 11).

³² Alors que l'on estime à près de 20% la population déplacée du Guatemala, entre 150'000 et 200'000 personnes ont traversé une frontière, le plus souvent en direction du Mexique (Nolin Hanlon 1997 : 2).

Un exil forcé conduit à une vie pleine d'insécurité et de difficultés, en rupture avec l'environnement et les comportements habituels. Il met à mal les façons traditionnelles par lesquelles les hommes et les femmes se définissent et définissent les autres, et les oblige à assumer de nouveaux rôles, contrastant avec les traditions de leur village d'origine (Crosby 1997 : 6). Mais cette expérience amène aussi des opportunités inattendues de changement, de transformation et d'*empowerment* pour les femmes vivant dans les camps³³.

Pendant un exil d'une dizaine d'années, les femmes guatémaltèques se sont organisées pour survivre aux difficultés du quotidien dans un environnement différent. Elles ont acquis de nouvelles compétences et ont assumé avec succès de nouveaux rôles et responsabilités. Assistées par le HCR et diverses ONG locales et internationales, les femmes réfugiées ont été encouragées à prendre conscience de leurs droits et à s'organiser pour s'assurer que leurs voix seraient entendues lors des prises de décision au sein des camps, notamment en relation avec la question de la terre³⁴.

L'exil a ouvert une brèche dans les rapports sociaux de sexe, principalement dans la division sexuelle du travail et la participation des femmes à la sphère publique (Masson 2002 : 5). Il a donné aux femmes plus de liberté. Malgré cela, le retour au Guatemala et la fin du conflit armé ont mis fin aux progrès accomplis pendant les années d'exil.

L'expérience de l'exil. Un processus de transformation

In the years since exile began for some women, conditions in their countries changed, allowing them to return to their homeland. They discovered the irreversible nature of the exile experience.

Not only has their country changed, but they themselves are no longer who they were when they left. They learned that once one looked at one's home from outside, as a stranger, the past, whether in the self or in the land, cannot be recaptured.

Mahnaz Afkhami 1994

La plupart des femmes qui ont fui vers le Sud mexicain étaient indigènes, d'origine paysanne, issues d'un environnement où le rôle des femmes était stable et traditionnel (Crosby 1997 : 6). L'accès à la santé était rare dans leur région d'origine et l'éducation pour les filles n'y était pas considérée comme importante. Les femmes se mariaient tôt et leurs activités étaient constituées principalement par les tâches domestiques. Le plus souvent illettrées, elles parlaient rarement l'espagnol, et leurs langues mayas étaient difficilement compréhensibles entre elles (Weiss Fagen 2000 : 7).

Avant l'exil, les hommes avaient l'habitude, par nécessité, de migrer vers d'autres régions du pays pour effectuer un travail saisonnier dans les grosses

Là, le Haut-Commissariat pour les réfugiés a enregistré et assisté quelque 46'000 personnes, dispersées dans des camps le long de la frontière (Worby 1999 : 2). Les réfugiés se sont établis principalement dans trois Etats du Sud mexicain (au Chiapas, au Quintana Roo et à Campeche) ; la plus haute concentration de réfugiés s'établit au Chiapas, l'un des Etats les plus pauvres du pays et les plus négligés de la part du gouvernement mexicain, mais surtout l'un des plus proches du Guatemala (Feingold 2001 : 33).

³³ Bien que les camps ne représentent qu'une petite partie de l'immense population de réfugiés, l'analyse va porter principalement sur ce groupe au vu des données disponibles.

³⁴ Les femmes ont réclamé entre autres le droit d'être copropriétaires de la terre allouée aux familles réfugiées de retour au pays, normalement attribuée à l'homme chef de famille.

exploitations agricoles, afin de compléter le revenu familial. Ce qui n'était pas le cas des femmes : la plupart de celles qui arrivèrent au Mexique n'avaient jamais quitté leur village (Weiss Fagen 2000 : 7).

Dès les premières années d'exil, de plus en plus de femmes réfugiées se sont transformées en participantes actives au sein des campements et dans les préparatifs du retour au Guatemala. Ce processus a conduit les femmes à s'organiser en groupes autonomes, afin de partager leurs expériences et affronter ensemble les problèmes qui se posaient à elles. C'est dans ce cadre que se crée en 1990 au Chiapas Mamá Maquín, la plus importante des organisations de femmes réfugiées³⁵. Deux autres organisations avec des objectifs similaires, Ixmucané et Madre Tierra, se sont développées dans le courant des années 1990, à Campeche et au Quintana Roo respectivement. Chacune de ces trois organisations représente des identités politiques et des régions géographiques différentes, mais elles collaborent les unes avec les autres et partagent des buts communs.

Toutes trois sont actives sur le terrain des droits des femmes et de la lutte pour l'accès à la terre et permettent aux femmes de se rencontrer et de discuter de thèmes qui les préoccupent, faisant ainsi la promotion du droit des femmes à être entendues et écoutées, à être éduquées, à s'organiser et à participer à la vie communautaire (Weiss Fagen 2000 : 9). Les femmes se sont ainsi retrouvées à assumer des rôles de leadership, et, par une diversité d'expériences, elles ont développé une nouvelle conscience d'elles-mêmes en tant que femmes et ont gagné en confiance et en estime de soi.

Mamá Maquín s'est fixé comme objectif de rendre les femmes capables de participer sur un pied d'égalité au sein des structures communautaires et dans les processus de prise de décision. Elle accorde de l'importance à deux domaines centraux, l'amélioration de la situation économique des femmes et leur éducation : « Un de nos objectifs les plus importants est de nous former, afin de développer nos connaissances sur les choses, et en particulier sur nos droits en tant que femmes, et comment défendre ces droits. Par-dessus tout, nous voulons avoir le contrôle sur notre propre futur » (cité dans Crosby 1997 : 8).

Pour cela, elle a mis en place toute une série de programmes et d'activités.

Accès à l'éducation et à la santé

Beaucoup de femmes ont appris à lire, à écrire, à compter et à calculer³⁶. Elles ont appris l'espagnol pour pouvoir communiquer entre elles et avec les personnes de l'extérieur impliquées dans les communautés de réfugiés (ONG internationales, HCR).

Dans les camps, différents types de services étaient disponibles auxquels les femmes n'avaient, pour une immense majorité d'entre elles, jamais eu accès auparavant. Elles ont ainsi pu profiter de services de planning familial et ont saisi l'opportunité d'utiliser les cliniques, de s'informer sur l'hygiène, la nutrition et les soins aux enfants (Weiss Fagen 2000 : 8).

³⁵ Au milieu des années 1990, Mamá Maquín compte près de 8000 membres. Cette participation massive diminuera drastiquement au cours de la réinstallation au Guatemala et accuse en 2002 une baisse de 65% par rapport aux années 1990 (Masson 2002 : 5).

³⁶ Selon un sondage effectué en 1991 par Mamá Maquín, 94% des jeunes femmes entre 14 et 18 ans ont appris à lire et à écrire au Mexique, et 65% des femmes réfugiées qui parlaient espagnol l'avaient appris au Mexique (Arbour 1995 : 8).

Acquisition de nouvelles compétences et connaissances

Dans les camps, les femmes ont participé à une variété de cours mis sur pied par des ONG locales et internationales, en collaboration avec les organisations de femmes réfugiées : santé, hygiène, utilisation des plantes médicinales, projets générateurs de revenu et surtout sensibilisation aux questions de genre (Murdock 1999 : 2). Lors de ces cours, elles ont aussi passé par un processus de compréhension de leurs droits en tant que femmes, par des références faites aux droits humains internationalement reconnus et à d'autres conventions spécifiques aux droits des femmes (Murdock 1999 : 2).

La question de la terre

Un des désirs les plus pressants exprimés par les femmes était le retour au Guatemala. C'est ainsi que Mamá Maquín est devenue un des acteurs principaux dans les négociations pour le retour avec le gouvernement et les Commissions permanentes³⁷ (CCPP). Un des objets centraux de ces négociations était l'accès à la terre.

La terre et les femmes au Guatemala

Dans la plupart des écrits sur le conflit civil au Guatemala, on attribue à la question de la terre un rôle majeur dans les causes qui ont amené le pays à la guerre civile : une extrême inégalité dans la distribution des terres, l'une des pires de toute l'Amérique latine, fait de la répartition de la terre un des problèmes structurels les plus épineux que connaît le pays^a.

Alors que la grande concentration des terres entre les mains de quelques propriétaires terriens rend difficile l'accès à la terre pour les hommes^b, les femmes doivent en plus faire face à d'autres problèmes spécifiques. Bien que la législation guatémaltèque soit en grande partie neutre envers les deux sexes, et en particulier en ce qui concerne l'accès à la propriété foncière, la réalité est plus complexe. L'accès des femmes à la propriété familiale est protégé par le mariage ; or une contradiction existe dans le code du droit de la famille, en ce qui concerne la femme mariée : alors que l'article 79 statue que « le mariage est fondé sur des droits et obligations égaux des deux époux », l'article 109 donne le droit de représentation de la famille au mari (Worby 2001 : 58). De plus, la plupart des couples mayas vivent sous l'empire du droit coutumier reconnu dans leur communauté. Leur union n'est dès lors pas couverte par le droit écrit.

C'est ainsi que de façon générale, les veuves et les « mères célibataires » peuvent accéder à la terre nominalement lorsqu'elles en héritent de leur père ou de leur mari. Toutes les autres femmes, mariées ou vivant dans une union de droit coutumier, dépendent de leur mari ou de leur famille. S'ajoute à cela un obstacle supplémentaire pour les femmes dont les maris ont disparu ou dont la mort n'a pas pu être officiellement enregistrée, qui rencontrent ainsi de grandes difficultés à obtenir le titre de propriété de leur mari sur la terre (Garrard-Burnett 2000 : 7).

^a Selon un des derniers recensements effectués, 88% des exploitations tombent dans la catégorie des *subfamily farms* et occupent 16% des terres cultivables, généralement de qualité « marginale » et de taille insuffisante. Elles sont trop petites pour répondre aux besoins de base d'une famille. A l'opposé, 2,6% des exploitations occupent 65% des terres cultivables et monopolisent la plus grande partie des meilleures terres à des fins d'exportation (Calderon 2001 : 122).

^b 40% des familles rurales manquent de terrain (Calderon 2001 : 123).

³⁷ Organe fédérateur du mouvement pour le retour et principal acteur dans les négociations avec le gouvernement.

*S'organiser pour le changement :
les femmes réfugiées guatémaltèques réaffirment leur droit à la terre*

Dès 1987, les représentants élus des réfugiés³⁸, réunis au sein des Commissions permanentes des réfugiés (CCPP), ont négocié avec le gouvernement les conditions d'un retour collectif et organisé au pays (García Hernandez 2001 : 127). Ce processus, long de cinq années, a abouti à la signature d'un accord le 8 octobre 1992, qui assurait, entre autres choses, le droit de posséder une parcelle de terrain où y vivre et y travailler (García Hernandez 2001 : 127). Le gouvernement a fait preuve de bonne volonté en créant les conditions nécessaires à un retour massif, devant une attention internationale largement portée sur le sort des réfugiés guatémaltèques, et s'est engagé à leur venir en aide dans le recouvrement de leurs terres occupées par d'autres et dans l'obtention de crédit pour l'achat de nouvelles terres³⁹ (Worby 2001 : 57).

Les femmes réfugiées ont massivement soutenu, et sans équivoque, le projet de retour tel que dessiné par les leaders hommes des CCPP, mais ont insisté sur le fait qu'il était « nécessaire que le droit des femmes de signer les titres de propriété une fois de retour au Guatemala soit reconnu » (Worby 2001 : 57). Les organisations de femmes réfugiées créées pendant l'exil, avec la collaboration du HCR et d'autres ONG, ont travaillé dur pour inclure dans l'accord du 8 octobre le droit des femmes à la propriété⁴⁰. En étant admises à signer le document légal requis pour la sollicitation d'un crédit, aux côtés de leur partenaire, les femmes ont ainsi obtenu un accès légal à la terre (García Hernandez 2001 : 128).

*Limitations institutionnelles, opposition communautaire et obstacles pratiques
au nouveau modèle de copropriété*

Alors même que la promotion du droit des femmes à la copropriété de la terre leur a permis d'être admises à cosigner le document utilisé pour obtenir des fonds pour l'achat de terrain, les rendant ainsi copropriétaires des terres acquises, les choses se sont passées différemment dans la pratique. Quand les premiers retours de réfugiés en direction du Guatemala se sont organisés en 1993, les femmes s'étaient préparées à cosigner le document légal qui établissait la liste des bénéficiaires de terres une fois de retour au pays. Mais lorsque ces groupes ont traversé la frontière, seuls les hommes et les veuves figuraient sur cette liste ; et, au moment où les communautés de réfugiés ont commencé à former des coopératives, avec l'intention de transférer la propriété de la terre à la coopérative, les femmes – spécialement les femmes avec partenaire, mais aussi quelquefois les veuves et les femmes chefs de famille – ont été découragées ou d'autres fois empêchées de devenir membres associés de la coopérative (Worby 2001 : 63).

³⁸ Les membres élus, même s'ils trouvaient soutien auprès des réfugiés, hommes et femmes, étaient pratiquement tous des hommes, élus par des assemblées d'hommes (Worby 2001 : 57).

³⁹ Des terrains, publics et privés, seraient mis à la disposition des réfugiés au moyen d'un système spécial de crédit. Les terres seraient alors acquises à l'aide d'un prêt, établi à des conditions favorables, remboursable auprès des propres organisations des communautés, pour des investissements dans des projets communautaires. Dans les faits, ce système s'est révélé impraticable. Sans la possibilité politique d'une réforme agraire ou de mesures d'expropriation, ce système est très coûteux. Malgré cela, plus de la moitié des 29'000 personnes qui sont retournées au Guatemala après les accords du 8 octobre 1992 ont reçu de nouvelles terres (Worby 2001 : 57).

⁴⁰ Initialement, seuls les hommes, les veuves et les mères célibataires étaient pris en compte dans l'accord, et non les femmes mariées ou vivant au sein d'une union de droit coutumier. Or beaucoup de femmes ont été abandonnées par leur partenaire, et ainsi privées, de fait, de la terre et des autres biens familiaux (Worby 2001 : 57).

Les raisons du dysfonctionnement du processus ne sont pas à chercher dans la loi, mais dans une interprétation et une application biaisées des politiques institutionnelles par les organes officiels du gouvernement (Worby 2001: 61), ainsi que dans une dynamique interne aux communautés. Durant les années d'exil, la création et la promotion d'organisations de femmes réfugiées n'étaient pas seulement admises, mais étaient encouragées par les leaders hommes, et cela pour des raisons d'opportunisme politique : l'existence de femmes qui demandaient un droit au retour, avec une plate-forme politique stipulant les conditions de ce retour, rejetant le rôle et la présence de l'armée, et demandant des terres, avait un impact puissant dans les médias, et au sein des institutions internationales et des ambassades étrangères (Worby 2001 : 62). Les femmes étaient ainsi « utilisées » par les leaders hommes, qui répondaient en fait en partie à l'agenda des organisations de la guérilla, cherchant à utiliser le désir authentique des réfugiés à rentrer au pays dans une lutte politique plus large (à laquelle nombre de réfugiés adhéraient par ailleurs). « Mais lorsque les femmes commencèrent à prendre en charge leurs propres organisations et à entreprendre des campagnes de *consciousness-raising* pour demander des rôles visibles et formels dans les prises de décision, ceci semble avoir été perçu par les hommes, consciemment ou inconsciemment, comme excédant les limites acceptables qu'ils avaient dessinées aux rôles des femmes » (Worby 2001 : 62).

Les femmes et les hommes ont eu tendance à rechercher un sens de « normalité » à leur retour chez eux, en comparaison du caractère extraordinaire des moments vécus dans la guerre, dans l'exil et dans la lutte pour le retour. Alors que les femmes étaient prises entre le désir de retour à la normalité et le vœu de (ré)affirmer le rôle, devenu une seconde nature, qu'elles avaient eu pendant l'exil, nombre de leaders hommes ont explicitement statué que les organisations de femmes étaient importantes quand ils avaient besoin de retourner au pays, mais qu'elles n'étaient plus « nécessaires » par la suite (Worby 2001 : 63).

Le retour au Guatemala

Nombre de chercheurs et d'activistes ont placé beaucoup d'espoir sur le rôle que les organisations de femmes pouvaient jouer lors du retour au Guatemala et sur la contribution qu'elles pouvaient apporter au mouvement de femmes du Guatemala en général. En réalité, le retour s'est avéré plus difficile qu'imaginé, pour les réfugiés en général, et pour les femmes qui s'étaient organisées en particulier. Dans les camps, les nouvelles conditions de vie et les changements dans les relations avaient créé des espaces dans lesquels les femmes avaient pu s'organiser, mais des structures plus traditionnelles les attendaient au retour, dans lesquelles les rôles des hommes et des femmes étaient plus rigidement définis (Crosby 1997 : 9).

A son début, le processus de retour semble avoir eu pour effet d'affaiblir, en termes de pouvoir et de vision, plutôt que de renforcer les femmes qui s'étaient organisées (Crosby, 1997 : 9). Le but principal de s'organiser au Mexique était de préparer les femmes pour le retour. Une fois au pays, elles ont eu de grandes difficultés à maintenir les objectifs qu'elles s'étaient fixés⁴¹, et de nouvelles questions ont surgi : Que devons-nous faire maintenant ? Autour de quoi devons-nous nous organiser ? Devons-nous ouvrir l'organisation à d'autres femmes ? Quelle doit être notre relation avec le mouvement des femmes ?

⁴¹ Etendre l'organisation aux communautés voisines, renforcer la participation des femmes au sein des communautés, intégrer l'organisation au sein du mouvement populaire (Crosby 1997 : 9).

Le fait de retraverser la frontière ne signifie pas forcément une réintégration à la nation telle qu'elle était avant le départ, pas plus qu'il ne signifie importer les nouvelles dynamiques développées pendant l'exil.

Le secteur des femmes de l'ASC

En tant que femmes, nous sommes en train d'utiliser un espace de plus... Et pour sûr nous allons en sortir mieux organisées et avec de nouveaux moyens de lutte. Cela va nous aider à continuer à défier l'atmosphère conservatrice qui, petit à petit, gagne de plus en plus d'espace au Guatemala et dans le monde.

Citée dans MacNabb 1998 : 5

Les femmes sont, de manière générale, largement exclues des négociations formelles destinées à mettre fin à un conflit. Leurs intérêts et besoins spécifiques sont de ce fait rarement pris en compte, malgré une présence souvent très importante des femmes dans les mouvements pour la paix. Leur faible participation au dialogue de paix illustre souvent leur faible présence dans la vie politique et dans les sphères de prise de décision d'une façon générale (Reysoo 2001 : 23).

Au Guatemala, toutefois, les femmes se sont vu accorder une place officielle dans le dialogue entre les parties en négociation et la société civile, avec pour résultat que les droits des femmes ont été explicitement mentionnés dans plusieurs des accords de paix⁴².

L'Assemblée de la société civile

Un accord conclu en janvier 1994 à Mexico City, entre le gouvernement guatémaltèque et la guérilla, définit le rôle de la société civile dans le processus de négociation de paix. Il appelle à la création d'une Assemblée de la société civile (ASC ou Asamblea de la Sociedad Civil) « ouverte à la participation des secteurs non gouvernementaux de la société guatémaltèque » (Alvarez 1997a : 3). Dans ce cadre, l'ASC se forme en avril 1994 et reçoit pour mandat de discuter des questions abordées à la table des négociations⁴³ et de formuler des propositions de consensus sur ces questions⁴⁴.

L'accord-cadre de 1994 ne donne que des informations vagues sur la structure de l'ASC. Composée à l'origine de six secteurs seulement (partis politiques, groupes religieux, syndicats, organisations populaires, secteur privé et organisations mayas), il

⁴² Voir en annexe le contenu des accords de paix en lien avec les femmes (annexe 3).

⁴³ 1) Renforcement de la société civile et rôle de l'armée dans une société démocratique. 2) Identité et droits des populations indigènes. 3) Réforme constitutionnelle et régime électoral. 4) Réinstallation des populations déplacées du fait du conflit. 5) Conditions socio-économiques. 6) Situation agraire (Alvarez 1997a : 3).

⁴⁴ Même si les propositions de l'ASC n'avaient pas caractère obligatoire, la plupart ont été incorporées dans les accords finaux, faisant ainsi de la société civile une composante vitale des négociations (Alvarez 1997a : 4).

est décidé, après quelques débats, d'y ajouter cinq autres secteurs⁴⁵, dont celui des femmes (Alvarez 1997a : 4)⁴⁶.

Le secteur des femmes

Les organisations de femmes ont participé au processus de paix dès ses débuts, mais toujours au sein d'autres groupements⁴⁷. Initialement exclues de l'ASC en tant que secteur de la société civile, elles y ont obtenu une place formelle avec la création du secteur des femmes en mai 1994.

Composé de 32 organisations différentes, le secteur a réuni des femmes issues de groupes très divers, certains dotés d'une longue trajectoire et d'une ancienneté, d'autres plus récents : populaires, politiques, professionnels, syndicalistes, mayas, de réfugiées, de travailleuses, chrétiens, féministes, de déplacées, de militantes pour les droits de l'homme, etc. (MacNabb 1998 : 2).

Il avait comme objectif de faire du mouvement de femmes un acteur social important dans la consolidation de la démocratie guatémaltèque et d'inscrire les demandes des femmes dans le processus de *peace-building*. Sa priorité était la promotion de l'égalité et l'amélioration du statut des femmes dans le cadre des solutions politiques au conflit.

Le secteur était initialement isolé au sein de l'ASC et regardé avec dédain par les organisations des autres secteurs, largement dominées par les hommes. « Mais en l'espace de quelques mois, les documents soumis par le secteur des femmes sont devenus des points de discussion clés et elles étaient considérées comme une force de tolérance » (Alvarez 1997a : 5). Même si les questions de genre n'étaient pas inscrites à l'agenda des négociations en tant que telles, et malgré le fait que le mouvement des femmes se trouvait à une étape initiale de son développement, il a eu la capacité de parvenir à des propositions de consensus entre les diverses organisations de femmes et de les défendre devant l'ASC, incorporant ainsi les demandes et propositions spécifiques en faveur des femmes dans les documents que l'Assemblée a présentés à la table bilatérale des négociations (Méndez 2001 : 3). Cette citation illustre l'application et l'engagement des femmes dans ce processus : « The Women's Sector, practically the only one with a permanent presence in the Assembly of Civil Society, influenced [...] the co-ordination and the content of some of the accords » (Commandante Lola, membre de l'URNG, citée dans Luciak 2001 : 55).

En abordant et en reconsidérant le rôle des femmes dans la société et en préconisant un changement vers une plus grande égalité de genre, les accords guatémaltèques sont un cas unique dans la région⁴⁸. Au niveau formel au moins, les femmes ont été reconnues comme des actrices clés du développement d'après-guerre.

⁴⁵ Secteur des femmes, ONG, centres de recherche, groupes de défense des droits de l'homme et médias.

⁴⁶ Après avoir rempli son mandat originel dans le cadre des négociations, l'ASC n'a joué aucun rôle dans la mise en œuvre des accords de paix, même si quelques-uns de ses secteurs continuent à exercer une influence dans la société et dans la vie politique (Alvarez 1997a : 9).

⁴⁷ En particulier au sein des syndicats ou des mouvements populaires.

⁴⁸ En comparaison du Salvador et du Nicaragua, les accords de paix du Guatemala, signés en 1996, contiennent plus de dispositions concernant les droits des femmes durant la reconstruction postconflictuelle, reflétant les stratégies utilisées par les activistes en réaction aux leçons tirées des expériences des autres pays (Luciak 2001 : 55)

Mais, malgré le potentiel contenu dans ces accords de paix⁴⁹, il s'est révélé difficile de consolider le processus. La mise en œuvre a été soit lente, soit bloquée, et les réformes constitutionnelles ont été défaites lors de référendums nationaux (Jimeno 1999 : 5). Malgré cela, l'expérience a permis de poser les bases pour un changement potentiel vers une société plus inclusive, « en offrant une opportunité pour les femmes, et pour tout ceux qui sont hors de l'élite établie, de faire entendre leur voix et leur opinion dans l'arène politique pour la première fois, et en faisant naître l'espoir d'un Etat et d'une société plus démocratiques et participatifs » (Alvarez 1997a : 1).

Analyse de l'empowerment

Pour entrer plus en détail dans le processus d'*empowerment* des femmes membres des organisations que nous venons de décrire, nous allons nous inspirer de la méthode que Rowlands développe dans son ouvrage, relativement aux femmes participant à des projets de développement au Honduras. Comme nous l'avons dit précédemment, l'*empowerment* va être divisé en trois dimensions : personnelle, relationnelle et collective. Puis, dans ce cadre, nous allons nous attacher à faire ressortir les facteurs encourageants, ou au contraire inhibitifs, de ce processus.

Mais avant d'entrer dans l'analyse proprement dite, il est nécessaire de clarifier quelques points.

Une vision dynamique

Le modèle d'*empowerment* à trois dimensions, s'il permet de mettre l'accent sur les différents contextes dans lesquels il peut être vécu, ne suffit pas à rendre compte complètement de la dynamique complexe du processus. « Le processus d'*empowerment* implique une complexe interaction entre une multitude d'éléments divers, et ces interactions sont dynamiques. Par exemple, une augmentation de l'indépendance économique peut conduire à une augmentation de la confiance en soi ; à l'inverse, une augmentation de la confiance en soi peut contribuer à une augmentation de l'indépendance économique » (Rowlands 1997 : 110). Les deux éléments peuvent ainsi interagir, ce qui rend plus difficile toute différenciation entre eux. Afin de séparer les éléments et montrer comment ils interagissent, un modèle plus dynamique et fluide est nécessaire. Nous allons ainsi opérer la distinction entre le cœur du processus, c'est-à-dire « la transformation de l'individu ou du groupe qui est la clé qui ouvre la porte de l'*empowerment*, et les circonstances qui paraissent encourager ou inhiber ce processus » (Rowlands 1997 : 111). Pour chacune des dimensions de l'*empowerment*, nous montrerons ce qu'il est et comment il est favorisé ou découragé.

L'analyse est rendue encore un peu plus compliquée par le fait qu'un élément inhibitif peut être aussi encourageant par d'autres aspects, en poussant par exemple les gens à se dépasser ou à dépasser les obstacles qui se posent devant eux. Par exemple, la destruction du tissu social est un élément qui perturbe et pèse lourdement sur la vie des femmes, mais il représente en même temps l'opportunité pour les femmes de sortir du cadre habituel de leur rôle.

⁴⁹ Les accords de paix ont été critiqués pour être trop ambitieux : ils traitent de questions en lien avec la paix et le développement tout en étant censés rentrer dans un cadre impossible de quatre ans. Beaucoup de dispositions qui traitent des droits des femmes durant la reconstruction – comme la reconnaissance de la sous-évaluation des contributions économiques et sociales des femmes, et l'encouragement de la participation des femmes au développement – conduisent à une transformation extensive et progressiste des rôles des femmes dans la société (Strickland 2002 : 21).

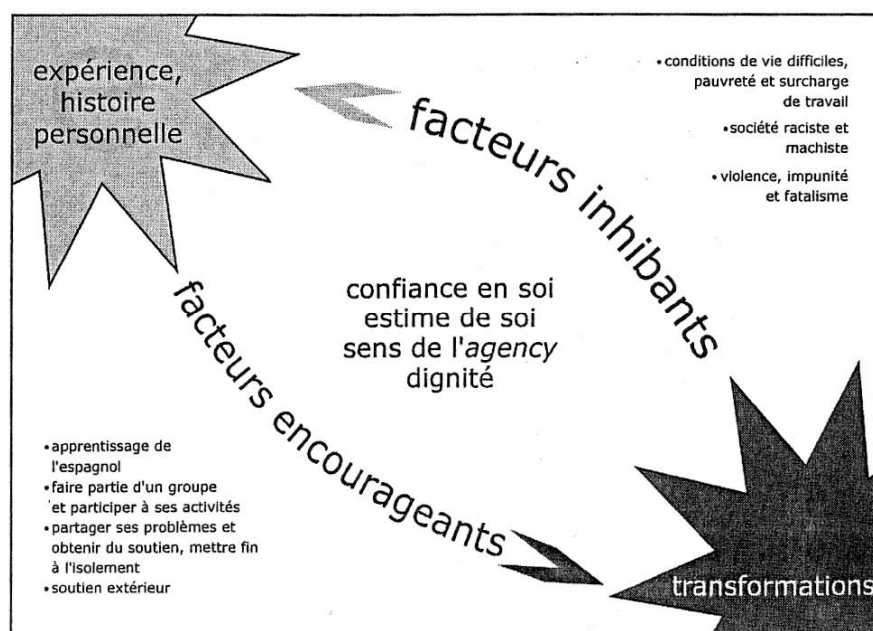
De plus, un même facteur pourra concerner à la fois le niveau personnel de l'*empowerment* et le niveau relationnel ou collectif. Le découpage et la répartition des facteurs ne sont ainsi pas figés, mais simplifient la compréhension.

Appliquons maintenant ce modèle aux observations tirées de nos trois cas d'étude.

Empowerment personnel

Le cœur

Au cœur de l'*empowerment* personnel on trouve des processus ou changements d'ordre psychologique ou psychosocial, auxquels les femmes se réfèrent. On peut citer entre autres le développement d'une confiance en soi et d'une estime de soi, d'un sens de l'*agency*. Le concept de « dignité » revient aussi souvent. Ce mot est utilisé pour signifier le respect de soi, l'estime de soi ; non seulement le fait d'être respecté par les autres, mais d'avoir droit à ce respect.



Facteurs encourageants

Apprentissage de l'espagnol

« Nos réunions représentaient quelque chose de tout à fait nouveau pour nous, et nous avons peur de parler en public. A cela s'ajoutait la barrière de la langue car très peu de femmes indigènes parlent espagnol. Pire encore, nous ne parlons pas toutes la même langue » (citée dans Rul-Jan 1999 : 1). La vie dans les camps de réfugiés au Mexique a été, pour beaucoup de femmes, indigènes en majorité, l'occasion d'apprendre l'espagnol. Non seulement cela leur a permis d'accéder à de nouvelles informations et compétences⁵⁰, de participer à des ateliers et à des projets, de jouir d'une plus grande

⁵⁰ Devenir bilingue représente souvent une précondition à l'acquisition de nouvelles compétences (Weiss Fagen 2000 : 8).

participation à la communauté (Arbour, 1995 : 8), mais cela leur a aussi permis de pouvoir communiquer entre elles et avec les personnes extérieures impliquées dans les communautés de réfugiés (ONG nationales et internationales, HCR) (Crosby 2000 : 33).

En apprenant l'espagnol, les femmes apprennent le langage de la bureaucratie, de la loi et du pouvoir. Elles savent dès lors comment exprimer leurs demandes et se protéger, gagnant ainsi un meilleur contrôle sur leur vie et leur intégrité physique : « Nous avons toujours vécu dans l'ignorance, ne sachant pas si nous pouvions vraiment exiger le respect ou le droit de protester contre des choses comme le viol. Maintenant que nous avons l'expérience de nous organiser, ça devient possible. [...] Si une offense est commise à l'encontre d'une femme, nous savons maintenant comment amener l'homme devant les autorités. Cela apprend aux hommes à nous respecter en tant qu'êtres humains » (citée dans Schirmer 1993 : 55).

Faire partie d'un groupe et participer à ses activités

En général, les femmes disent que les ateliers et les cours de formation leur ont offert la possibilité « de rencontrer [leur] propre voix et d'apprendre de nouvelles facultés » (Arbour 1995 : 9). Ils ont aussi été l'occasion de se familiariser avec de nouvelles idées, comme celles spécifiques au genre ou aux droits humains et aux droits des femmes. Autour de projets collectifs, c'est l'occasion de se réunir, de tenter quelque chose, même si quelquefois cela n'aboutit pas. Souvent c'est le début d'un important processus qui plus tard donnera ses fruits. « Si les femmes s'impliquent dans des travaux qui couvrent quelques-unes de leurs nécessités pratiques, elles peuvent aussi obtenir quelques bénéfices qui vont bien au-delà. La croissance de l'estime de soi et de la confiance en soi est aussi essentielle qu'atteindre un résultat économique spécifique. Quand je vois que je peux réellement arriver à quelque chose d'important pour répondre à mes besoins, comme résultat de l'utilisation de mon intelligence, de mes efforts, de mon initiative, et quand d'autres voient la valeur de ce que j'ai accompli, dès ce moment-là ma valeur s'affirme. Chaque femme reconnaît ce qu'elle a été capable de faire, et gagne aussi de la reconnaissance mutuelle des autres femmes » (coordinatrice de Mamá Maquín, citée dans Arbour 1995 : 5). « En participant à différents types de formation, j'ai appris beaucoup de choses nouvelles. Je me suis rendu compte que les femmes doivent avoir les mêmes droits à être éduquées et formées et à participer à des activités en dehors de la maison et de la famille. Aujourd'hui, j'insisterai pour que mes filles terminent l'école et prennent part à d'autres activités d'apprentissage » (Doña Ramona, coordinatrice générale de Mamá Maquín, citée dans Arbour 1995 : 6).

Pour les femmes réfugiées en particulier, les activités des organisations les ont aidées à se sentir plus libres d'assumer des tâches et des responsabilités au sein de diverses commissions de travail communautaire, de visites de terrain, de réunions et d'assemblées⁵¹ (Arbour 1995 : 9). A travers les nombreux projets générateurs de revenus, les femmes réfugiées ont appris comment elles pouvaient améliorer leur vie et celle de leur famille. Beaucoup de ces opportunités ont favorisé un sentiment d'*empowerment* chez ces femmes et les ont amenées à s'auto-organiser afin de gagner en efficacité (Arbour 1995 : 3) : « J'ai participé à un projet d'élevage de lapins avec trente autres femmes. Même si chaque femme s'occupait de ses lapins chez soi, on se réunissait pour réaliser des tâches collectives comme construire des abris de bois pour les lapins. On se réunissait aussi pour discuter. [...] En fin de compte le projet d'élevage n'a pas beaucoup de succès économiquement, mais il a facilité la discussion entre les femmes au sujet de nos droits comme égales des hommes. Ces discussions ont

⁵¹ En gagnant plus de confiance en elles, les femmes ont commencé à assumer de nouveaux rôles dans la vie publique. Elles insistèrent par exemple pour prendre part aux délégations chargées de chercher de la terre au Guatemala et de négocier les crédits pour l'achat de la terre (Arbour 1995 : 9).

changé ma conscience et m'ont encouragée à participer aux ateliers de droits humains et de droits des femmes offerts par une ONG » (citée dans Arbour 1995 : 5).

Depuis, les occasions d'apprentissage ont amené beaucoup de femmes à découvrir leur droit à participer de façon plus large à la communauté (Arbour 1995 :7).

Partager ses problèmes et obtenir du soutien, mettre fin à l'isolement

Les femmes guatémaltèques rapportent que des changements significatifs ont eu lieu pendant les années d'exil, au niveau personnel et vis-à-vis de leur communauté. Elles ont pu constater qu'il existait d'autres options qu'être épouse et mère (Weiss Fagen 2000 :9) : « Au Mexique, j'ai pris part à un atelier où on discutait de thèmes relatifs à la santé qui préoccupaient les femmes. La santé des femmes est presque toujours négligée car nous devons nous occuper de notre famille et donc nous négligeons notre propre santé et besoins de nutrition. En plus d'apprendre beaucoup de choses qui aident les femmes à s'occuper de leur santé, j'ai aussi commencé à me rendre compte de l'importance et de la valeur de ma vie. Cela a été très utile de parler de ces choses avec d'autres femmes [...] » (citée dans Arbour 1995 : 6). « La façon dont les femmes se percevaient comme subordonnées à l'homme, eu égard aux connaissances et compétences, a changé grâce à ces cours, à l'éducation et à la discussion » (Murdock 1999 : 2).

Soutien extérieur

Parce que l'assistance internationale assurait les besoins de base des réfugiés dans les camps, les femmes ont ainsi pu jouir d'une vie quotidienne facilitée, qui offrait plus d'espace(s) et de temps pour se consacrer aux activités communautaires, à leur formation et à leur éducation. Au retour au Guatemala, dans des communautés qui étaient pauvres, voire même plus pauvres que quand ils les avaient quittés – et qui étaient soumises à la violence – les « retournants » en général, et les femmes en particulier, ont simplement dû lutter pour leur survie (Weiss Fagen 2000 : 12).

Facteurs inhibitifs

Parmi les nombreux facteurs qui, au niveau personnel, représentent une entrave à l'*empowerment* des femmes, nous pouvons retenir les plus importants :

Conditions de vie difficiles, pauvreté, surcharge de travail

Les femmes, souvent très affectées par la perte d'êtres chers et par les changements subséquents au sein de la famille, en particulier dans la distribution des rôles et des responsabilités, traversent de grandes difficultés face à la multiplication des rôles qu'elles doivent assumer. Dans des conditions économiques souvent difficiles, les femmes, en plus de leurs responsabilités traditionnelles, ont dû contribuer à la survie économique de la famille (Crosby 1997 : 7) : « A. a dû prendre en charge toute la famille, pas seulement ses enfants, mais aussi le grand-père, qui était d'un âge avancé, et elle a dû travailler très dur. Elle est devenue la cheffe dans la maison, à cause de l'absence de S. Ses enfants ont dû travailler très jeunes et le papa de S. mourut dans une situation lamentable, alors on ne pouvait pas compter sur son aide » (citée dans ODHAG 1998 : 78).

Les conditions de vie difficiles des femmes et le surplus de travail qu'elles ont dû assumer ont entravé leur participation à des organisations. Pour beaucoup de femmes « retournantes », par exemple, il a été difficile de maintenir leur engagement au sein des organisations créées pendant l'exil : « Nous avons nos responsabilités familiales – s'occuper de nos enfants, des animaux, cuisiner, chercher de l'eau et laver. Beaucoup de maris disent que notre participation à des activités loin de la maison ne nous laisse pas de temps pour répondre aux nécessités de notre famille. Le double travail affecte beaucoup notre énergie » (citée dans Arbour 1995 : 16). « C'est difficile de bien

participer aux ateliers quand nous devons nous occuper de nos enfants en même temps » (citée dans Arbour 1995 : 16).

Société raciste et machiste

La société guatémaltèque continue d'être divisée par une vision rigide des classes sociales et un racisme envers les populations indigènes très marqué. Ces caractéristiques ont un fort impact sur la vie des femmes indigènes, qui doivent ainsi faire face à une triple oppression, en tant que femmes, Indiennes et pauvres.

Dans une société profondément machiste, où le rôle de genre assigné aux femmes est très traditionnel, celles qui se risquent à en dépasser les limites en participant à une organisation s'exposent à la résistance de leur mari, aux critiques et aux stéréotypes les plus négatifs, voire même à la violence. Il peut être dangereux de vouloir apprendre à lire, à s'organiser, et de demander le respect de ses droits. « Oh ! cela n'a pas été facile. Notre culture s'y opposait, et certains maris n'ont pas permis à leur femme de participer à nos réunions » (une responsable de Mamá Maquín citée dans Rul-Jan 1999 : 1). « Au début c'était difficile de participer à des activités loin de notre foyer ou loin de nos campements. Certains disaient : voilà les femmes qui vont cancaner, voilà les femmes qui vont se prostituer » (citée dans Arbour 1995 : 16). « Les premières fois que les femmes ont laissé le campement pour participer à des ateliers, beaucoup d'hommes ont lancé la rumeur que nous étions parties pour aller avec d'autres hommes » (citée dans Arbour 1995 : 16). « Les hommes comprennent souvent mal ce que nous faisons, imaginant que nous nous réunissons seulement pour aller à la chasse au mari. Ils nous disputent et nous leur montrons que nous avons le droit de nous plaindre – et ils sont encore moins contents ! » (citée dans Schirmer 1993 : 55). « Ils n'aiment pas que nous travaillions ensemble, acquérant des connaissances à propos de la loi » (citée dans Schirmer 1993 : 56).

Violence, impunité et fatalisme

Les femmes ont eu à subir des violences, en tant que partie de la population en général, mais aussi comme participantes à des groupes ou des mouvements sociaux accusés d'être des bases d'appui de la guérilla : « Ils l'ont tuée parce qu'elle était une leader de CONAVIGUA, ils sont venus pendant la nuit, environ douze hommes, mais seulement deux sont entrés, et ils l'ont enlevée » (citée dans ODHAG 1998 : 204-205).

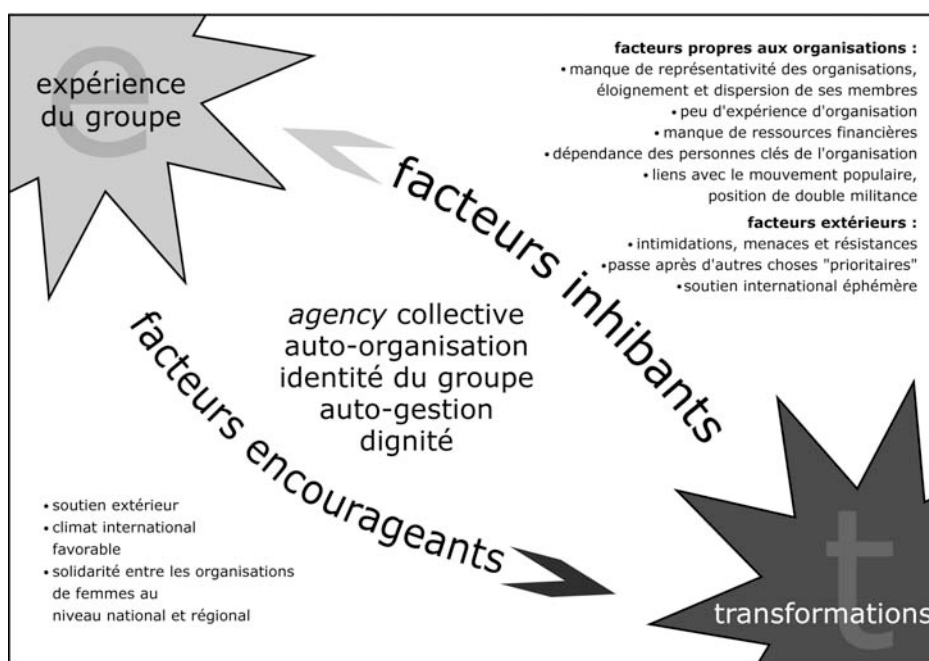
De nombreuses femmes ont été victimes d'un viol. Souvent, elles perdent confiance en les autres et en elles-mêmes, et ressentent un sentiment d'insécurité. Leur acceptation sociale peut être très lourdement affectée, puisqu'elles peuvent être culpabilisées par les autres de ce qui leur est arrivé : « Je ne sais pas pourquoi c'est arrivé à moi. Est-ce que c'est parce que j'aurais fait quelque chose de mal ? » (citée dans ODHAG 1998 : 205). Un tel acte peut même être perçu comme une fatalité, comme quelque chose d'inévitable et de « naturel » à la condition féminine, puisque ce type de violation est le plus souvent invisible aux yeux de la société et dans l'histoire en général : « Je crois que nous les femmes, culturellement et historiquement, avons toujours considéré la violence comme quelque chose de consubstantiel à notre existence. [...] Je crois que c'est un facteur qui influence beaucoup, et peut-être avant même la naissance, parce que le fait que se privilégie la naissance d'un garçon ou d'une fille, c'est déjà une expression de violence, non ? Et nous grandissons et traversons notre vie avec ça » (citée dans ODHAG 1998 : 205).

Empowerment collectif

La dimension collective de l'*empowerment* est très étroitement liée avec la dimension personnelle, « puisque sans *empowerment* au niveau personnel, il est très difficile pour un individu d'être actif collectivement. Il est de même difficile pour un groupe d'être

actif et efficace sans une masse critique de participants qui ont atteint un certain degré d'empowerment personnel » (Rowlands, 1997 : 115). C'est ainsi que les deux dimensions entretiennent une interaction circulaire : la participation à un groupe peut encourager le processus d'empowerment personnel, et vice versa. De plus, le processus d'empowerment collectif se nourrit des expériences passées de participation à d'autres groupes ou activités collectives de chacun des individus (Rowlands 1997 : 115).

Il s'agit ici de repérer les éléments d'empowerment expérimentés par les individus de par leur participation à un groupe, et de considérer le groupe comme une entité séparée, distincte de ses membres. Même si cette distinction est artificielle – car seuls les individus peuvent ressentir, par exemple, un sentiment d'agency, ou de conscience de soi –, elle nous permet d'enrichir l'analyse et de faire des comparaisons entre les différentes dimensions de l'empowerment.



Le cœur

Au cœur de la notion d'empowerment collectif, on trouve les notions d'agency collective, d'auto-organisation et d'autogestion, de dignité et de confiance en soi en tant que groupe (Rowlands 1997 : 115-117).

Facteurs encourageants

Soutien extérieur

Dans les camps de réfugiés, les ONG locales et internationales ont offert un appui technique, un accompagnement et des ressources financières pour une diversité de projets de santé, d'alphabétisation et de production collective, qui mettaient l'accent sur la participation des femmes. Ces projets ont ouvert des espaces pour qu'elles se réunissent, partagent leurs préoccupations et acquièrent de nouvelles connaissances et compétences (Arbour 1995 : 3). Dans le même temps, les femmes réfugiées leaders ont

pu participer à divers ateliers sur des thèmes en lien avec le genre et ont partagé avec d'autres leur nouvelle conscience de genre (Arbour 1995 : 3).

Climat international favorable

Durant les négociations de paix, le climat international en rapport avec les luttes des femmes a joué un rôle prépondérant dans les résultats obtenus par la participation des femmes au sein de l'ASC. D'une part, le fait que le thème de l'égalité de genre était présent sur la scène internationale avec la 4^e Conférence mondiale sur les femmes de 1995 à Pékin a eu un effet positif à la table des négociations, en facilitant l'incorporation de dispositions en faveur des droits des femmes dans les accords de paix (Méndez 2001 : 3). D'autre part, la Plate-forme d'action de Pékin a été une source de force et d'inspiration, qui s'est reflétée dans la capacité des femmes à faire des propositions et à les défendre à la table des négociations (Méndez 2001 : 3).

Solidarité renforcée entre les organisations de femmes, aux niveaux national et régional

Le but de la participation à l'ASC était de permettre à la société civile de s'exprimer sur les questions qui étaient débattues dans le dialogue de paix. Elle a permis de rechercher au maximum une position de consensus au sein des différents secteurs, obligeant ainsi ses membres à identifier des buts communs. Au sein du mouvement de femmes naissant et encore fragile du Guatemala, les diverses organisations de femmes qui ont participé à l'ASC ont rencontré de nombreux problèmes et tensions internes. Mais à la fin elles sont parvenues à s'unir, apprenant beaucoup du fait d'avoir à travailler en collaboration et à identifier des objectifs communs : « Only by working together could spaces for women be created and opened up » (Crosby 1997 : 11).

Le processus de paix a aussi renforcé la solidarité entre les organisations de femmes en Amérique centrale, eu égard à l'égalité de genre et à la mise en œuvre des accords de paix. En 1998, des alliances régionales ont été formées par des femmes journalistes, des femmes de partis politiques et des femmes œuvrant contre la violence. Elles se sont engagées à rendre les contributions des femmes plus « visibles », à développer une approche de l'égalité de genre qui intègre toutes les classes, genres et ethnies, mais surtout à renforcer le leadership des femmes et leur participation politique⁵² (Jimeno 1999 : 6).

Facteurs inhibitifs

En rapport avec l'empowerment collectif, les facteurs inhibitifs peuvent être divisés en deux sous-catégories, selon qu'il s'agit de facteurs extérieurs ou qu'ils concernent la structure même des organisations.

Facteurs extérieurs

Intimidations, menaces, résistances

Les femmes membres des organisations ont très vite ressenti la nécessité de se regrouper, non seulement pour obtenir ce qu'elles désiraient, mais aussi simplement pour résister aux intimidations et obstacles qui se sont dressés devant elles. Un des membres de la CONAVIGUA rapporte, suite à une de leurs premières manifestations : « [...] on a vu que les autorités militaires ne nous laisseraient pas nous organiser ! On ne nous laisserait pas faire des manifestations publiques et parler de notre souffrance !

⁵² Quelques-unes des activités en soutien au développement de ces alliances régionales sont :

- le premier meeting régional des femmes journalistes ;
- la Rencontre d'Amérique centrale des femmes de partis de gauche ;
- le Forum d'Amérique centrale des femmes de partis politiques ;
- le réseau centre américain contre la violence envers les femmes (Jimeno 1999 : 6).

On s'est alors rendu compte que c'était seulement en nous unissant qu'on atteindrait nos objectifs. Si on ne nous laissait pas protester, qu'allions-nous faire ? Nous devons oser parler pour dire que la répression avait laissé 60'000 veuves au Guatemala » (citée dans Schirmer 1993 : 50).

Depuis sa création, de nombreux membres de la CONAVIGUA ont été la cible de menaces et de tentatives d'intimidation en raison de leurs activités. Les locaux du siège de l'organisation, dans la ville de Guatemala, ont été attaqués à plusieurs reprises : « Nous, en tant que femmes, nous avons été des objets, des choses à utiliser. Beaucoup de femmes ont été violées par les autorités militaires. Ils viennent ici dans notre maison [de CONAVIGUA à Guatemala City] pour nous violer.

» Ils disent que c'est pour ça que la maison est faite – nous sommes des femmes sans maris. Alors, ils ne font pas que tuer nos maris, mais ils viennent nous violer dans nos maisons. Tout ça a été oublié. Personne ne veut entendre les histoires de nos vies » (citée dans Schirmer 1993 : 56).

L'Etat lui-même contribue à discréditer les efforts faits par les membres de la CONAVIGUA dans la recherche et l'établissement de la vérité sur les violations commises pendant le conflit : « Une des premières réactions de la part du gouvernement a été de démentir tout ce que nous dénonçons. [...] Au niveau des chefs de patrouille civile, les contrôles, les menaces et les intimidations à l'égard de nos membres de par le pays se sont intensifiés. Il était quasi impossible que les femmes se réunissent. Quand les intimidations ont commencé, les patrouilles ont fait courir le bruit que toutes les femmes n'étaient pas veuves, mais que leurs maris étaient dans la guérilla, et que ceux-ci étaient dans les montagnes le jour et dans leur maison la nuit » (PBI, 2000 : 1). L'Etat, loin de remplir son rôle et d'assurer le respect des droits reconnus aux individus, est resté passif devant ces faits : « Les commanditaires militaires, les chefs de patrouille, les soldats et leurs collaborateurs nous font des menaces, nous contrôlent et nous font peur, mais le gouvernement n'a rien fait pour corriger cette situation, même si notre Constitution dit qu'il y a un droit à la libre organisation, des libertés individuelles, sociales, etc. » (CONAVIGUA 2003 : 2).

Passe après d'autres choses « prioritaires »

Parmi les contradictions internes à la société civile guatémaltèque, on trouve un manque de sensibilité aux questions liées au genre. Un des effets de ce manque est que les activités et projets menés par les femmes et pour les femmes passent souvent après des projets plus « productifs », en lien avec la (sur)vie quotidienne. Cela a été le cas pour Mamá Maquín, dont les activités d'éducation et de formation et les initiatives d'organisation ont dû être interrompues pendant le processus de retour et de réinstallation, le plus souvent en raison de la lutte pour la survie de retour au Guatemala. Les organisations de femmes se sont le plus souvent vues reléguées à un deuxième plan, face à la pression quotidienne de la reconstruction des foyers et des communautés après plusieurs décennies de guerre civile (Crosby 2000 : 33). Dans ces conditions, le maintien des espaces créés pour la formation et la réflexion s'est avéré très difficile.

Soutien international éphémère

Après le départ des camps de réfugiés et le retour au Guatemala, le manque de suivi de la part des acteurs extérieurs a contribué à la fermeture des espaces dans lesquels les femmes avaient pu participer et s'organiser. Pendant l'exil, les diverses ONG présentes sur le terrain, dont le HCR, ont travaillé avec les femmes réfugiées à des projets de développement, contribuant ainsi à la création d'espaces de discussion et de réflexion sur la vie des femmes, leur statut, leurs droits. Ces acteurs extérieurs ont également assuré aux femmes un soutien moral bien nécessaire en exil, en usant de leur influence auprès des hommes afin qu'ils acceptent la participation des femmes et qu'ils leur facilitent l'accès à certains espaces publics (Crosby 2000 : 34). Ce soutien a été

interrompu au retour et aucune continuité n'a été assurée pendant les phases de (ré)installation ou de (ré)intégration⁵³.

Une autre partie de l'explication de la fermeture des espaces dont bénéficiaient les femmes tient aux luttes de pouvoir qui ont eu lieu au sein des communautés. Le fait que les femmes se sont organisées pendant leur exil au Mexique a permis aux communautés d'avoir accès aux ressources locales et internationales. Les ONG internationales et le HCR ont joué de ce point de vue un rôle très important dans les camps, en apportant aux femmes un soutien, tant financier que moral. Mais cette aide internationale s'est évaporée petit à petit durant le processus de retour. Les conflits au sein des communautés au sujet de ces ressources sont devenus d'autant plus aigus qu'elles se faisaient de plus en plus rares (Crosby 2000 : 34). Comme les femmes réfugiées le disent elles-mêmes, « pendant l'exil, les organisations de femmes étaient utiles aux hommes. Ici, elles ne le sont plus » (citée dans Crosby 2000 : 34).

Une critique revient souvent sur la nature du soutien de la communauté internationale. Selon certains, il y avait « un haut degré de paternalisme et de dépendance » dans les projets menés avec les femmes réfugiées (Crosby 2000 : 34). Il a donc été difficile pour les femmes réfugiées de reproduire les processus vécus en exil, une fois de retour. Une évaluation du rôle de l'aide internationale au sein des camps explique que « les femmes n'avaient pas développé une compréhension suffisante du processus et des structures pour les mettre en pratique elles-mêmes. Il est aussi important de noter que le travail dans les camps avec les femmes réfugiées était assez nouveau et la formation était dispensée principalement au leadership de ces organisations de femmes, et la capacité de retransmettre ce qu'elles avaient appris n'avait pas été suffisamment développée » (Crosby 2000 : 34).

Facteurs propres aux organisations

*Manque de représentativité des organisations,
éloignement et dispersion de leurs membres*

Les organisations de femmes au Guatemala souffrent d'un manque de représentativité de la diversité culturelle du pays. De plus, elles disposent en général d'un siège principal dans la capitale et manquent de ressources et de moyens de communication pour atteindre les femmes des régions rurales, afin de partager l'information et faire connaître leurs discours. Il en va de même pour les organisations de femmes des régions rurales, qui ne peuvent pas établir de bureau principal dans la capitale ou se mobiliser rapidement (Murdock 1999 : 3)⁵⁴.

Un problème auquel ont dû faire face les organisations de femmes en exil a été la dispersion de leurs membres au retour, séparant ainsi les femmes qui avaient tissé de solides relations quand elles vivaient à proximité les unes des autres. Les membres des organisations se sont retrouvés le plus souvent dispersés géographiquement, affaiblissant de ce fait leur capacité à s'organiser efficacement. Au Guatemala, de nouvelles relations devaient être tissées entre les femmes dans les nouvelles communautés avant qu'elles ne puissent à nouveau s'organiser. En l'absence du rôle catalyseur d'entités extérieures, qui avait mobilisé, soutenu et guidé les femmes

⁵³ Seules deux ONG travaillant au Mexique ont continué d'apporter leur soutien après le retour, laissant un vide qui n'a pas été comblé par les ONG au Guatemala, pour des raisons de différences politiques et de manque de coordination. Les organisations qui ont suivi les réfugiés au Guatemala, dont le HCR, manquaient de ressources et de stratégies adéquates pour continuer à soutenir les activités des femmes qui étaient maintenant dispersées dans différents endroits (Murdock 1999 : 3).

⁵⁴ Mais il faut noter que la sous-représentation rurale et le manque de mécanismes pour articuler les intérêts nationaux sont des phénomènes qui touchent la société civile dans son ensemble et ne sont pas propres aux organisations de femmes (Murdock 1999 : 3).

pendant l'exil, celles-ci ont difficilement été capables de reconstruire de nouvelles relations, solides et de confiance, avec leurs nouveaux voisins (Weiss Fagen 2000 : 9). De plus, les interactions avec « ceux qui sont restés » ont été difficiles, car les « retournants » étaient souvent considérés avec suspicion et méfiance par les communautés locales autant que par l'Etat (Crosby 2000 : 33).

Peu d'expérience d'organisation

Malgré le fait que les leaders des organisations de femmes en exil avaient l'intention de maintenir ces organisations et de continuer à promouvoir leurs idéaux, le mouvement de retour au Guatemala a détourné l'attention des femmes des questions qui les avaient fait se regrouper. Parce que la capacité et l'expérience des femmes à s'organiser n'en étaient qu'à leurs débuts, elles ont éprouvé de grandes difficultés à maintenir le *momentum* et les nouveaux rôles et identités qui avaient évolués dans les camps (Murdock 1999 : 4) : « Les femmes n'ont eu que deux ans de féminisation » (Weiss Fagen 2000 : 9)⁵⁵.

Manque de ressources financières

L'Etat n'aide pas les organisations de femmes, ni financièrement ni moralement : « Nous avons entendu parler d'une aide de l'étranger et c'est pour cela que nous avons fait des demandes. Nous avons présenté nos problèmes aux autorités, mais quelquefois, devant quelques-unes d'entre nous, ils jettent nos demandes à la poubelle, et souvent ils ne nous répondent même pas parce que nous ne parlons pas bien l'espagnol et nous ne savons pas lire, ni écrire. Et avec tout ce que nous avons fait, nous n'avons jamais reçu d'aide. Parfois, ils nous donnent un peu, mais avec la condition et la menace que nous ne devons pas aller aux manifestations et ne pas réclamer nos époux disparus. Et dans la majorité des cas, ils n'ont pas rempli les promesses qu'ils nous avaient faites, nous avons perdu notre temps » (CONAVIGUA 2003 : 2).

La formation des organisations s'est généralement étalée sur plusieurs années, résultat d'un processus lent et continu, voire toujours en cours, dû dans la plupart des cas au temps nécessaire pour la recherche et l'obtention de fonds⁵⁶ (Blacklock 1997 : 8). Et même une fois ces organisations fondées, l'instabilité financière chronique rend leur existence et leurs activités précaires, souvent floues, et empêche de se concentrer sur les problèmes auxquels elles ont choisi de s'attaquer (Blacklock 1997 : 9).

Dépendance vis-à-vis des personnes clés de l'organisation, structure verticale, avec un haut degré de centralisation dans la prise de décision, dans l'accès à l'information, le contrôle des ressources et les formes de consultation

Le processus de formation des organisations est de nature *top-down*, reflétant ainsi le rôle prépondérant joué par quelques femmes clés dans ce processus : « En effet, des femmes hautement politisées et conscientisées ont pris la décision consciente de créer une organisation. Avec pour conséquence que le processus de formation n'a pas été une initiative émergeant de la base avec une mobilisation massive des femmes » (Blacklock 1997 : 9). Cette caractéristique affecte de nombreux aspects du fonctionnement interne de ces organisations. Composées d'un noyau central de quelques femmes – exceptionnelles de par leur niveau d'éducation et leur rôle visible

⁵⁵ Le travail avec les organisations de femmes réfugiées n'a débuté que deux ans avant les premières vagues de retour (Murdock 1999 : 4).

⁵⁶ Toutes les organisations, sans exception, dépendent d'un financement international. CONAVIGUA a reçu un soutien financier international énorme de par sa double militance en faveur des femmes et des populations indigènes. Elle a pu s'acheter une maison où installer ses bureaux dans la ville de Guatemala, alors que la plupart des organisations luttent pour payer le loyer de locaux inadaptés à leurs besoins (Blacklock 1997 : 8).

de leadership au sein du mouvement populaire au Guatemala –, les organisations sont menées et dirigées par cette petite élite. Ces femmes ressentent un sentiment d'appartenance et de responsabilité vis-à-vis de l'organisation qu'elles ont créée, manquant ainsi d'inclure la base dans la conduite de l'organisation, qui, de fait, va se sentir moins impliquée et identifiée à l'organisation.

Les femmes leaders ont aussi importé de leurs expériences au sein du mouvement populaire un modèle de prise de décision et d'autorité hiérarchique : les personnes à la tête prennent les décisions de façon autonome et les directives sont ensuite appliquées et suivies (Blacklock 1997 : 10). Les décisions prises sont donc loin d'être le produit d'un processus démocratique, mais reflètent plutôt la vision des leaders. Peu transparentes, les organisations sont du coup assez éloignées des besoins de la base (Crosby 2000 : 34).

Liens avec le mouvement populaire, position de double militance

Le fait que les femmes cadres soient issues des différents secteurs du mouvement populaire donne aux organisations de femmes une position politique de double militance. Avec pour conséquence que, « plutôt que de susciter la croissance d'un mouvement de femmes autonome et radical, les femmes leaders ont eu tendance à faire le lien entre leur compréhension du genre et l'approfondissement de la lutte des classes, en développant une réflexion sur la spécificité des problèmes des femmes pauvres des classes populaires » (Blacklock 1997 : 10).

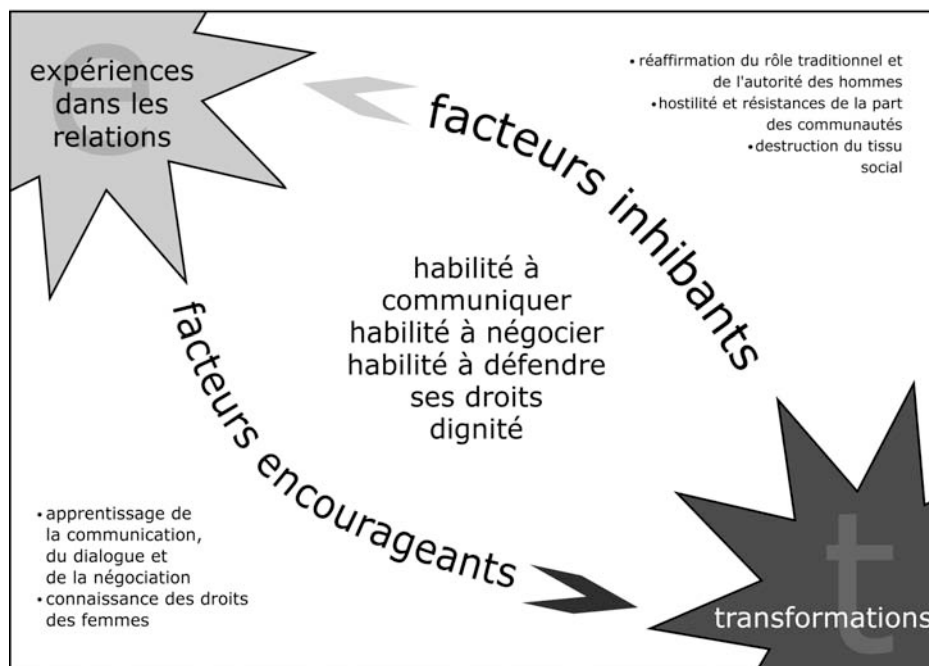
Pour elles, les luttes entre les classes, les genres et les ethnies sont fondamentalement liées ; la construction d'un mouvement de femmes doit se faire au sein du mouvement populaire, plutôt qu'à l'extérieur ou en opposition à ce mouvement, cela aussi afin de ne pas diviser encore plus un mouvement populaire qui, au Guatemala, est déjà fragile (Blacklock 1997 : 10).

L'identité des organisations créées par ces femmes est de ce fait imbriquée avec l'identité des secteurs du mouvement populaire au sein desquels ces femmes se situent. Elles sont le plus souvent décrites comme organisations de femmes ouvrières, indigènes ou paysannes. Ce lien avec le mouvement populaire affaiblit, voire empêche la création d'un sentiment d'appartenance à un mouvement de femmes, autonome.

Empowerment relationnel

Le cœur

L'*empowerment* dans les relations avec les autres est associé et dépend, dans une large mesure, de la confiance en soi, de l'estime de soi, et d'un sens de *l'agency* (Rowlands 1997 : 119). Il dépend aussi du développement des capacités d'un individu à négocier, communiquer et défendre ses droits.



Facteurs encourageants

Apprentissage de la communication, du dialogue et de la négociation

Au sein du secteur des femmes de l'ASC, les membres ont dû passer outre à leurs différences afin d'arriver à une position politique forte et unifiée sur les différentes questions abordées dans les accords de paix. L'intégration des différentes perspectives a été un défi et elles ont dû « faire beaucoup de *consciousness raising* entre elles parce que [...] certains membres arrivaient avec les préjugés de leur propre secteur, qu'il soit maya, syndical, ou peu importe lequel [...] » (Jimeno 1999 : 3). « Les organisations de femmes, avec des vues politiques et idéologiques différentes, étaient capables de discuter explicitement de questions de genre, pour la première fois dans l'histoire sociopolitique du Guatemala » (Alvarez 1997b : 5).

Connaissance des droits des femmes

Les membres de la CONAVIGUA ont eu l'occasion d'assister à des meetings, des discussions et des lectures sur des sujets comme la Constitution, le droit de s'organiser, les droits des femmes, la liberté d'expression. Un des membres témoigne : « Cela nous a beaucoup aidées. Moi par exemple, je ne savais pas qu'il y avait des lois dans notre pays, qu'il existait des droits ou une Constitution. Parce que nous n'avons jamais vu ces lois appliquées ou ces droits respectés, cela ne veut rien dire dans notre pays. Et quand j'ai entendu parler de ces lois, je suis devenue très énervée parce que cela signifie que nous ne faisons rien contre la loi, que nous sommes dans nos droits à faire de telles demandes » (citée dans Schirmer 1993 : 55).

Facteurs inhibitifs

Réaffirmation du rôle traditionnel et de l'autorité des hommes

Lors du retour au Guatemala, les hommes ont commencé à réintégrer les rôles, au sein de la famille et de la communauté, qu'ils occupaient avant l'exil : il est devenu clair

qu'ils avaient pu accepter les changements concernant les femmes seulement parce qu'ils les considéraient comme un interlude pendant une période de crise : « La crise générée par l'exil a été l'occasion d'un "effet de parenthèse" », qui a facilité les changements des rôles des femmes et des relations entre les hommes et les femmes dans les camps. Ces changements étaient perçus comme temporaires, et le pouvoir des hommes a été réaffirmé au retour » (Crosby 2000 : 34).

Hostilité et résistances de la part des communautés

L'*empowerment* des femmes de par leur organisation en exil a affecté positivement leur rôle et leur place dans la société, et il semble que ces organisations étaient bien acceptées quand elles étaient utiles à l'objectif commun du retour. Au Guatemala, elles ont commencé à se transformer, cherchant à renforcer le rôle des femmes dans la communauté ainsi qu'à promouvoir leur participation dans la prise de décision et dans les activités économiques hors de la maison.

Une fois réinstallées, de nombreuses communautés ont montré des signes de résistance au nouveau rôle que voulaient jouer les femmes. Les structures des coopératives mises sur pied dans les communautés au retour ont, dans certains cas, exclu les organisations de femmes de toute participation, et le leadership de ces coopératives a cherché à y mettre un frein (Weiss Fagen 2000 : 12) : « L'armée disait que CONAVIGUA était une branche de la guérilla, et ça se disait alors dans les communautés. Avec pour conséquence que dans beaucoup de municipalités, les autorités refusaient de nous prêter la salle communautaire ou les salles de classe pour nos réunions » (PBI 2000 : 2).

Dans certains cas extrêmes, les autorités communautaires ont dissout les organisations dans lesquelles les femmes participaient, prétextant qu'elles ne faisaient plus partie de la structure organisationnelle de la communauté (De Rivero 1999 : 3).

Une hostilité émanait également de la part de la population qui n'avait pas migré. Même après les accords de paix, la violence a persisté dans de nombreuses communautés où les résidents étaient hostiles à l'arrivée de nouveaux venus du Mexique et à leurs exigences relativement à la terre (Weiss Fagen 2000 : 9).

Destruction du tissu social

La violence politique, les déplacements de population et l'exil ont profondément affecté la cohésion sociale, spécialement dans les zones rurales où les massacres ont eu des effets dévastateurs sur la population civile (Beristain 1998 : 24). A cela s'ajoute la « culture de la violence » qui s'est installée dans les communautés, avec le recrutement forcé et la présence des paramilitaires, et qui fait se perpétuer les conséquences de la guerre dans le long terme⁵⁷.

La décomposition des structures sociales communautaires et familiales qui fonctionnaient comme un filet de sécurité pour beaucoup de femmes, a entraîné une augmentation et une impunité de la violence envers elles (Crosby 1997 : 7). Pour les populations en exil, la violence contre les femmes a augmenté avec le processus de retour, dû en partie à l'excès d'alcool⁵⁸. L'isolement des lieux de retour et la tâche de reconstruction des communautés ont créé des frustrations et des tensions, que beaucoup ont tenté de noyer dans l'alcool (Arbour 1995 : 16).

⁵⁷ Les manifestations de cette « culture de la violence » sont particulièrement évidentes dans les comportements au sein de la famille puisqu'il semble y avoir une corrélation claire entre le service militaire et l'augmentation de la violence domestique (Garrard-Burnett 2000 : 9).

⁵⁸ Dont la consommation était interdite dans les camps de réfugiés (Arbour 1995 : 16).

Bilan et perspectives

Pour terminer ce travail, nous allons tenter de tirer un bilan des gains réalisés par les femmes guatémaltèques durant le conflit et de leur potentielle consolidation, et de voir quels acteurs jouent un rôle prépondérant dans cette consolidation.

Gains pour les femmes guatémaltèques pendant le conflit

Alors que pour la plupart des femmes guatémaltèques, les pertes résultant de la guerre ont été immenses, certaines ont réalisé, de façon paradoxale, des gains. La guerre leur a en effet offert l'opportunité de transformer leur vie en termes d'image d'elles-mêmes, leur comportement vis-à-vis de leur mari et de leur communauté, et leur habilité à vivre de manière autonome. Les observations faites dans le chapitre précédent, en lien avec les trois organisations choisies comme cas d'étude, nous permettent de tirer un bilan des résultats atteints et des changements vécus.

CONAVIGUA représente une nouvelle forme de résistance populaire des femmes qui a surgi ces vingt dernières années. De par leurs expériences face à la brutalité de la contre-insurrection, tels les massacres et les viols, elles reconnaissent le besoin de revendiquer simultanément le respect des droits humains et le respect des droits spécifiques aux femmes, amorçant ainsi une prise de conscience de leur rôle et de leur identité de femme, non seulement pour elles-mêmes, mais aussi parmi leurs filles.

Ces femmes, en prenant des photos des cadavres, en demandant l'exhumation des corps de leurs parents des cimetières clandestins et en identifiant par leur nom les responsables des violences, se sont posées en rupture avec l'image essentialiste de la femme comme victime ou témoin passif de la guerre. Elles ont menacé l'approvisionnement en soldats bon marché des troupes militaires, en demandant une fin au recrutement forcé de leurs fils. Elles ont contesté leur statut d'objet sexualisé par les forces de sécurité, répondant aux expériences humiliantes de torture et de viol avec dignité et colère, et ont fait de cette expérience commune un lien et une base de leur conscience de genre.

Dans cette quête de vérité sur ce qui s'est passé pendant la guerre, la brutalité des forces de sécurité et l'indifférence du régime leur ont fait prendre conscience du besoin de se protéger physiquement et culturellement en acquérant des compétences linguistiques et une culture juridique.

Mamá Maquín décrit les femmes « retournantes » comme étant « différentes » : elles ont une plus grande estime de soi, plus d'espaces au sein desquels s'organiser et « plus de force et d'espoir pour l'avenir » (Crosby 1997 : 8). Les femmes réfugiées rapportent des changements importants durant leurs années d'exil, à la fois personnels et vis-à-vis de leur communauté. Pour beaucoup, leur statut de réfugiée a participé à l'accroissement de leur conscience sociale et politique, qui en retour les a aidées à se forger de nouvelles identités et de nouveaux objectifs. Elles ont aussi appris de nouvelles compétences et ont ainsi eu l'occasion de percevoir qu'il existait d'autres options pour une femme que d'être simplement mère et épouse. Pour les femmes de ces organisations, « le monde s'est agrandi et leur confiance en elles s'est accrue » (Weiss Fagen 2000 : 9).

Le résultat le plus important des organisations créées en exil a été de revendiquer et d'obtenir pour les femmes le droit à participer aux négociations des retours avec le

gouvernement et à leur planification. Elles ont aussi insisté pour que les femmes soient admises au sein des coopératives, puissent obtenir un prêt pour acheter de la terre et ainsi en avoir la copropriété avec leur mari (Murdock 1999 : 3). Dès lors, chaque vague de retours collectifs a été une lutte afin de voir ces droits respectés, mais pour les femmes impliquées dans cette lutte, elle était aussi synonyme d'*empowerment*.

Les femmes qui se sont organisées au Mexique ont fait la transition de la sphère privée à la sphère publique, en occupant des positions de leadership au sein du mouvement des réfugiés, aidant ainsi leur communauté à venir à bout de la violence et du traumatisme de la guerre et regardant vers le futur comme une période de croissance et de force (Crosby 1997 : 6). Elles entendent continuer leur lutte collective au Guatemala, travaillant à maintenir ouverts les espaces gagnés pendant l'exil, tout en s'adaptant au nouveau contexte. Les leaders de Mamá Maquín ont maintenu leur organisation pendant la phase de retour et opèrent toujours aujourd'hui, à travers des projets générateurs de revenus et des campagnes d'éducation (Weiss Fagen 2000 : 10).

Au sein de l'ASC, les femmes ont pu participer aux débats et ainsi amener les demandes et les intérêts spécifiques des femmes au sein de la sphère politique traditionnelle. Cette présence a permis d'intégrer aux accords de paix plusieurs aspects en relation avec les inégalités dont souffrent les femmes et de proposer une série de réformes constitutionnelles (Monte Solis 1999 : 126).

Consolidation de ces gains dans l'après-conflit ?

Malgré un bilan plutôt positif des gains réalisés par les femmes au sein de ces trois groupes, il nous est difficile de nous prononcer sur l'évolution des transformations vécues. Le manque de données disponibles nous empêche à nouveau d'aller jusqu'au bout de notre analyse. Des recherches complémentaires sur le terrain nous permettraient d'apporter une réponse plus détaillée à nos questionnements.

Malgré tout, les observations découlant de l'analyse nous permettent de faire quelques remarques sur les possibles raisons d'un retour en arrière.

Il semble que beaucoup de femmes n'internalisent pas consciemment ou ne conceptualisent pas les changements intervenus dans le rôle qu'elles assument (Meintjes, Pillay et Turshen 2001 : 9). Sans une transformation consciente des rôles de genre, on ne peut pas s'attendre à des efforts concertés pour défendre, après la guerre, les nouvelles opportunités et les gains obtenus par les femmes. Si les femmes ne transforment pas leur perception d'elles-mêmes pendant le conflit, elles ne pourront pas défendre ces gains et opportunités par la suite, quand, à la fin de la guerre, les hommes vont réaffirmer leurs rôles. Quelquefois, même si les femmes ressentent un changement, leur perception en est négative. Désirant ardemment un retour à une vie « normale » et paisible, elles réintègrent d'elles-mêmes les schémas de vie qu'elles connaissaient précédemment.

Une autre variable au cœur de l'échec dans la consolidation de ces gains est la communauté : la force collective des femmes, qui leur a permis d'agir ensemble, se perd souvent à la fin de la guerre et fait place à l'isolement, qu'il soit géographique ou qu'il se reflète dans le manque de structures pour mener des actions concertées. Les camps de réfugiés, par exemple, ont offert aux femmes la possibilité de travailler et d'apprendre ensemble. En créant un sentiment de communauté, les femmes ont souvent établi de nouvelles identités et relations dans les camps et ont pris conscience de leurs droits en tant que femme. Mais cette communauté peut se perdre et cette force se dissiper au retour, quand les femmes rentrent au pays et sont dispersées.

La violence que subissent les femmes est un autre facteur important. Quelquefois, certaines femmes rentrent de la guerre avec la volonté de maintenir leur

liberté toute récente. Elles doivent alors faire face à la résistance de leur entourage et de leur communauté à cette tentative de redéfinition de droits, de rôles et d'identité. La violence s'intensifie parce que les femmes ont changé et demandent plus d'autonomie. Les conflits entre les genres et les générations s'intensifient autour de la réorganisation de la vie quotidienne dans les sociétés postconflit et dissuadent les femmes de lutter pour maintenir leurs avancées : « Dans l'après-guerre, les hommes utilisent la violence envers les femmes et la peur des femmes de la violence pour ré-instaurer leur emprise sur elles ; ils les obligent à se soumettre parce qu'ils ont besoin de rétablir ou de préserver le contrôle sur les richesses et les ressources et, par-dessus tout, sur le travail productif et reproductif des femmes » (Meintjes, Pillay et Turshen 2001 : 13).

Enfin, nous avons pu constater que, dans une société si fortement patriarcale et machiste, la place pour des transformations des rôles et des identités de genre semble très réduite. En revendiquant une transformation dans les rôles de genre, les femmes doivent faire face à une résistance de la part des hommes et des communautés, qui peut se traduire par la violence, parfois extrême dans certains cas. D'autant plus que, pour une population indigène qui subit l'oppression et le dénigrement comme héritage de la colonisation, le refuge dans ses traditions peut représenter une forme de résistance aux changements.

De qui dépend la consolidation des gains réalisés pendant la guerre ?

On peut imaginer que plusieurs acteurs jouent un rôle décisif dans la consolidation des gains dans l'après-guerre. L'Etat est un des agents centraux lors de la reconstruction postconflituelle. C'est lui, entre autres, qui va dessiner les contours de la société qui émergera des suites du conflit. Il a une influence sur le rôle et le statut des femmes dans cette société future, en incluant dans le processus de reconstruction les intérêts spécifiques des femmes et en leur offrant une place égale aux hommes dans ce processus. Dans le cas du Guatemala, nous avons pu constater que l'Etat était plutôt peu disposé à mener des politiques dans ce sens. Même si une plus grande reconnaissance des droits des femmes a été faite sur le papier, notamment dans les accords de paix et les diverses lois qui ont été formulées à la suite de ces accords, les mécanismes de mise en œuvre qui pourraient rendre cette reconnaissance effective peinent à être mis en place. Comme nous avons pu le voir, l'Etat peut aussi être appelé à jouer un rôle inhibiteur dans le processus d'*empowerment* par les diverses pressions et menaces à l'encontre des organisations et de leurs membres, et par le manque de soutien financier, voire même moral dont il fait preuve à l'égard de celles-ci.

Mais d'autres acteurs jouent un rôle important dans de nombreux débats sur le renforcement du pouvoir des femmes.

Rôle des agences de développement et des mouvements sociaux

« Both official development agencies and social movements have important contributions to make to the project of women's empowerment [...] » (Kabeer 1999 : 48).

Le rôle des agences de développement peut être plus important que celui des gouvernements durant la phase de reconstruction postconflituelle, spécialement si la guerre a affaibli l'Etat jusqu'à le rendre totalement dépendant de l'aide internationale. Malgré cela, on a vu que le processus d'*empowerment* ne peut pas venir de l'extérieur : « On ne peut renforcer de l'extérieur le pouvoir des gens. Les initiatives prises dans le domaine de la coopération pour le développement sont beaucoup trop ambitieuses et vouées à l'échec si elles cherchent à "renforcer le pouvoir des femmes". Elles peuvent, par contre, contribuer à créer les conditions permettant aux femmes de devenir les

agents de leur propre valorisation et du renforcement de leur pouvoir » (PNUD 2000 : 117). Dans le but de rendre les femmes et leurs organisations autonomes, les agences de développement peuvent, de par l'importance qu'elles accordent à la prise de conscience par les femmes de leur situation, au développement de leurs capacités et à la défense collective de leurs intérêts, jouer un rôle habilitant ou facilitant. Elles peuvent s'assurer que leurs programmes œuvrent en faveur de l'*empowerment* individuel des femmes en promouvant l'acquisition de compétences et en encourageant leur participation, leur capacité de prise de décision et leur contrôle sur les ressources (Reeves et Baden 2000 : 35). Enfin, elles peuvent soutenir l'*empowerment* collectif des femmes en finançant les organisations qui travaillent sur les causes de la subordination de genre, en promouvant la participation des femmes au système politique, et en encourageant le dialogue entre ceux qui occupent des positions de pouvoir et ces organisations (Oxaal 1997 : 6).

Nécessité d'un fort mouvement de femmes

L'analyse du cas guatémaltèque nous a permis d'illustrer la fragilité des acquis que les femmes ont obtenus durant le conflit. « L'absence de perspective politique pour la transformation de la relation entre les sexes peut expliquer la précarité des droits que les femmes ont acquis » (Meintjes, Pillay et Turshen 2001 : 34). En fait, quand elles s'engagent dans les luttes que nous avons décrites, les femmes cherchent rarement à remettre en question les pratiques et l'idéologie patriarcales qui prévaut, et qui sont la base de l'inégalité entre les sexes, mais axent leurs priorités sur leur survie et celle de leur famille. « Le plus important serait de construire – avant, pendant et à la fin du conflit – un fort mouvement de femmes, qui puisse soutenir le plan pour une transformation des relations de genre, qui soit en lien avec la société civile et qui soit prêt à lutter pour le renforcement de la démocratie et le respect des droits humains, économiques et politiques des femmes » (Meintjes, Pillay et Turshen 2001 : 34). Les organisations de femmes et les mouvements sociaux en général ont un rôle important à jouer durant la période de transition vers la paix : « They are able to raise questions about forms of injustice that are taken for granted to such an extent as to appear natural. And to challenge forms of hierarchy that appear to be too deeply entrenched to destabilise » (Kabeer 1999 : 49). Ils sont aussi beaucoup plus proches des réalités sur le terrain que les grandes agences de développement, et donc dans une meilleure position pour établir des stratégies et programmes adaptés aux conditions et circonstances locales. « They are hence more able [...] to concentrate [...] on creating the possibilities that will allow women the exercise of informed choice within an expanding framework of information, knowledge and analysis [...] a process which must enable women to discover new possibilities, new options [...] a growing repertoire of choices [...] » (Batliwala 1994). They can then leave it to individual women, and men, in the diversity of circumstances in which they live, to work out what forms of social change they wish to see and how they want to make it happen » (Kabeer 1999 : 49).

Une vision à long terme

Pour l'*African Women's Anti-war Coalition*, il est trop tard pour les femmes de faire valoir leurs droits dans la phase de reconstruction. La véritable occasion de « planter les graines du changement » est lors de la guerre, dans des conditions de conflit. Car pendant le tumulte de la guerre, les femmes instaurent un changement vers de nouvelles relations de pouvoir ; après cela, elles risquent de se retrouver empêtrées et concentrées sur leurs pertes (Meintjes, Pillay et Turshen 2001 : 10).

Au Guatemala, les femmes ont planté quelques graines du changement pendant le conflit, et ont vu quelques-unes d'entre elles croître et se développer. Le bilan général est que les femmes ont fait des avancées, mais qu'elles peinent à maintenir le cycle de revendications et de transformations dans lequel elles étaient entraînées pendant le conflit. Toutefois, il faut analyser ce processus dans une vision à long terme. Le mouvement social tel qu'il a réémergé à la fin du conflit est encore trop « jeune » pour être fort, unifié et sans contradiction. De ce point de vue, les femmes ont acquis des expériences et ont tiré des leçons de leur participation à ce mouvement qu'il s'agit à présent de ne pas perdre, mais d'utiliser et de renouveler à l'avenir, dans d'autres contextes. Le renforcement de pouvoir – *l'empowerment* – que ces femmes ont connu n'a pas pris fin puisqu'il s'agit d'un processus en constante évolution, qui est toujours construit, disputé et remis en question. Dans ce sens, ce travail offre une possibilité de réfléchir pour l'avenir sur les expériences passées et de voir comment maintenir les avancées faites et développer de nouvelles options pour les relations sociales de genre.

Acronymes

ASC	Asamblea de la Sociedad Civil (Assemblée de la société civile)
CCPP	Comisiones Permanentes (Commissions permanentes)
CONAVIGUA	Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala (Coordination nationale des veuves du Guatemala)
EGP	Ejercito Guerillero de los Pobres (Armée de guérilla des pauvres)
FAR	Fuerzas Armadas Rebeldes (Forces armées rebelles)
GAM	Grupo de Apoyo Mutuo (Groupe de soutien mutuel)
MINUGA	Misión de Naciones Unidas de Verificación en Guatemala (Mission de vérification des Nations unies au Guatemala)
ORPA	Organización del Pueblo en Armas (Organisation du peuple en armes)
PACs	Patrullas de Autodefensa Civil (Patrouille d'autodéfense civile)
PGT	Partido Guatemalteco del Trabajo (Parti guatémalteque du travail)
URNG	Unidad Revolutionaria Nacional Guatemalteca (Unité révolutionnaire nationale guatémalteque)

Bibliographie thématique

Genre

Bisilliat Jeanne, 2000, « Lutttes féministes et développement : une perspective historique », in *Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur (dir.), Cahiers genre et développement, n° 1, L'Harmattan, Paris, pp. 19-30

Scott Joan, 2000, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », in *Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur (dir.), Cahiers genre et développement, n° 1, L'Harmattan, Paris, pp. 41-67

Empowerment

Batliwala Srilatha, 1993, *Empowerment of Women in South Asia : Concepts and Practices*, FAO, New Delhi

Kabeer Naila, 1999, *The Conditions and Consequences of Choice : Reflections on the Measurement of Women's Empowerment*, Discussion Paper n° 108, UNRISD, Geneva

Moser Caroline, 1993, *Gender Planning and Development : Theory, Practice and Training*, Routledge, London

Oxaal Zoë, 1997, *Gender and Empowerment : Definitions, Approaches and Implications for Policy*, Report n° 40, Bridge, Institute of Development Studies, Brighton

PNUD, 2000, « Renforcement du pouvoir des femmes », in *Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur (dir.), Cahiers genre et développement, n° 1, L'Harmattan, Paris, pp. 117-119

Rauber Isabel, 2000, « Lutttes de femmes, paroles de femmes », in *Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur (dir.), Cahiers genre et développement, n° 1, L'Harmattan, Paris, pp. 193-196

Reeves Hazel, Baden Sally, 2000, *Gender and Development: Concepts and Definitions*, Report n° 55, Bridge, Institute of Development Studies, Brighton

Reysoo Fenneke, 2003, *Mondialisation, pouvoirs et relations de genre*, document (non publié) présenté dans le cadre du Colloque genre de l'Institut universitaire d'études du développement, Genève

Rowlands Jo, 1997, *Questioning Empowerment : Working with Women in Honduras*, Oxfam, Oxford

Wieringa Saskia, 1994, « Women's Interests and Empowerment : Gender Planning Reconsidered », *Development and Change*, vol. 25, n° 4, pp. 829-850

Genre, conflit et postconflit

Baden Sally, 1996, *Conflict and Development. Development and Gender in Brief*, Bridge, Institute of Development Studies, Brighton

Byrne Bridget, 1996a, *Gender, Conflict and Development – Volume I : Overview*, Report n° 34, Bridge, Institute of Development Studies, Brighton

—, 1996b, « Towards a Gendered Understanding of Conflict », *IDS Bulletin*, vol. 27, n° 3, Institute of Development Studies, Brighton

Champenois Jasmine, 2002, *La guerre a-t-elle un genre ? Identités masculines et féminines en temps de conflits armés*, mémoire de DES en relations internationales, Institut universitaire de hautes études internationales/Université de Genève, Genève

El-Bushra Judy, Mukarabuga Cécile, 1995, « Women, War and Transition », *Gender and Development*, vol. 3, n° 3, Oxfam, Oxford, pp. 16-22

Kumar Krishna, 2000, *Women and Women's Organisations In Postconflict Societies : The Role of International Assistance*, USAID Program and Operations Assessment Report n° 28, USAID, Washington D.C.

Meintjes Sheila, Pillay Anu, Turshen Meredith (eds.), 2001, *The Aftermath : Women in Post-Conflict Transformation*, Zed Books, London/New York

Reysoo Fenneke (dir.), 2001, *Hommes armés, femmes aguerries. Rapports de genre en situations de conflit armé*, Colloque genre, Institut universitaire d'études du développement, Genève

Sorensen Birgitte, 1998, *Women and Post-Conflict Reconstruction: Issues and Sources*, The War-Torn Societies Project Occasional Paper n° 3, UNRISD/PSIS, Geneva

Guatemala. Histoire et conflit

Balencie Jean-Marc, De La Grange Arnaud (dir.), 1999, *Mondes rebelles. guerres civiles et violences politiques*, Ed. Michalon, Paris

Ball Patrick, Kobrak Paul, Spierer F. Herbert, 1999, *State of Violence in Guatemala, 1960-1996 : A Quantitative Reflection*, American Association for the Advancement of Science, Annapolis

Beristain Carlos Martin, « Guatemala, Nunca más », *Revista Migraciones forzosas*, vol. 3, <www.migraciones.forzadas.org/pdf/RMF3/RMF3_23.pdf>

De Montbrial Thierry, Klein Jean, 2000, *Dictionnaire de stratégie*, PUF, Paris

Le Bot Yvon, 1994, *Violence et modernité en Amérique latine. Indianité, société et pouvoir*, Ed. Karthala, Paris

—, 1992, *La guerre en terre maya. Communauté, violence et modernité au Guatemala*, Ed. Karthala, Paris

ODHAG (Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala), 1998, *Guatemala : nunca más : informe*, Proyecto Interdiocesano de Recuperación de la Memoria Histórica, ODHAG, Guatemala Ciudad

Les femmes au Guatemala

Burgos Elizabeth, 1983, *Moi, Rigoberta Menchú: une vie et une voix, la révolution au Guatemala*, coll. Témoins, Gallimard, Paris

Garrard-Burnett Virginia, 2000, *Aftermath : Women and Gender Issues in Postconflict Guatemala*, Working Paper n° 311, USAID, Washington D.C.

Jimeno Clara, 1999, *Women's Participation and the Right to Development : The Contribution of Guatemalan Women to Strengthen Civil Society*, <www.pdfforum.org/jimeno141.html>

Loughna Sean, Vicente Gema, 1997, *Population Issues and the Situation of Women in Post-conflict Guatemala*, ILO, Geneva

Marcus Rachel, 1995, « Guatemala », in *Gender, Conflict and Development – Volume II : Case Studies*, Byrne Bridget, Marcus Rachel et Powers-Stevens Tanyo, Report n° 35, Bridge, Institute of Development Studies, Brighton

Montes Solís Laura, 1999, « La mujer en el proceso de reconstrucción de posguerra en Guatemala », *Papeles de cuestiones internacionales*, n° 68, Centro de Investigación para la Paz (CIP), Madrid, pp. 121-130

Mujeres en Red, 2001, *Guatemala*, <www.nodo50.org/mujeresred/guatemala.htm>

Ramires Martinez Lucia, 1991, « Women and Repression in Guatemala », in *Living Reconciliation, Making Peace. Women's Strategies against Oppression, War and Armament*, International Women's Congress, Women of One World, Centre for Intercultural Research of Women's Everyday Life, Nurnberg, pp. 122-126

Mouvement social et organisations de femmes

Blacklock Cathy, 1997, *Democratisation and Popular Women's Political Organisations*, Cerlac Working Paper Series, Centre for Research on Latin America and the Caribbean, York University, Toronto

Jaquette S. Jane, 1989, *The Women's Movement in Latin America: Feminism and the Transition to Democracy*, Unwin Hyman, London

Mazariegos Rina, 2001, *Conflicto armado en Guatemala y su incidencia en el movimiento social*, mémoire de DES en études du développement, Institut universitaire d'études du développement, Genève

Réfugiés

Afkhami Mahnaz, 1994, *Women in Exile*, The University of Virginia Press, Charlottesville/London

Arbour Frances, 1995, *Saliendo de una historia de silencio. Las mujeres refugiadas guatemaltecas en su propia voz. Reflexiones sobre la conciencia de género en el proceso de retorno de los refugiados guatemaltecos*, CUSO, Programa Americas-Caribbean, San José, Costa Rica

Crosby Alison, 2000, « Return to the Nation: The Organisational Challenges for Guatemalan Refugee Women », *Refuge. Canada's Periodical on Refugees*, vol. 19, n° 3, York University, Toronto, pp. 32-37

—, 1997, *To Whom Shall the Nation Belong? The Gender and Ethnic Dimensions of Refugee Return and Struggles for Peace in Guatemala*, Cerlac Working Paper Series, n° 10, Centre for Research on Latin America and the Caribbean, York University, Toronto

De Rivero Julie, 2000, *Reinventing Communities: The Resettlement of Guatemalan Refugees*, UNHCR, UNOG

Feingold Catherine, Jonas Rachel, 2001, *Mexico & Guatemala*, <www.reliefweb.int/library/documents/2001/rhrc-ch3-oct00.pdf>

Masson Sabine, 2002, « La lutte des femmes indiennes en exil et de retour au Guatemala en "post-guerre" », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 21, n° 2, Ed. Antipodes, Lausanne, pp. 106-125

Murdock Susan, 1999, *Refugee and Returning Women : Challenges and Lessons from Guatemala*, Project Counselling Services, Guatemala City

Nolin Hanlon Catherine L., 1997, *Guatemalan Refugees and Returnees : Local Geography and Maya Identity*, Cerlac Working Paper Series, n° 11, Centre for Research on Latin America and the Caribbean, York University, Toronto

Pizano Margarita, 1996, *Un cierto desparpajo*, Santiago du Chili, Chili

Rul-Jan Mathias, 1999, *Le réveil des femmes mayas en exil*, <www.pauillac.inria.fr/~maranget/volcans/avril/articles/reveil.htm>

Weiss Fagen Patricia, 2000, *Refugee Women in El Salvador and Guatemala : Challenges and Lessons of Reintegration*, International Centre for Research on Women (ICRW), Washington D.C., <www.icrw.org/docs/FagenReportEnglish.pdf>

Worby Paula, 2000, « Security and Dignity : Land Access and Guatemala's Returned Refugees », *Refuge. Canada's Periodical on Refugees*, vol. 19, n° 3, York University, Toronto, pp. 17-24

—, 1999, *Lessons Learned from UNHCR's Involvement in the Guatemala Refugee Repatriation and Reintegration Programme (1987-1999)*, <www.crid.or.cr/digitalizacion/pdf/eng/doc13135.pdf>

Accès à la terre

Calderon Edna Elizabeth, 2001, « Land Issues in Guatemala », in *Women's Land and Property Rights in Situations of Conflict and Reconstruction*, Unifem, New York, pp. 121-125

García Diana, 2001, *Una Guatemala que se resiste al cambio : Mujer y Tierra, equidad de género y reforma agraria*, Conferencia International sobre acceso à la Tierra, Bonn, <www.des.de/zell/access-to-land/dateien/garcia.pdf>

García Hernandez Maria, 2001, « The Implementation of the Guatemalan Peace Accord with Special Reference to Women Returnees from Mexico », in *Women's Land and Property Rights in Situations of Conflict and Reconstruction*, Unifem, New York, pp. 126-131

UNCHS (Habitat), 1999, *Women's Rights to Land, Housing and Property in Post-conflict Situations and during Reconstruction : A Global Overview*, Land Management Series n° 9, UNCHS, Nairobi

Worby Paula, 2001, « Organising for a Change : Guatemalan Refugee Women Re-affirm their Right to Land », in *Women's Land and Property Rights in Situations of Conflict and Reconstruction*, Unifem, New York, pp. 54-68

Processus de paix

Alvarez Enrique, 1997a, « The Civil Society Assembly : Shaping Agreement », *Accord. An International Review of Peace Initiatives*, n° 13, Resources, London, <www.c-r.org/accord/peace/accord13/guciv.htm>

—, 1997b, « Guatemala's Peace Process : Context, Analysis and Evaluation », *Accord. An International Review of Peace Initiatives*, n° 13, Resources, London

Le Bot Yvon, 1998, « Le processus de paix au Guatemala », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 30, La Documentation française, Paris, pp. 107-123

Luciak Ilja A., 2001, « Gender Equality and the Central American Peace Accords », in *After the Revolution : Gender and Democracy in El Salvador, Nicaragua, and Guatemala*, The John Hopkins University Press, Baltimore/London, pp. 32-64.

MacNabb Valerie, 1998, *Women's Role in Guatemala's Political Opening*, <www.thedialogue.org/publications/women/womengua.html>

Méndez Luz, 2001, *Experiencias de participación de las mujeres en el proceso de paz en Guatemala*, Encuentro sobre las mujeres y la paz en Colombia, Stockolm, <www.kus.uu.se/luz_mendez.pdf>

Naraghi Anderlini Sanam, 2000, *Women at the Peace Table: Making a Difference*, UNIFEM, New York

Pásara Luis, 2001, *The Guatemalan Peace Process : The Accords and Their Accomplishments*, Kroc Institute Occasional Paper n° 21, Kroc Institute for International Peace Studies, Notre Dame

Salvesen Hilde, 2002, *Guatemala : Five Years after the Peace Accords : The Challenges of Implementing Peace*, Report for the Norwegian Ministry of Foreign Affairs, International Peace Research Institute (PRIO), Oslo

Strickland Richard, Duvvury Nata, 2002, *Gender Equity and Peacebuilding. From Rhetoric to Reality : Finding the Way. A Discussion Paper*, International Centre for Research on Women (ICRW), Washington D.C.

CONAVIGUA

Cazales Anne, 1997, *Au Guatemala, des Indiennes organisent la lutte, Femmes et changements*, Alliance pour une monde responsable, pluriel et solidaire, <www.alliance21.org/fr/themes/yinyang/fp21.htm>

CONAVIGUA, 2003, <www.members.tripod.com/CONAVIGUA>

PBI (Peace Brigade International), 2000, *Un trabajo de conciencia : entrevista con Rosalina Tuyuc*, <www.peacebrigade.org/guatemala/cap99031.html>

Schirmer Jennifer, 1993, « The Seeking of Truth and the Gendering of Consciousness : The Comadres or El Salvador and the CONAVIGUA Widows of Guatemala », in *Viva ! Women and Popular Protest in Latin America*, Sarah A. Radcliffe & Sallie Westwood (eds.), Routledge, London/New York, pp. 30-64

Bibliographie alphabétique

- Afkhami Mahnaz, 1994, *Women in Exile*, The University of Virginia Press, Charlottesville/London
- Alvarez Enrique, 1997a, « The Civil Society Assembly : Shaping Agreement », *Accord. An International Review of Peace Initiatives*, n° 13, Resources, London, <www.c-r.org/accord/peace/accord13/guciv.htm>
- , 1997b, « Guatemala's Peace Process : Context, Analysis and Evaluation », *Accord. An International Review of Peace Initiatives*, n° 13, Resources, London
- Arbour Frances, 1995, *Saliendo de una historia de silencio. Las mujeres refugiadas guatemaltecas en su propia voz. Reflexiones sobre la conciencia de género en el proceso de retorno de los refugiados guatemaltecos*, CUSO, Programa Americas-Caribbean, San José, Costa Rica
- Baden Sally, 1996, *Conflict and Development. Development and Gender in Brief*, Bridge, Institute of Development Studies, Brighton
- Balencie Jean-Marc, De La Grange Arnaud (dir.), 1999, *Mondes rebelles. guerres civiles et violences politiques*, Ed. Michalon, Paris
- Ball Patrick, Kobrak Paul, Spirer F. Herbert, 1999, *State of Violence in Guatemala, 1960-1996 : A Quantitative Reflection*, American Association for the Advancement of Science, Annapolis
- Batliwala Srilatha, 1993, *Empowerment of Women in South Asia : Concepts and Practices*, FAO, New Delhi
- Beristain Carlos Martin, « Guatemala, Nunca más », *Revista Migraciones forzosas*, vol. 3, <www.migraciones.forzadas.org/pdf/RMF3/RMF3_23.pdf>
- Bisilliat Jeanne, 2000, « Luttés féministes et développement : une perspective historique », in *Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur (dir.), Cahiers genre et développement, n° 1, L'Harmattan, Paris, pp. 19-30
- Blacklock Cathy, 1997, *Democratisation and Popular Women's Political Organisations*, Cerlac Working Paper Series, Centre for Research on Latin America and the Caribbean, York University, Toronto
- Burgos Elizabeth, 1983, *Moi, Rigoberta Menchú: une vie et une voix, la révolution au Guatemala*, coll. Témoins, Gallimard, Paris
- Byrne Bridget, 1996a, *Gender, Conflict and Development – Volume I : Overview*, Report n° 34, Bridge, Institute of Development Studies, Brighton
- , 1996b, « Towards a Gendered Understanding of Conflict », *IDS Bulletin*, vol. 27, n° 3, Institute of Development Studies, Brighton
- Calderon Edna Elizabeth, 2001, « Land Issues in Guatemala », in *Women's Land and Property Rights in Situations of Conflict and Reconstruction*, Unifem, New York, pp. 121-125
- Cazales Anne, 1997, *Au Guatemala, des Indiennes organisent la lutte*, Femmes et changements, Alliance pour une monde responsable, pluriel et solidaire, <www.alliance21.org/fr/themes/yinyang/fp21.htm>

Champenois Jasmine, 2002, *La guerre a-t-elle un genre ? Identités masculines et féminines en temps de conflits armés*, mémoire de DES en relations internationales, Institut universitaire de hautes études internationales/Université de Genève, Genève

CONAVIGUA, 2003, <www.members.tripod.com/CONAVIGUA>

Crosby Alison, 2000, « Return to the Nation : The Organisational Challenges for Guatemalan Refugee Women », *Refuge. Canada's Periodical on Refugees*, vol. 19, n° 3, York University, Toronto, pp. 32-37

—, 1997, *To Whom Shall the Nation Belong ? The Gender and Ethnic Dimensions of Refugee Return and Struggles for Peace in Guatemala*, Cerlac Working Paper Series, n° 10, Centre for Research on Latin America and the Caribbean, York University, Toronto

De Montbrial Thierry, Klein Jean, 2000, *Dictionnaire de stratégie*, PUF, Paris

De Rivero Julie, 2000, *Reinventing Communities : The Resettlement of Guatemalan Refugees*, UNHCR, UNOG

El-Bushra Judy, Mukarabuga Cécile, 1995, « Women, War and Transition », *Gender and Development*, vol. 3, n° 3, Oxfam, Oxford, pp. 16-22

Feingold Catherine, Jonas Rachel, 2001, *Mexico & Guatemala*, <www.reliefweb.int/library/documents/2001/rhrc-ch3-oct00.pdf>

García Diana, 2001, *Una Guatemala que se resiste al cambio : Mujer y Tierra, equidad de género y reforma agraria*, Conferencia Internacional sobre acceso à la Tierra, Bonn, <www.des.de/zell/access-to-land/dateien/garcia.pdf>

García Hernandez Maria, 2001, « The Implementation of the Guatemalan Peace Accord with Special Reference to Women Returnees from Mexico », in *Women's Land and Property Rights in Situations of Conflict and Reconstruction*, Unifem, New York, pp. 126-131

Garrard-Burnett Virginia, 2000, *Aftermath : Women and Gender Issues in Postconflict Guatemala*, Working Paper n° 311, USAID, Washington D.C.

Jaquette S. Jane, 1989, *The Women's Movement in Latin America : Feminism and the Transition to Democracy*, Unwin Hyman, London

Jimeno Clara, 1999, *Women's Participation and the Right to Development : The Contribution of Guatemalan Women to Strengthen Civil Society*, <www.pdfforum.org/jimeno141.html>

Kabeer Naila, 1999, *The Conditions and Consequences of Choice : Reflections on the Measurement of Women's Empowerment*, Discussion Paper n° 108, UNRISD, Geneva

Kumar Krishna, 2000, *Women and Women's Organisations In Postconflict Societies : The Role of International Assistance*, USAID Program and Operations Assessment Report n° 28, USAID, Washington D.C.

Le Bot Yvon, 1992, *La guerre en terre maya. Communauté, violence et modernité au Guatemala*, Ed. Karthala, Paris

—, 1994, *Violence et modernité en Amérique latine. Indianité, société et pouvoir*, Ed. Karthala, Paris

—, 1998, « Le processus de paix au Guatemala », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 30, La Documentation française, Paris, pp. 107-123

Loughna Sean, Vicente Gema, 1997, *Population Issues and the Situation of Women in Post-conflict Guatemala*, ILO, Geneva

Luciak Ilja A., 2001, « Gender Equality and the Central American Peace Accords », in *After the Revolution : Gender and Democracy in El Salvador, Nicaragua, and Guatemala*, The John Hopkins University Press, Baltimore/London, pp. 32-64.

- MacNabb Valerie, 1998, *Women's Role in Guatemala's Political Opening*, <www.thedialogue.org/publications/women/womengua.html>
- Marcus Rachel, 1995, « Guatemala », in *Gender, Conflict and Development – Volume II : Case Studies*, Byrne Bridget, Marcus Rachel et Powers-Stevens Tanyo, Report n° 35, Bridge, Institute of Development Studies, Brighton
- Masson Sabine, 2002, « La lutte des femmes indiennes en exil et de retour au Guatemala en “post-guerre” », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 21, n° 2, Ed. Antipodes, Lausanne, pp. 106-125
- Mazariegos Rina, 2001, *Conflicto armado en Guatemala y su incidencia en el movimiento social*, mémoire de DES en études du développement, Institut universitaire d'études du développement, Genève
- Meintjes Sheila, Pillay Anu, Turshen Meredith (eds.), 2001, *The Aftermath : Women in Post-Conflict Transformation*, Zed Books, London/New York
- Méndez Luz, 2001, *Experiencias de participación de las mujeres en el proceso de paz en Guatemala*, Encuentro sobre las mujeres y la paz en Colombia, Stockolm, <www.kus.uu.se/luz_mendez.pdf>
- Montes Solís Laura, 1999, « La mujer en el proceso de reconstrucción de posguerra en Guatemala », *Papeles de cuestiones internacionales*, n° 68, Centro de Investigación para la Paz (CIP), Madrid, pp. 121-130
- Moser Caroline, 1993, *Gender Planning and Development : Theory, Practice and Training*, Routledge, London
- Mujeres en Red, 2001, *Guatemala*, <www.nodo50.org/mujeresred/guatemala.htm>
- Murdock Susan, 1999, *Refugee and Returning Women : Challenges and Lessons from Guatemala*, Project Counselling Services, Guatemala City
- Naraghi Anderlini Sanam, 2000, *Women at the Peace Table : Making a Difference*, UNIFEM, New York
- Nolin Hanlon Catherine L., 1997, *Guatemalan Refugees and Returnees : Local Geography and Maya Identity*, Cerlac Working Paper Series, n° 11, Centre for Research on Latin America and the Caribbean, York University, Toronto
- ODHAG (Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala), 1998, *Guatemala : nunca más : informe*, Proyecto Interdiocesano de Recuperación de la Memoria Histórica, ODHAG, Guatemala Ciudad
- Oxaal Zoë, 1997, *Gender and Empowerment : Definitions, Approaches and Implications for Policy*, Report n° 40, Bridge, Institute of Development Studies, Brighton
- Pásara Luis, 2001, *The Guatemalan Peace Process : The Accords and Their Accomplishments*, Kroc Institute Occasional Paper n° 21, Kroc Institute for International Peace Studies, Notre Dame
- PBI (Peace Brigade International), 2000, *Un trabajo de conciencia : entrevista con Rosalina Tuyuc*, <www.peacebrigade.org/guatemala/cap99031.html>
- Pizano Margarita, 1996, *Un cierto desparpajo*, Santiago du Chili, Chili
- PNUD, 2000, « Renforcement du pouvoir des femmes », in *Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur (dir.), Cahiers genre et développement, n° 1, L'Harmattan, Paris, pp. 117-119
- Ramires Martinez Lucia, 1991, « Women and Repression in Guatemala », in *Living Reconciliation, Making Peace. Women's Strategies against Oppression, War and Armament*,

International Women's Congress, Women of One World, Centre for Intercultural Research of Women's Everyday Life, Nurnberg, pp. 122-126

Rauber Isabel, 2000, « Luttés de femmes, paroles de femmes », in *Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur (dir.), Cahiers genre et développement, n° 1, L'Harmattan, Paris, pp. 193-196

Reeves Hazel, Baden Sally, 2000, *Gender and Development: Concepts and Definitions*, Report n° 55, Bridge, Institute of Development Studies, Brighton

Reysoo Fenneke, 2003, *Mondialisation, pouvoirs et relations de genre*, document (non publié) présenté dans le cadre du Colloque genre de l'Institut universitaire d'études du développement, Genève

—, (dir.), 2001, *Hommes armés, femmes aguerries. Rapports de genre en situations de conflit armé*, Colloque genre, Institut universitaire d'études du développement, Genève

Rowlands Jo, 1997, *Questioning Empowerment: Working with Women in Honduras*, Oxfam, Oxford

Rul-Jan Mathias, 1999, *Le réveil des femmes mayas en exil*, <www.pauillac.inria.fr/~maranget/volcans/avril/articles/reveil.htm>

Salvesen Hilde, 2002, *Guatemala: Five Years after the Peace Accords: The Challenges of Implementing Peace*, Report for the Norwegian Ministry of Foreign Affairs, International Peace Research Institute (PRIO), Oslo

Schirmer Jennifer, 1993, « The Seeking of Truth and the Gendering of Consciousness: The Comadres or El Salvador and the CONAVIGUA Widows of Guatemala », in *Viva! Women and Popular Protest in Latin America*, Sarah A. Radcliffe & Sallie Westwood (eds.), Routledge, London/New York, pp. 30-64

Scott Joan, 2000, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », in *Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur (dir.), Cahiers genre et développement, n° 1, L'Harmattan, Paris, pp. 41-67

Sorensen Birgitte, 1998, *Women and Post-Conflict Reconstruction: Issues and Sources*, The War-Torn Societies Project Occasional Paper n° 3, UNRISD/PSIS, Geneva

Strickland Richard, Duvvury Nata, 2002, *Gender Equity and Peacebuilding. From Rhetoric to Reality: Finding the Way. A Discussion Paper*, International Centre for Research on Women (ICRW), Washington D.C.

UNCHS (Habitat), 1999, *Women's Rights to Land, Housing and Property in Post-conflict Situations and during Reconstruction: A Global Overview*, Land Management Series n° 9, UNCHS, Nairobi

Weiss Fagen Patricia, 2000, *Refugee Women in El Salvador and Guatemala: Challenges and Lessons of Reintegration*, International Centre for Research on Women (ICRW), Washington D.C., <www.icrc.org/docs/FagenReportEnglish.pdf>

Wieringa Saskia, 1994, « Women's Interests and Empowerment: Gender Planning Reconsidered », *Development and Change*, vol. 25, n° 4, pp. 829-850

Worby Paula, 1999, *Lessons Learned from UNHCR's Involvement in the Guatemala Refugee Repatriation and Reintegration Programme (1987-1999)*, <www.crid.or.cr/digitalizacion/pdf/eng/doc13135.pdf>

—, 2000, « Security and Dignity: Land Access and Guatemala's Returned Refugees », *Refuge. Canada's Periodical on Refugees*, vol. 19, n° 3, York University, Toronto, pp. 17-24

—, 2001, « Organising for a Change: Guatemalan Refugee Women Re-affirm their Right to Land », in *Women's Land and Property Rights in Situations of Conflict and Reconstruction*, Unifem, New York, pp. 54-68

Annexe 1

Chronologie des événements

- 1945 Le candidat réformiste Juan José Arévalo remporte les élections présidentielles
- 1954 Une opération, soutenue par la CIA, renverse le gouvernement. Carlos Castillo Armas prend le pouvoir
- 1957 Carlos Castillo Armas est assassiné. Les militaires prennent le contrôle du gouvernement
- 1960 Début du conflit armé après l'échec d'un soulèvement nationaliste mené par les militaires
- 1962 Formation des groupes de guérilla du M-13 et des Forces armées Rebelles (FAR)
- 1971 Formation de l'Organisation du peuple en armes (ORPA)
- 1972 Formation de l'Armée de guérilla des pauvres (EGP)
- 1981 Début de la contre-offensive de l'armée
- 1982 Formation de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque par l'EGP, l'ORPA, les FAR et une partie du Parti guatémaltèque des travailleurs (PGT) ; une junte d'officiers de l'armée prend le pouvoir ; son leader, le général Efraín Ríos Montt, lance une campagne massive de répression
- 1983 Coup d'Etat militaire ; le ministre de la Défense Oscar Humberto Mejía s'empare du pouvoir
- 1985 Le chrétien-démocrate Marco Vinicio Cerezo Arévalo remporte les élections : c'est le début de la transition vers la démocratie
- 1986 Une nouvelle Constitution est promulguée
- 1986-1987 « Processus d'Esquipulas » : les chefs d'Etat d'Amérique centrale s'accordent sur une coopération économique et sur un cadre de résolution pacifique des conflits dans la région. Un accord est signé par les cinq présidents d'Amérique centrale le 7 août 1987
- 1987 Une Commission nationale de réconciliation (CNR) est formée. Le premier contact entre les représentants du gouvernement et l'URNG est fait à Madrid, mais les deux parties imposent des conditions qui empêchent toute discussion
- 1990 L'URNG rencontre des membres de la CNR à Oslo ; ils signent un accord de base sur la recherche de la paix par des moyens politiques (l'Accord d'Oslo)
- 1990-1994 Impasse du processus des négociations
- 1994 Les Nations unies sont appelées comme médiateur dans le conflit. Un accord-cadre pour la reprise des négociations est signé en janvier. L'Assemblée de la société civile (ASC) est formée sur la base de l'accord-cadre. D'autres accords sont signés :

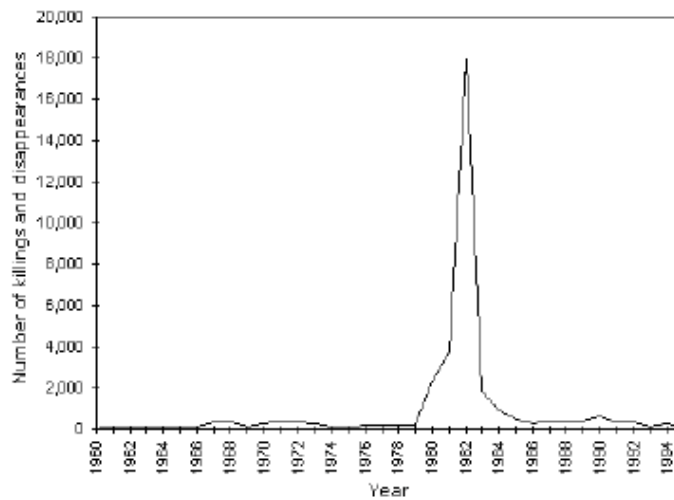
- Accord sur le cadre et le calendrier de négociations pour une paix ferme et durable (Mexico City, 29 mars)
 - Accord « substantiel » sur les droits de l’homme, conduisant à la mise sur pied de la MINUGUA (Mexico City, 29 mars)
 - Accord en vue de la réinstallation des populations déracinées du fait des affrontements armés (Oslo, 17 juin)
 - Accord concernant la création d’une commission chargée de faire la lumière sur les violations des droits de l’homme et les actes de violence (Commission d’éclaircissement historique) (Oslo, 23 juin)
- 1995 L’Accord sur l’identité et les droits des peuples indigènes est signé à Mexico
- 1996 Le 30 mars, l’URNG annonce un cessez-le-feu unilatéral immédiat. Plusieurs accords sont signés :
- Accord relatif aux questions socio-économiques et à la situation agraire
 - Accord relatif au renforcement du pouvoir civil et au rôle de l’armée dans une société démocratique, impliquant la réduction d’un tiers des effectifs de l’armée
 - Accords relatifs à un cessez-le-feu définitif, aux réformes constitutionnelles, au système électoral et à la légalisation de l’URNG, à un calendrier de mise en œuvre, d’exécution et de vérification de l’ensemble des accords
 - Loi de réconciliation nationale
- L’Accord pour une paix ferme et durable est signé le 29 décembre dans la ville de Guatemala
- 1997 Un ensemble de réformes constitutionnelles est refusé lors d’un référendum en mai ; le Front révolutionnaire guatémaltèque (FRG), parti de droite, remporte les élections de novembre

Source : Salvesen (2002)

Annexe 2 Statistiques illustratives du conflit

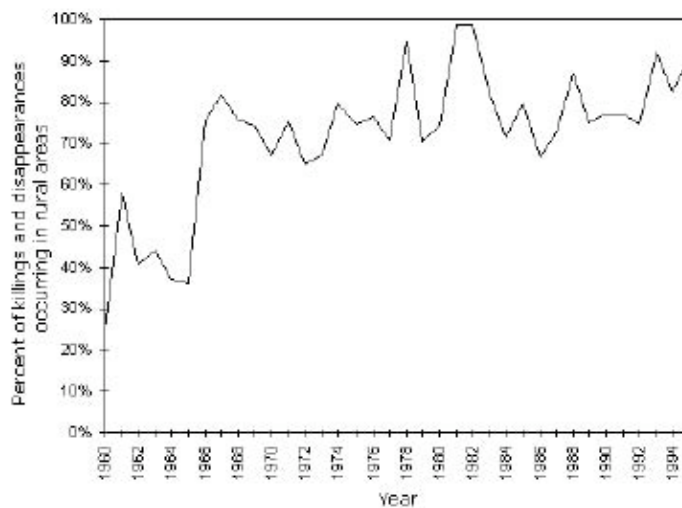
State Violence in Guatemala, 1960-1996

Number of Killings and Disappearances by Year, 1960-1995



Urban versus Rural Violence

Percent of Killings and Disappearances Occurring in Rural Areas, by year, 1960-1995



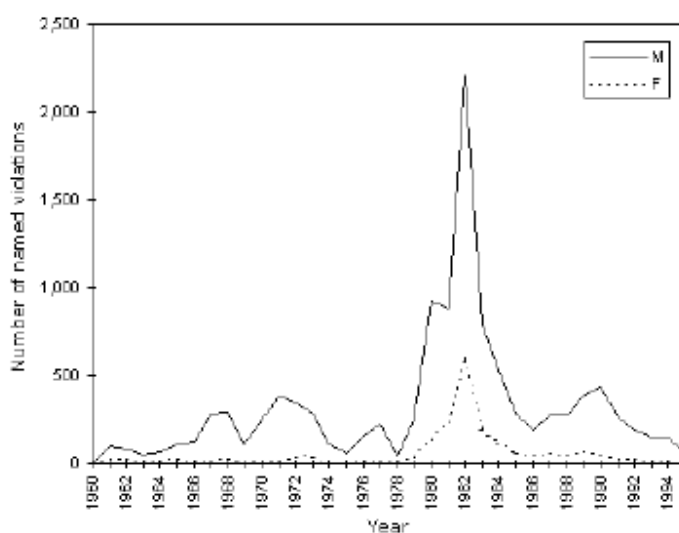
Methods of Terror

Number of total violations and named violations, by type, 1959-1995

Violation	Number of Violations	
	Total	Named
Killings	34,146	8,669
Kidnapping and Illegal Detention	3,506	2,640
Disappearance	2,760	1,405
Torture	1,279	0,379
Injury	1,083	0,326
TOTALS	42,774	13,419

Gender and Violence

Number of killings and disappearances by year, by sex of victim, 1960-1995

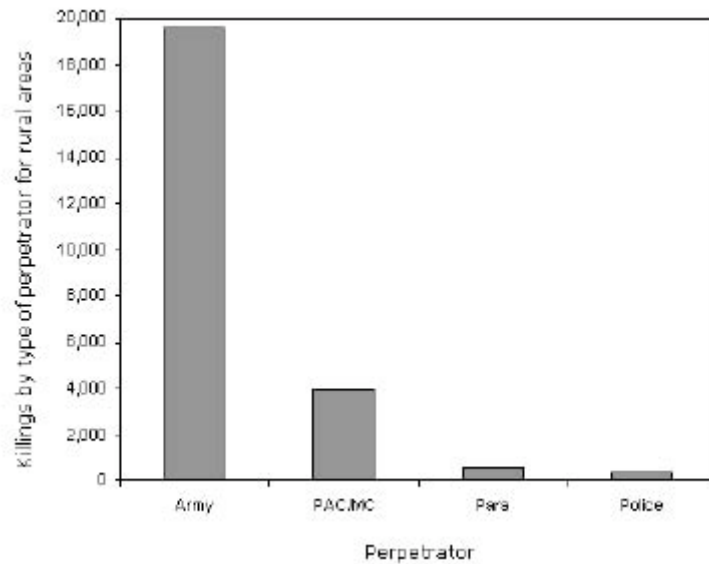


Percent female of victims of killing and disappearance, by year, 1966-1995

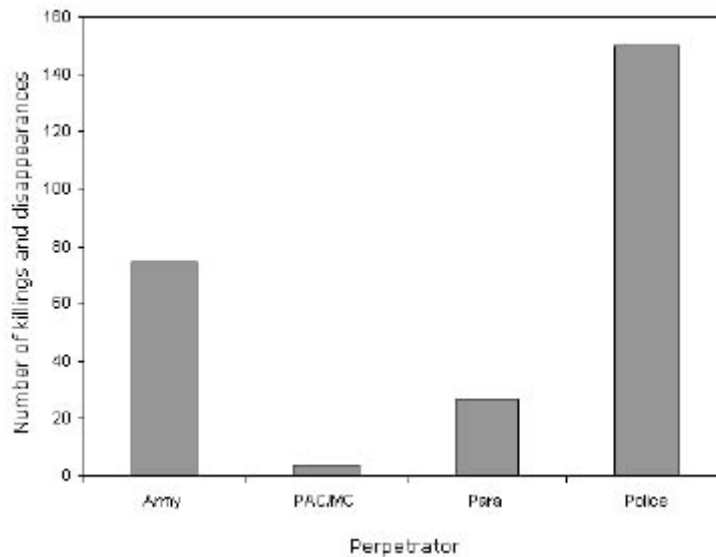


The Perpetrators

Number of killings and disappearances by type of perpetrator for rural areas
(for violations with known perpetrators), 1959-1995



Number of killings and disappearances by type of perpetrator for urban areas
(for violations with know perpetrators), 1959-1995



Source : Ball, Kobrak & Spierer (1999)

Annexe 3

Dans l'*Accord en vue de la réinstallation des populations déracinées du fait des affrontements armés*, les parties se sont entendues pour « souligner en particulier l'importance de la protection des familles qui ont des femmes à leur tête, aussi bien que les veuves et les orphelins, qui ont été le plus atteints »⁵⁹.

Plus loin, le gouvernement « s'engage à éliminer toutes formes de discrimination, dans les faits ou dans la loi, contre les femmes, et à faciliter l'accès des femmes à la terre, au logement et au crédit, et leur participation dans les projets de développement. Une perspective de genre sera incorporée dans les politiques, programmes et activités de la stratégie globale de développement »⁶⁰.

Dans l'*Accord sur les droits des peuples indigènes* du Guatemala, un paragraphe reconnaît la vulnérabilité particulière de la femme indigène, qui doit faire face à la double discrimination d'être femme et d'être indigène, et à une situation sociale de pauvreté et d'exploitation (Monte Solís 1999 : 127-128). Cette protection inclut la criminalisation du harcèlement sexuel⁶¹ et la promotion de la mise en œuvre de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), afin de faciliter l'accès à la terre, au crédit et à la participation aux projets de développement (Monte Solís 1999 : 128). L'accord mandate la création d'un office pour la promotion des droits des femmes indigènes, qui offrirait conseil et assistance juridiques (Marcus 1995 : 113).

Les droits politiques des femmes ont aussi fait l'objet d'une attention particulière. L'*Accord relatif au renforcement du pouvoir civil et au rôle de l'armée dans une société démocratique* préconise l'introduction de mesures de discrimination positive afin d'accroître la participation des femmes. L'accord requiert de la part des parties signataires « de prendre les mesures adéquates afin d'assurer que les organisations à caractère politique et social adoptent des politiques spécifiques qui tendent à encourager et à favoriser la participation des femmes, en tant que partie du processus de renforcement de la société civile »⁶². Le gouvernement s'engage, entre autres :

- à mener des campagnes de diffusion et des programmes éducatifs afin de conscientiser la population sur le droit des femmes à participer effectivement au processus de renforcement du pouvoir civil ;

- à respecter, impulser, appuyer et institutionnaliser les organisations de femmes (Monte Solís 1999 : 128).

L'*Accord sur les aspects socio-économiques et la situation agraire* contient un paragraphe traitant spécialement de la participation des femmes au développement économique et social, qui stipule que « recognising the insufficiently appreciated contribution of women in all spheres of economic and social activity, particularly their work in favour of improving the community, the [signatory] parties recognise the

⁵⁹ United Nations, *Acuerdo para el Reasentamiento de las Poblaciones Desarraigadas por el Enfrentamiento Armado*, 1994, chap. 2, art. 2.

⁶⁰ *Ibid.*, chap. 3, art. 8.

⁶¹ United Nations, *Acuerdo sobre Identidad y Derechos de los Pueblos Indígenas*, 1995, chap. 2, art. 1.

⁶² United Nations, *Acuerdo sobre Fortalecimiento del Poder Civil y Función del Ejército en una Sociedad Democrática*, 1996, art. 59.

necessity of strengthening women's participation in economic and social development on terms of equality. To this end the government commits itself to take the specific economic and social situation of women into account in the strategies, plans and development programs and to train civil servants in the analysis and planning based on this perspective. This includes : recognising the equality of rights between women and men in the home, the workplace, production, as well as in social and political life and assuring them the same possibilities as men, in particular concerning access to credit, the awarding of land and other productive and technological resources »⁶³.

⁶³ United Nations, *Acuerdo sobre Aspectos Socioeconómicos y Situación Agraria*, 1996, art. 12-13.

Annexe 4

Extraits de l'entretien avec deux militantes de Mamá Maquín

« Nous avons vu [...] la situation des femmes : nous avons vu toute notre souffrance et notre travail depuis la fuite jusqu'à l'arrivée dans l'exil, nous avons vu que beaucoup de femmes sont arrivées sans conjoint, sans parents, orphelines, veuves, et donc ces femmes ont dû assumer tout le travail pour entretenir la famille, travailler dans les champs, prendre en charge leurs enfants [...] ; elles ont assumé ce double rôle dans la famille. Les femmes qui avaient un mari, elles aussi, ont joué un rôle très important, elles ont dû elles aussi travailler pour assurer la survie dans l'exil, elles ont dû sortir travailler, couper le café, récolter le maïs, couper le *frijol*, et plus tard dans le campement, les femmes ont commencé à s'organiser en petits groupes : en travaillant dans des projets d'artisanat, dans des projets de potagers, dans des projets de moulins pour le maïs, mais tout ça c'était pour la survie de la famille. Donc on a vu [...] que les femmes amenaient un apport économique très important pour la famille, mais en regardant la participation dans les prises de décision, là on a vu qu'elles ne participaient pas, elles ne participaient ni aux réunions des campements ni aux décisions » (p. 112).

« Quand nous sommes arrivées au campement, beaucoup de gens pensaient que ce serait pour un ou deux mois, que ça allait passer, mais quand nous avons compris que ce ne serait pas ainsi, les gens ont commencé à s'organiser [...]. Nous nous sommes toutes regroupées [...]. Nous avons nommé des représentants et des promoteurs d'éducation, en pensant qu'il fallait continuer à donner une éducation à nos enfants [...]. Nous avons formé des promoteurs [...] de santé. En 1984-85 ont commencé à se mettre en place des petits projets indispensables pour la survie économique, comme les moulins, les potagers, l'artisanat. [...] Et comme les négociations pour le retour avaient commencé, nous avons pensé : nous les femmes, que pouvons-nous apporter dans ces négociations, que désirons-nous pour ce retour ? De là a surgi l'idée que nous pouvions nous réunir, [...] pour échanger nos expériences, et ensuite pour voir si on pouvait faire quelque chose de plus, pas seulement résoudre les problèmes des projets économiques, mais aussi voir comment les femmes pouvaient participer davantage, avec voix et vote, dans la lutte pour le retour » (pp. 113-114).

« Avant personne ne valorisait l'apport des femmes, pas même nous, et personne ne pensait à leur participation, et donc quand nous avons commencé à analyser dans cette rencontre quel était l'apport économique des femmes dans l'exil, comment elles avaient fait face à la guerre et à l'exil, nous avons vu que les femmes ont une grande capacité à affronter ces situations : pourquoi alors ne devaient-elles participer qu'aux responsabilités économiques de survie de la famille ? Pourquoi ne peuvent-elles pas apporter leurs idées au sein des campements ? Et surtout dans le retour ? Pourquoi n'avons-nous pas de postes à responsabilité ? Nous avons analysé le pourquoi : eh bien ! parce que nous sommes des femmes ! » (p. 114).

« Ce que nous avons dit alors, c'est : "Est-ce que nous pouvons changer cette situation ?" Peut-être que oui, par nous-mêmes, en nous unissant [...]. C'est en nous unissant et nous organisant que nous pouvions arriver à quelque chose » (p. 115).

« Donc on a dit, oui les femmes nous pouvons nous organiser et même diriger, même en temps que femmes indiennes. [...] Alors nous avons fixé les objectifs de l'organisation. Nous avons dit que ce que nous voulions, c'est réaliser nos droits en tant que femmes, que nous ne connaissions pas, pour qu'on écoute notre voix en tant que femmes et pour réussir à faire respecter ces droits, pour arriver à une égalité des droits avec les hommes. [...] notre rêve à ce moment-là était très grand, on voyait les trois choses : parce que nous sommes femmes nous sommes discriminées, parce que nous sommes pauvres aussi, et parce que nous sommes Indiennes, donc les trois thèmes étaient nos objectifs » (p. 115).

« Nous avons ouvert un programme d'alphabétisation pour les femmes, nous avons commencé des ateliers sur le genre et sur les droits des femmes, et surtout tout le travail organisationnel avec les femmes. On a lutté pour deux choses : les droits des femmes et les droits liés au retour » (p. 117).

« Au Mexique on a réussi une participation active et massive des femmes, car toutes les femmes, on luttait pour connaître nos droits et pour un retour digne au Guatemala, et depuis le Mexique c'était clair pour nous que Mamá Maquín devait continuer après le retour, car c'est avant tout au Guatemala que nous devons exercer nos droits de femmes » (p. 118).

« Pendant le déplacement, les femmes ont dû participer très activement : préparer et organiser les groupes de retour, voir quels étaient les besoins des femmes pendant le retour, qu'est-ce qu'elles affrontaient pendant le déplacement et à l'arrivée dans leur communauté. [...] qui devait veiller au fait que les choses ne se perdent pas, que les enfants n'aient pas d'accident, veiller à l'hygiène dans les abris, et à l'alimentation ? Dans cette situation, les femmes ont recommencé à s'occuper du travail qu'elles ont toujours dû faire, et pendant ce temps, les hommes discutaient et définissaient où et comment installer la communauté. A cause de cette situation d'urgence, les femmes ont été exclues des décisions importantes. [...] les femmes se sont occupées en premier lieu de l'urgence et ont délaissé leur participation à l'organisation » (p. 118).

« Les femmes ont analysé le sixième accord sur le droit à la terre et se sont rendu compte que dans l'accord avec le gouvernement sur le retour, ceux qui avaient droit à la terre, c'étaient les maris, les veuves et les mères célibataires, qui devaient recevoir un crédit pour l'achat de la terre. Et les femmes mariées ? Elles n'avaient aucun droit ! Alors les femmes ont commencé à exiger la copropriété de la terre. Pourquoi ? Parce que nous aussi nous travaillons et nous allons nous organiser pour recevoir nous aussi ce crédit à la terre. [...] en arrivant au Guatemala, des coopératives se sont formées dans les communautés pour garantir le paiement du crédit, et les femmes devaient être elles aussi associées de la coopérative, avec voix et vote » (pp. 118-119).

« En arrivant au Guatemala, la première déception, c'est que les femmes ont continué de s'occuper des travaux domestiques et que seuls les hommes prenaient les décisions importantes pour la communauté et les coopératives. Ce n'est qu'au moment où les femmes sont sorties de l'urgence qu'elles s'en sont rendu compte : Où en sommes-nous ? Qu'est-ce qu'on fait maintenant ? Les femmes ont alors recommencé encore une fois, constatant qu'elles ne participaient pas aux assemblées, qu'on ne les prenait pas en compte, qu'elles n'avaient ni voix ni vote » (p. 119).

« Beaucoup d'hommes, qui nous soutenaient avant dans l'exil, ont pensé : ça y est, on est de retour, pourquoi alors l'organisation des femmes ? On a des terres, certains ont un foyer, la guerre est terminée, donc il n'y a aucune raison que les femmes continuent à s'organiser, et certaines femmes ont pensé la même chose : maintenant qu'on est là, que se passe-t-il ? On va continuer la lutte ? » (p. 120).

« Les conditions n'étaient pas les mêmes dans l'exil et au Guatemala ; dans l'exil, on était tou-te-s réfugié-e-s, et les hommes ne pouvaient pas dire, ça c'est à moi ou moi je commande, donc tous, hommes et femmes, on disait qu'on était égaux, on était réfugiés, mais en arrivant au Guatemala, quand les hommes ont reçu leur terre, alors ils ont repris à nouveau leur pouvoir de décision, ils disaient à leur épouse : on n'est plus au Mexique, on est au Guatemala, et toi, tu dois faire ça, et moi, mon rôle c'est celui-là. Les institutions elles-mêmes n'ont pas non plus soutenu la lutte des femmes ; au Mexique oui, il y avait un appui des organisations, du HCR et d'autres, mais quand on est rentrées ici, tout a été différent » (p. 120).

« Pendant l'exil, la situation a fait que presque tou-te-s pensaient la même chose, mais en arrivant au Guatemala, différentes manières de penser ont commencé, il n'y a eu aucun respect de ces différentes manières de penser, [...] et ils disaient : si vous les femmes vous continuez à vous organiser dans Mamá Maquín, vous allez voir ce qu'on va vous faire, nous allons vous violer, nous allons vous brûler ! Un local de Mamá Maquín dans l'Ixcán a d'ailleurs été incendié par les gens eux-mêmes qui vivaient là [...]. Ainsi il menacent les femmes, ils incendient nos locaux, et à une assemblée de Mamá Maquín en 1998, nous avons été agressées par des hommes armés et masqués » (p. 122).

« En plus de cela, toutes les agressions qu'il y a sur les routes, toute l'insécurité qu'il y a pour nous mobiliser, ça aussi ça a empêché le processus d'organisation ; par exemple si nous devons aller à une réunion, sur le chemin, il y a des agresseurs, et donc les femmes doivent bien réfléchir avant de sortir [...]. Quand c'est pour un mandat personnel, alors les femmes vont peut-être prendre le risque, mais quand c'est pour une organisation politique, elles y pensent à deux fois... » (p. 122).

« C'est important de partager avec d'autres pays l'expérience de la lutte comme le Guatemala, et de voir comment on peut consolider [les soutiens avec les femmes d'autres pays]. Parce que la lutte des femmes, pour beaucoup d'organisations et d'agences internationales, ce n'est pas une lutte importante, c'est une lutte qui n'est pas perçue comme une lutte productive, qui n'est pas matérielle, mais pour les femmes, c'est un projet de renforcement humain et personnel » (p. 125).

« On a vu que c'était facile de parler en théorie, quand on était au Mexique, on rêvait et on pensait que ce serait la réalité, mais les choses ont été à l'envers quand on est rentrées, au point qu'on nous a accusées d'être de la guérilla, à cause de la situation politique, [...] c'est utile que d'autres organisations de femmes soient témoins qu'on cherche à nous intimider parce que nous luttons pour les femmes. Demain, un nouveau problème peut surgir avec les hommes, parce qu'ils ne veulent pas donner la terre, parce que même s'ils disent que oui, au fond dans le cœur ils n'acceptent pas les droits des femmes ; [...] donc nous avançons ainsi : un pas en avant, un pas en arrière. Cette lutte des femmes est un processus, ce n'est pas facile de réussir du jour au lendemain, l'intérêt et la conscience de chacune de nous prennent du temps à se

former ; pour convaincre nos compagnes, ce n'est pas en deux ou trois ateliers qu'on y arrive, peu à peu il faut les encourager et il nous faut ouvrir les yeux. Nos buts, on les atteindra peut-être dans cinquante ans, on n'en sait rien ! Mais oui, c'est un rêve ! Voilà ! » (p. 125).

Source : Masson (2002)

Collection Itinéraires

Notes et travaux

- N° 68 *L'émergence internationale des organisations non gouvernementales*
Christian COMELIAU (2003, 25 p.) CHF 12.–
- N° 67 *Le revenu minimum social à Genève : douze ans de débats politiques*
Andrès NOVEMBER (2003, 33 p.) CHF 12.–
- N° 66 *Prétextes anthropologiques VI*
Textes réunis et édités par A. MONSUTTI et G. RIST (2003, 83 p.) CHF 12.–
- N° 65 *Dominor, ergo sum. Aux racines religieuses du concept occidental de « développement » : la gestion des ressources naturelles, entre objectivisme scientifique et rationalisme culturel*
Claudia CAPPÀ (2003, 22 p.) CHF 12.–
- N° 64 *La Déclaration de Doha et l'Accord sur les ADPIC. Confrontation et sens*
Séverine DEBONS (2002, 42 p.) CHF 12.–
- N° 63 *Où va le Pérou ? Bilan du fujimorisme et questions pour l'avenir*
Sous la direction de Claude AUROI et Sandra BOSSIO (2002, 123 p.) CHF 12.–
- N° 62 *Prétextes anthropologiques V*
Textes réunis et édités par A. MONSUTTI et G. RIST (2002, 82 p.) CHF 12.–
- N° 61 *Néolibéralisme au Pérou (1990-2000). Bilan et perspectives de la politique économique*
Carlos NIETO (2001, 64 p.) CHF 12.–
- N° 60 *De l'entre-deux à l'interculturalité. Richesses et embûches de la migration*
M.-A. CIPRUT, avec la coll. de A. LIECHTI, A. CAMELO & M. BUDRY (2001, 80 p.) CHF 12.–
- N° 59 *Précarité et exclusion à Genève : une face cachée de la Suisse. Intervention de Réalise (1984-2000)*
Mathieu LEWERER et Christophe DUNAND (2001, 39 p.) CHF 12.–
- N° 58 *Prétextes anthropologiques IV*
Textes réunis et édités par Y. DROZ, A. MONSUTTI et G. RIST (2001, 91 p.) CHF 12.–
- N° 57 *Le défi social du développement. Notes critiques*
Christian COMELIAU (2000, 32 p.) CHF 5.–
- N° 56 *Modernisation agraire, oligarchies et mouvements paysans au Brésil. Une évaluation historique*
Jacky BUFFET (2000, 34 p.) CHF 12.–
- N° 55 *Prétextes anthropologiques III*
Textes réunis et édités par Yvan DROZ et Gilbert RIST (2000, 119 p.) CHF 12.–
- N° 54 *Propriété intellectuelle. Quels enjeux pour les pays en développement ? (...)*
Dossier de l'Annuaire Suisse-Tiers Monde 1998 (1999, 116 p.) CHF 12.–
- N° 53 *Prétextes anthropologiques II*
Textes réunis et édités par Yvan DROZ et Gilbert RIST (1999, 97 p.) CHF 12.–
- N° 52 *De la monoculture de la vache à l'autoexploitation. Quelle économie pour quelle agriculture ?*
Yvan DROZ (1998, 63 p.) CHF 12.–
- N° 51 *Prétextes anthropologiques*
Textes réunis par Gilbert RIST et Yvan DROZ (1998, 91 p.) CHF 12.–

- N° 50 *Investissements éthiques et solidaires – Le cas de la Suisse*
Kristin BARSTAD (1998, 75 p.) CHF 12.–
- N° 49 *Socio-anthropologie de la décentralisation en milieu rural africain.*
Bibliographie sélective et commentée
Jean-Pierre JACOB, Giorgio BLUNDO (1997, 118 p.) CHF 12.–
- N° 48 *L'apport de la diaspora au renouveau vietnamien. Les Vietnamiens de Suisse*
Bertrand LAMON (1997, 102 p.) CHF 12.–
- N° 47 *Démocratie et nouvelles formes de légitimation en Afrique.*
Les Conférences nationales du Bénin et du Togo
Sous la direction de Jean ZIEGLER (1997, 50 p.) CHF 12.–
- N° 46 *Feeding Asia in the Next Century*
C. AUBERT, G. ETIENNE, J.-L. MAURER (1996, 72 p.) CHF 12.–
- N° 45 *Développement rural et libéralisation économique en Inde.*
Le cas de l'Etat d'Orissa
Marie THORND AHL (1996, 89 p.) CHF 12.–
- N° 44 *Comment mieux coopérer avec le Brésil ?*
Aide des ONG et relations économiques de la Suisse
Gérard PERROULAZ, Serge GHINET (1995, 58 p.) CHF 12.–
- N° 43 *From Bonafide Citizens to Unwanted Clandestines :*
Nepali Refugees from Bhutan
Rebeka MARTENSEN (1995, 76 p.) CHF 15.–
- N° 42 *Réseaux et stratégies migratoires entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.*
Histoire de vie d'un migrant
Prosper KAMBIRÉ (1994, 82 p.) CHF 12.–
- N° 41 *Questions de « genre » ? Réflexions autour des rapports sociaux de sexe*
dans l'emploi et dans l'institution
Yvonne PREISWERK *et al.* (1994, 98 p.) CHF 8.–
- N° 40 *Guide d'approche des institutions locales (GAIL). Méthodologie d'étude*
des acteurs locaux dans le monde rural
Jean-Pierre JACOB *et al.* (1994, 40 p.) CHF 10.–
- N° 39 *El rol de las mujeres en las estrategias de subsistencia: el caso del Ecuador*
Jessica LOPEZ PINTO (1993, 63 p.) CHF 8.–

Etudes du développement

- N° 19 *ONG et management fondé sur la qualité : terre des hommes ou terre des normes ?*
Justine ROSSELET (2003, 71 p.) CHF 12.–
- N° 18 *Le dispositif humanitaire*
Emil COCK (2003, 116 p.) CHF 12.–
- N° 17 *L'indemnisation des victimes de mines antipersonnel :*
le FIPOL, un modèle transposable ?
Emilie CARON (2003, 86 p.) CHF 12.–
- N° 16 *Médiation et développement.*
L'émergence des ONG et des passeurs culturels à Kuna Yala (Panamá)
Mònica MARTÍNEZ MAURI (2003, 76 p.) CHF 12.–
- N° 15 *Les entrepreneurs marocains. Un nouveau rôle social et politique*
face au Makhzen ?
Simon PERRIN (2002, 110 p.) CHF 12.–
- N° 14 *Sphère financière contre économie réelle.*
Le cas de la crise financière thaïlandaise
Olivier CASSARD (2001, 81 p.)

- N° 13 *Une greffe de l'Etat inédite.
Le clan corse, de la segmentarité à la décentralisation*
Charaf ABDESSEMED (2000, 55 p.) CHF 12.–
- N° 12 *« Ecotourisme » ou « tourisme durable » entre la théorie et la pratique.
Principes déclarés et arguments publicitaires en Amazonie*
Dorothy Jula PREZZA (2000, 86 p.) CHF 12.–
- N° 11 *Género, ajuste estructural y trabajo : Análisis a través del Banco Mundial
y del caso del Perú, Lima 1986-1993*
Roxana ORUÉ (1998, 115 p.) CHF 12.–
- N° 10 *The Andean Cocaine Industry : A Maze with no Way out?
Failures of the U.S.' « War on Drugs »*
Vanessa PEAT (1998, 77 p.) CHF 12.–
- N° 9 *Secteur informel et politiques publiques en Afrique. Acteurs et conceptions*
Marie-Joséphine NSENGIYUMVA (1996, 73 p.) CHF 12.–
- N° 8 *Les éleveurs, l'Etat et les agriculteurs au Burkina Faso.
L'exemple de la région du centre-ouest*
Yves DELISLE (1996, 79 p.) CHF 12.–
- N° 7 *Niños y jóvenes en situación de calle espacio y campo social.
Ciudad de Córdoba, Argentina*
Patricia MAZZINI (1996, 178 p.) CHF 12.–
- N° 6 *Le secret de l'unité de santé.
Les agents de santé de base et les matrones en Guinée-Bissau*
Mary-Josée BURNIER (1993, 109 p.) CHF 12.–
- N° 5 *Agriculture de subsistance et technologie appropriée.
Impact de l'ICTA à Quesada, Guatemala*
Ileana VALENZUELA (1991, 180 p.) CHF 12.–
- N° 4 *Les jardins de la sécheresse. Tamazalak versant ouest de l'Air*
Ulrike MIX (1988, 135 p.) CHF 5.–

Pratique et réflexion

- N° 9 *La démarche d'appui institutionnel au secteur de la santé.
Programme médico-sanitaire bénino-suisse*
Valérie BOULLOUDANI (1998, 77 p.) CHF 12.–
- N° 8 *L'entreprise coopérative et de type coopératif :
pour une analyse économique hétérodoxe*
Souleymane SOULAMA (1997, 36 p.) CHF 10.–
- N° 7 *Le système de Programmation – Suivi – Evaluation (PSE) dans une démarche
d'appui institutionnel*
D. FINO, S. GHINET, C. DUNAND, P. UVIN (1996, 77 p.) CHF 12.–
- N° 6 *Démarche d'appui institutionnel.
De l'analyse des acteurs à un processus de renforcement institutionnel*
Daniel FINO et Serge GHINET (1995, 57 p.) CHF 8.–
- N° 5 *L'appui institutionnel au Niger. Résultats d'un atelier de réflexion*
Peter UVIN et al. (1994, 60 p.) CHF 8.–

Leçons inaugurales

- N° 9 *Adieu Bodin ? Souveraineté et mondialisation*
Zaki LAÏDI (2003, 35 p.) CHF 5.-
- N° 8 *Croissance, mondialisation et pauvreté. Eléments du débat et perspectives d'avenir*
Kemal DERVIS (2000, 9 p.) CHF 2.-
- N° 7 *Chine trois fois muette. De la place de la Chine dans le monde d'aujourd'hui*
Jean François BILLETTER (2000, 36 p.) CHF 5.-
- N° 6 *Les droits de l'homme : frein ou moteur au développement ?*
François A. DE VARGAS (1999, 23 p.) CHF 5.-
- N° 5 *Enjeux de la mondialisation à la veille du IIIe millénaire*
Rubens RICUPERO (1998, 12 p.) CHF 5.-
- N° 4 *La pratique de la gouvernance pour un monde responsable et solidaire (...)*
Pierre CALAME (1996, 17 p.) CHF 5.-
- N° 3 *« Refonder » l'économie politique*
George CORM (1995, 23 p.) CHF 5.-
- N° 2 *Les défis conceptuels de la mondialisation*
Maurice BERTRAND (1994, 14 p.) CHF 5.-
- N° 1 *Développement et environnement. Humaniser l'homme ou répudier le soleil*
Joseph KI-ZERBO (1994, 17 p.) CHF 5.-